

**BURKINA FASO**  
*Unité-Progrès-Justice*



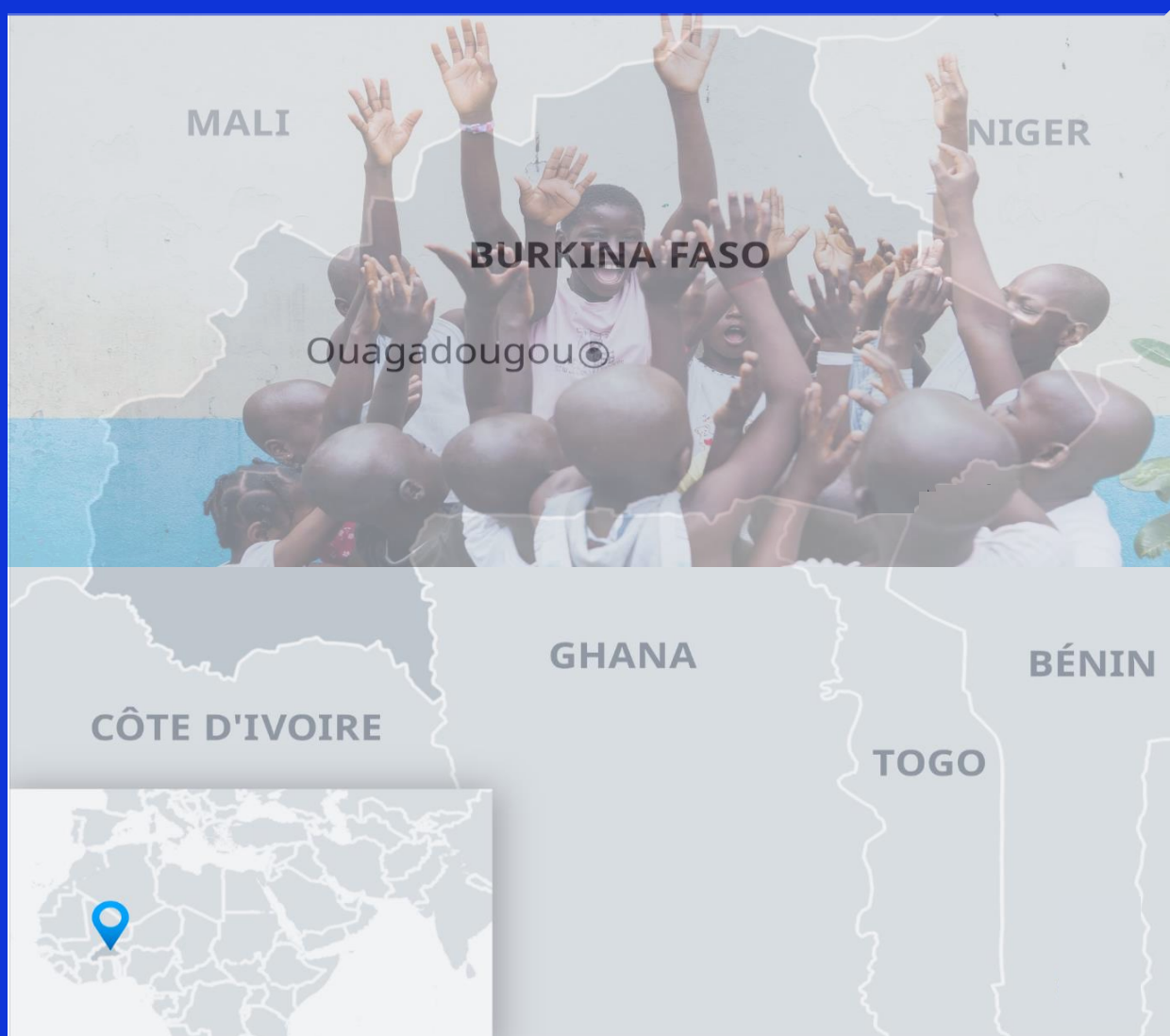
**INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE ET DE LA  
DEMOGRAPHIE**



**MINISTRE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE  
LA PROTECTION SOCIALE**



## Rapport d'analyse des résultats



*Enquête nationale sur le travail des enfants au Burkina Faso (ENTE-BF, 2022)*

# Enquête nationale sur le travail des enfants au Burkina Faso (ENTE-BF, 2022)

Avec l'appui technique et financier :



Copyright © 2024 Organisation internationale du travail, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Institut national de la statistique et de la démographie

Cet ouvrage est publié en libre accès sous la licence Creative Commons Attribution-Non Commercial 3.0 IGO License (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/igo/deed.fr>). Les utilisateurs sont autorisés à réutiliser, partager ou adapter la publication originale, ou à s'en servir pour créer un nouveau produit, conformément aux termes de ladite licence. Il doit être clairement indiqué que l'OIT, UNICEF et l'INSD sont propriétaires de l'ouvrage original. Les utilisateurs ne sont pas autorisés à reproduire le logo de l'OIT ou du BIT, l'OIT, de UNICEF et de l'INSD dans le cadre de leurs travaux.

**Citations** – Cet ouvrage doit être cité comme suit: Enquête nationale sur le travail des enfants au Burkina Faso 2022 (ENTE-BF, 2022): Organisation internationale du travail, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Institut national de la statistique et de la démographie, 2024.

**Traductions** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante : Cette traduction n'a pas été réalisée par le BIT, UNICEF ou l'INSD et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de ce dernier. Le BIT, UNICEF et l'INSD déclinent toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction.

**Adaptations** – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, il doit y figurer, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante : Cet ouvrage est une adaptation d'une publication originale du BIT, UNICEF et l'INSD. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que son auteur ou ses auteurs et en aucun cas le BIT, UNICEF et l'INSD.

Enquête nationale sur le travail des enfants au Burkina Faso 2022 (ENTE-BF, 2022) : BIT, UNICEF, INSD – Genève et Ouagadougou, 2024.

**ISBN : 9789220407530** (PDF Web) - International Labour Organization (ILO)

Les désignations utilisées dans cette publication, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du BIT et de UNICEF aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le BIT ou UNICEF souscrivent aux opinions qui y sont exprimées. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du BIT aucune appréciation favorable ou défavorable. Le BIT et l'UNICEF ne garantissent pas l'exactitude des données figurant dans cette publication et n'acceptent aucune responsabilité pour aucune conséquence de leur utilisation.

# I. TABLE DES MATIERES

<b>I.</b>	<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>4</b>
<b>II.</b>	<b>LISTE DE TABLEAUX.....</b>	<b>6</b>
<b>III.</b>	<b>LISTE DE FIGURES.....</b>	<b>7</b>
<b>IV.</b>	<b>SIGLES ET ABREVIATION.....</b>	<b>9</b>
<b>V.</b>	<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>10</b>
<b>VI.</b>	<b>RESUME.....</b>	<b>11</b>
<b>VII.</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>13</b>
<b>VIII.</b>	<b>CONTEXTE NATIONAL .....</b>	<b>14</b>
1.1	GENERALITES SUR LE BURKINA.....	14
1.2	SITUATION DEMOGRAPHIQUE .....	14
1.3	PAUVRETE ET INEGALITES.....	14
1.4	SITUATION ECONOMIQUE.....	14
1.5	ENVIRONNEMENT POLITIQUE, SECURITAIRE ET HUMANITAIRE .....	15
1.6	SITUATION SANITAIRE .....	15
1.7	SYSTEME EDUCATIF.....	16
1.8	SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL .....	16
1.9	CADRE ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL RELATIF AU TRAVAIL DES ENFANTS.....	18
<b>IX.</b>	<b>CADRE JURIDIQUE, DEFINITIONS ET MESURE DU TRAVAIL DES ENFANTS .....</b>	<b>20</b>
	<b>CADRE JURIDIQUE DU TRAVAIL DES ENFANTS AU BURKINA FASO.....</b>	<b>20</b>
2.1.1	Les textes juridiques internationaux et régionaux.....	20
2.1.2	Principaux textes nationaux .....	22
	<b>CONCEPTS ET DEFINITIONS.....</b>	<b>23</b>
	<b>CADRE CONCEPTUEL DE LA MESURE DU TRAVAIL DES ENFANTS .....</b>	<b>24</b>
<b>X.</b>	<b>APERÇU MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE.....</b>	<b>26</b>
3.1	CHAMP ET LES OBJECTIFS DE L'ENQUETE.....	26
3.2	DETERMINATION DE LA TAILLE DE L'ÉCHANTILLON.....	26
3.3	ÉTAPES DU DÉROULEMENT DE L'ENQUETE .....	27
<b>XI.</b>	<b>ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET TRAVAIL DES ENFANTS.....</b>	<b>29</b>
4.1	ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ACTIFS .....	29
4.2	ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ACTIFS SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE .....	29
4.3	TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR .....	30
4.4	TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR SELON LE SECTEUR D'ACTIVITES.....	31
4.5	TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR SELON L'ÂGE ET LE SECTEUR D'ACTIVITES.....	32
4.6	TRAVAUX DANGEREUX.....	32
4.7	PRÉVALENCE D'ENFANTS ACTIFS ÉCONOMIQUEMENT, TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR ET TRAVAUX DANGEREUX (Y COMPRIS L'ACTIVITE DE RECHERCHE D'EAU ET BOIS) .....	33
4.8	PRÉVALENCE D'ENFANTS ACTIFS ÉCONOMIQUEMENT, TRAVAIL D'ENFANTS, TRAVAIL À ABOLIR ET TRAVAUX DANGEREUX (HORMIS L'ACTIVITE DE RECHERCHE D'EAU ET BOIS).....	34
4.9	TENDANCES DE LA PRÉVALENCE DU TRAVAIL DES ENFANTS.....	34
<b>XII.</b>	<b>PARTICIPATION DES ENFANTS AUX ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET LEUR SCOLARISATION.....</b>	<b>37</b>

5.1	INTERACTION ENTRE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES ENFANTS INCLUANT LA RECHERCHE D'EAU, DE BOIS ET LEUR SCOLARITE.	37
5.2	INTERACTION ENTRE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES ENFANTS EXCLUANT LA RECHERCHE D'EAU ET DE BOIS ET LEUR SCOLARITE.	39
5.3	TRAVAIL DES ENFANTS ET RENDEMENT SCOLAIRE .....	40
5.3.1	Fréquentation scolaire et activité économique des enfants .....	40
5.3.2	Fréquentation scolaire et travail des enfants pour la scolarité obligatoire .....	40
5.3.3	Fréquentation scolaire et heures de travail des enfants.....	41
5.4	RAISONS DE LA NON-SCOLARISATION.....	42
5.5	RAISONS DE REDOUBLEMENT SCOLAIRE .....	43
<b>XIII.</b>	<b>FACTEURS DOMESTIQUES ET COMMUNAUTAIRES .....</b>	<b>44</b>
6.1	TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR ET VULNERABILITE SOCIO-ECONOMIQUE .....	44
6.2	TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR SELON CERTAINES CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DU RESPONSABLE DE MENAGE	45
<b>XIV.</b>	<b>DETERMINANTS DU TRAVAIL DES ENFANTS .....</b>	<b>48</b>
7.1	REVUE DE LA LITTERATURE .....	48
7.2	MODELE ET VARIABLES.....	48
7.3	RESULTATS ET DISCUSSIONS .....	48
7.3.1	Effet de l'âge sur le travail des enfants.....	49
7.3.2	Genre et travail des enfants .....	49
7.3.3	Effet des caractéristiques du ménage sur le travail des enfants.....	49
7.3.4	Effet de l'âge sur la fréquentation scolaire .....	50
7.3.5	Effet des caractéristiques des ménages et scolarisation des enfants .....	50
<b>XV.</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES DU TRAVAIL DES ENFANTS.....</b>	<b>51</b>
8.1	TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR ET FORMES DE TRAVAIL .....	51
8.2	TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR DANS LA PRODUCTION POUR LA CONSOMMATION PERSONNELLE SELON LE SEXE .....	52
8.3	TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR DANS L'EMPLOI .....	53
8.4	ENFANTS IMPLIQUES DANS PLUS D'UNE FORME DE TRAVAIL A ABOLIR .....	54
8.5	INTENSITE TEMPORELLE DU TRAVAIL DES ENFANTS.....	54
<b>XVI.</b>	<b>TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR ET SANTÉ.....</b>	<b>56</b>
9.1	EXPOSITION AUX RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL .....	56
9.2	EXPOSITION À LA VIOLENCE AU TRAVAIL .....	56
9.3	MALADIES ET BLESSURES LIÉES AU TRAVAIL.....	57
9.4	IMPLICATIONS PSYCHOSOCIALES DU TRAVAIL DES ENFANTS .....	58
<b>XVII.</b>	<b>TACHES MÉNAGÈRES.....</b>	<b>59</b>
10.1	PARTICIPATION AUX TACHES MENAGERES.....	59
10.2	REPARTITION DES HEURES DE TRAVAIL.....	60
10.3	TYPES DE TACHES MENAGERES.....	61
10.4	IMPLICATION DES ENFANTS DANS LE TRAVAIL ET LES TACHES MENAGERES .....	62
10.5	TEMPS TOTAL CONSACRE AU TRAVAIL DES ENFANTS ET AUX TACHES MENAGERES.....	63
10.6	TACHES MENAGERES DE NATURE POTENTIELLEMENT DANGEREUSE.....	63
<b>XVIII.</b>	<b>CARTOGRAPHIE DES EFFORTS ACTUELS CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS.....</b>	<b>65</b>
	RECOMMANDATIONS.....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>XIX.</b>	<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>69</b>
<b>XX.</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>73</b>
<b>XXI.</b>	<b>ANNEXES : .....</b>	<b>75</b>
	ANNEXE 1.....	75
	Annexe 3 : Des recommandations/Actions prioritaires	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## II. LISTE DE TABLEAUX

---

Tableau 1 : résumé de quelques indicateurs clés du contexte burkinabè.....	16
Tableau 2 : Résumé de la démarche de mesure du travail des enfants .....	25
Tableau 3: Nombre de ZD et de ménages par strate .....	27
Tableau 4 : Pourcentage et nombre d'enfants exerçant une activité économique (y compris l'activité aller chercher eau et bois), par tranche d'âge, sexe et strate .....	29
Tableau 5 : Enfants astreints au travail à abolir (% et nombre d'enfants astreints au travail à abolir, par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence .....	31
Tableau 6: Enfants astreints aux travaux dangereux (% et nombre d'enfants astreints aux travaux dangereux selon le groupe d'âge et par sexe et le milieu de résidence) .....	33
Tableau 7 : Pourcentage et nombre d'enfants économiquement actifs, exerçant un travail à abolir ou exerçant un travail dangereux (y compris l'activité aller chercher eau et bois) par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence .....	33
Tableau 8 : Pourcentage et nombre d'enfants économiquement actifs, exerçant un travail à abolir ou exerçant un travail dangereux (hormis l'activité aller chercher eau et bois) par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence .....	34
Tableau 9: évolution de l'ampleur du travail des enfants selon le sexe .....	35
Tableau 10: Statut d'activité incluant la recherche d'eau et bois de l'enfant par sexe et résidence, groupe d'âge en pourcentage.....	38
Tableau 11: Statut d'activité excluant la recherche d'eau et bois de l'enfant par sexe et résidence, groupe d'âge en pourcentage.....	39
Tableau 12: Répartition en % des enfants de la tranche d'âge de scolarité obligatoire non scolarisés par principale raison de la non-fréquentation de l'école durant l'année scolaire en cours et par sexe).....	42
Tableau 13 : Nombre et proportion (%) des enfants astreints au travail à abolir, selon les formes de travail, le sexe et le milieu de résidence .....	51
Tableau 14: Répartition (en %) des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi, par secteur d'activité économique selon le sexe et le milieu de résidence .....	53
Tableau 15: Nombre d'enfants impliqués dans ou moins deux formes de travail par sexe et selon la tranche d'âge .....	54
Tableau 16: Intensité temporelle du travail des enfants (durée hebdomadaire moyenne du travail, selon l'âge, le lieu de résidence et le sexe).....	55

### III. LISTE DE FIGURES

---

Figure 1: Répartition (%) des enfants économiquement actifs selon les secteurs d'activité par sexe et milieu de résidence .....	30
Figure 2: Répartition (%) des enfants astreints au travail à abolir selon les secteurs d'activité par sexe et milieu de résidence .....	31
Figure 3 : Répartition (%) des enfants astreints au travail à abolir selon les secteurs d'activité par groupe d'âges .....	32
Figure 4: évolution de l'ampleur du travail des enfants selon le milieu de résidence .....	36
Figure 5: répartition (%) des enfants âgés de 6 à 14 ans par sexe et selon la participation à l'activité économique, à la scolarité, aux deux ou à aucune .....	38
Figure 6: répartition (%) des enfants âgés de 6 à 14 ans par sexe et selon la participation à l'activité économique excluant la recherche d'eau et du bois, à la scolarité, aux deux ou à aucune .....	39
Figure 7: Taux de fréquentation scolaire, tranche d'âge de scolarité obligatoire selon la situation d'activité des enfants, l'âge et le sexe).....	40
Figure 8 : taux de fréquentation scolaire des enfants de tranche d'âge de scolarité obligatoire (6-16 ans) selon leur situation d'activité par sexe .....	41
Figure 9: Taux de fréquentation scolaire des enfants de la tranche d'âge de scolarité obligatoire selon la durée hebdomadaire moyenne du travail et par sexe .....	42
Figure 10: Proportion des enfants non scolarisés dans la tranche d'âge de la scolarité obligatoire et ayant connu au moins un redoublement par principale raison de redoublement scolaire et selon sexe .....	43
Figure 11 : pourcentage d'enfants âgés de 5 à 14 ans astreints au travail des enfants à abolir, , par quintile de niveau de vie des ménages, exposition aux chocs et sexe .....	44
Figure 12 : Pourcentage d'enfants de 5 à 14 ans astreints au travail des enfants à abolir par type de chocs auxquels le ménage est exposé.....	45
Figure 13: Travail des enfants et niveau d'éducation et statut matrimonial de la personne à la tête du ménage (pourcentage d'enfants travailleurs, enfants âgés de 5 à 14 ans, par niveau d'éducation et statut matrimonial du chef ou de la cheffe de ménage et par sexe .....	46
Figure 14: Travail des enfants et situation du chef ou de la cheffe de ménage sur le marché du travail (pourcentage d'enfants travailleurs, enfants âgés de 5 à 14 ans, par marché du travail et secteur d'activité du chef ou de la cheffe de ménage et par sexe .....	47
Figure 15 : Proportion (en %) des enfants astreints au travail à abolir selon les formes de travail par la tranche d'âge .....	52
Figure 16 : répartition en pourcentage des enfants de 5-15 ans astreint au travail des enfants à abolir dans la production pour la consommation personnelle selon le sexe et par type d'activités .....	52
Figure 17: Répartition (en %) des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi, par secteur d'activité économique selon l'âge.....	53
Figure 18: Proportion (en %) d'enfants astreints au travail à abolir, exposés à des risques pour la santé et la sécurité au travail, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type de risque et par sexe .....	56
Figure 19: Proportion (en %) d'enfants astreints au travail des enfants à abolir et exposés à la violence au travail, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type et sexe.....	57
Figure 20: proportion (en %) d'enfants ayant des épisodes de maladie ou de blessures professionnelles, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type de maladie ou de blessure et par sexe.....	57
Figure 21: proportion (en %) d'enfants dans le travail des enfants (travail à abolir) subissant des impacts psychosociaux, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type d'impact et par sexe .....	58

Figure 22: Pourcentage d'enfants effectuant des tâches ménagères, selon le seuil horaire d'au moins 1h, par âge et par sexe.....	59
Figure 23: Pourcentage d'enfants effectuant des tâches ménagères, selon le seuil horaire d'au moins 21h, par âge et par sexe.....	59
Figure 24 : Répartition (en %) des enfants âgés de 5 à 15 ans effectuant des tâches ménagères, par nombre d'heures hebdomadaires consacrées aux tâches ménagères et par sexe .....	60
Figure 25 : Nombre d'enfants effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine, filles âgées de 5 à 15 ans, par type de tâche.....	61
Figure 26 : Nombre d'enfants effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine, garçons âgés de 5 à 15 ans, par type de tâche .....	62
Figure 27 : Pourcentage et nombre d'enfants selon la participation aux tâches ménagères, par sexe et milieu de résidence .....	62
Figure 28: Heures de travail hebdomadaires moyennes des enfants âgés de 5 à 15 ans, par âge et par sexe .....	63
Figure 29 : pourcentage des enfants de 5 à 15 ans effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine et effectuant des tâches de nature potentiellement dangereuse selon le type de tâche potentiellement dangereuse et le sexe.....	64



## IV. SIGLES ET ABREVIATION

---

BIT	Bureau International du Travail
BRPE	Brigade Régionale de la Protection de l'Enfance
CDE	Convention Internationale Relative aux droits de l'Enfant
CEBNF	Centre d'Education de Base Non Formel
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIST	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
CONASUR	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CPAF	Centre Permanent d'Alphabétisation et de Formation
DAN	Travail Dangereux
DGPN	Direction Générale de la Police Nationale
DLTE	Direction de la Lutte Contre le Travail des Enfants
DLVE	Direction de la Lutte contre les Violences faites aux Enfants
Dom	Travail à abolir
DRTPS	Direction Régionale du Travail et de la Protection Sociale
EA	Economiquement Actif
EDSBF-MICS	Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
EMGN	Etat Major de la Gendarmerie Nationale
Ens	Ensemble BF
ENTE	Enquête Nationale sur le Travail des Enfants
IDH	Indice de Développement Humain
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MATDS	Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité
MENAPLN	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales
MFPTPS	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale
MJDHRI	Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions
MEMC	Ministère de l'Energie, des Mines et de Carrières
MSAHRNGF	Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIT	Organisation International du Travail
ONASSIM	Office Nationale de Sécurisation des Sites Miniers
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDI	Personne Déplacée Interne
PFTE	Pires Formes de Travail des Enfants
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SCN	Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
GIZ	Agence Internationale Allemande de Développement

## V. REMERCIEMENTS

---

Le financement de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (ENTE 2022) a été assuré par le Gouvernement du Burkina Faso, l'OIT, l'UNICEF et la GIZ. Par ailleurs, l'OIT par le biais du BIT a fourni l'assistance technique lors de la collecte, du traitement et de l'analyse des données de l'ENTE.

Une partie du financement de ce rapport a été fourni à l'OIT par le département du Travail des Etats-Unis d'Amérique au titre de l'accord de coopération portant le numéro IL-30147-16-75-K-11 (GLO/18/29/USA) (Projet MAP16). Cent pour cent des coûts totaux du projet MAP16 sont financés par des fonds fédéraux, pour un total de 23,945,000 USD.

Le présent rapport ne reflète pas forcément les vues et politiques du département du Travail des Etats-Unis et la mention de marques commerciales, produits commerciaux ou organisations n'implique pas leur reconnaissance par le gouvernement des États-Unis.

L'Institut National de la Statistique et de la Démographie, remercie l'ensemble de ces acteurs qui ont permis la réalisation de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants au Burkina Faso.

## VI. RESUME

---

*Issue d'un travail collaboratif entre l'INSD, le Ministère en charge du travail, le BIT, l'UNICEF et d'autres acteurs de lutte contre le travail des enfants, cette étude réalisée au dernier trimestre de 2022 a combiné plusieurs méthodes pour aboutir à des résultats instructifs sur le travail des enfants.*

*Une revue des textes législatifs et des politiques de lutte contre le travail des enfants a permis d'adapter le cadre conceptuel international aux réalités burkinabè. Elle a également servi à enrichir les outils de collecte et l'analyse des données. Ces outils ont été éprouvés par un test cognitif afin de tester leur niveau de compréhension par les enquêtés eux-mêmes.*

*A la suite de ce test, une collecte de données sur un échantillon de 3 398 ménages répartis sur trois strates que sont la strate de Ouagadougou, celle des autres villes et celle du milieu rural. Cet échantillon est tiré selon un plan de sondage à deux degrés. Au premier degré, il a été tiré 283 Zones de Dénombrement (ZD) proportionnellement à leur taille de population. Au second degré, il a été tiré avec probabilité égale, 12 ménages par ZD. Au sein de chaque ménage tous les enfants de 5 à 17 ont été concernés par l'enquête. Après l'apurement et le traitement des données, l'analyse s'est fondée sur des méthodes bivariées et une méthode multivariée traduite par l'application d'une régression probit bivarié.*

*Ces travaux de l'enquête ont fourni les principaux résultats qui suivent. L'incidence des enfants au travail se situe à 40,3 %. Elle est plus élevée chez les filles (44,4%) que chez les garçons (36,4%). Cette incidence augmente avec l'âge des enfants et passe de 33,1% chez les enfants de 5 à 12 ans à 56,6% chez les plus âgés (16-17 ans). Aussi, les enfants vivant en milieu rural sont plus impliqués dans le travail (46,3%) que ceux résidant à Ouagadougou (20,3%) ou dans les autres villes (26,5%).*

*En ce qui concerne l'implication dans le travail des enfants à abolir y compris la recherche d'eau et de bois, 31,9% des enfants sont concernés dans le pays. Le travail des enfants à abolir a une incidence plus forte chez les filles (35,8%) que chez les garçons (28,2%). La prévalence du travail des enfants à abolir varie peu avec le groupe d'âge. Si chez les enfants de 5 à 12 ans, elle est de 33,1%, elle reste autour de 29% dans les deux autres groupes d'âge.*

*Par contre, l'incidence du travail des enfants à abolir varie nettement avec le milieu de résidence. Elle est de 15,3% à Ouagadougou, puis augmente à 18,9% dans les autres villes et atteint 37,2% en milieu rural. Quant à l'impact du travail dangereux, il ressort que 18,6 % des enfants sont concernés au plan national. La prévalence de ce type de travail est plus accentuée chez les filles (21,7%) que chez les garçons (15,6%). Aussi, elle croît avec le groupe d'âge des enfants de 14,2% chez les enfants de 5 à 12 ans à 29,1% chez les enfants âgés de 16 à 17 ans. L'intensité du travail dangereux chez les enfants varie selon le milieu de résidence. A Ouagadougou 9,5% des enfants sont victimes de travaux dangereux. Cette prévalence est de 12,1% dans les autres villes du pays et de 21,4% en milieu rural.*

*Au-delà des résultats précédents sur les aspects descriptifs, une analyse explicative des données révèle quelques déterminants du travail des enfants à abolir au Burkina Faso. Parmi ces déterminants, il y a le sexe, l'âge, le milieu de résidence de l'enfant et certaines caractéristiques du ménage ou du chef de ménage. En effet, les enfants des ménages vivant en milieu rural sont plus susceptibles d'être astreints au travail des enfants à abolir que ceux du milieu urbain. De même, les enfants relativement plus âgés ont plus de risque d'être impliqués dans le travail des enfants à abolir que les plus jeunes.*

*Les résultats montrent également que les filles ont plus de risque d'être astreintes au travail à abolir que les garçons et les ménages de grande taille sont moins enclins à engager leurs enfants dans le travail à abolir. Quant au niveau de vie du ménage, toutes choses égales par ailleurs seuls les enfants des ménages très riches ont moins de risque d'être astreints au travail des enfants par rapport aux enfants des très pauvres. Le fait aussi qu'un ménage soit non endetté diminue le risque que ses enfants soient astreints au travail des enfants par rapport à ceux des ménages endettés.*

Enfin, les enfants des chefs de ménage ayant un niveau de scolarisation post-primaire, secondaire supérieur sont moins susceptibles d'être astreints au travail à abolir que les enfants issus de ménage dont le chef n'a bénéficié d'aucune instruction.

Des résultats de l'enquête, il découle globalement que le fardeau de travail pèse plus particulièrement sur la jeune fille en termes de scolarisation, de volume horaire travaillé, d'exposition aux risques et aux chocs que sur le jeune garçon.

**Tableau : Principaux résultats des statistiques sur le travail des enfants de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, ENTE 2022**

	Ensemble BF (Ens)	Enfants au travail (ET)		Travail à abolir y compris la recherche d'eau et de bois(Ab)			Travail Dangereux			
	Nombre	Nombre	%Ens	Nombre	%Ens	%EA	Nombre	% Ens	% EA	% Ab
<b>Sexe</b>										
Garçon	3 681 728	1 339 426	36,4	1 037 371	28,2	77,4	575 320	15,6	43	55,5
Fille	3 592 386	1 595 576	44,4	1 285 926	35,8	80,6	780 567	21,7	48,9	60,7
<b>Groupe d'âge</b>										
5-12 ans	4 880 052	1 616 025	33,1	1 616 025	33,1	100	693 384	14,2	42,9	42,9
13-15 ans	1 571 126	853 520	54,3	467 747	29,8	54,8	422 979	26,9	49,6	90,4
16-17 ans	822 938	465 457	56,6	239 525	29,1	51,5	239 525	29,1	51,5	100
<b>Milieu de résidence</b>										
Ouagadougou	820886	166 336	20,3	125 468	15,3	75,4	77 761	9,5	46,7	62
Autre ville	1095249	289 925	26,5	207 185	18,9	71,5	132 824	12,1	45,8	64,1
Rural	5357980	2 478 742	46,3	1 990 643	37,2	80,3	1 145 303	21,4	46,2	57,5
<b>National</b>	<b>7 274 115</b>	<b>2 935 002</b>	<b>40,3</b>	<b>2 323 297</b>	<b>31,9</b>	<b>79,2</b>	<b>1 355 888</b>	<b>18,6</b>	<b>46,2</b>	<b>58,4</b>

Source : Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (ENTE), 2022

## VII. INTRODUCTION

---

Le travail des enfants demeure un problème persistant dans le monde. Selon les dernières estimations mondiales sur le travail des enfants, 160 millions d'enfants sont astreints au travail dans le monde en 2020, soit près d'un enfant sur dix. De plus, 79 millions d'enfants d'entre eux effectuent des travaux dangereux. Cependant, le nombre d'enfants qui travaillent a baissé d'un tiers depuis 2000 (245,5 millions). Bien que le recul du travail des enfants sur la période 2000-2020 offre un certain optimisme, l'Afrique subsaharienne continue d'être la région avec la plus forte incidence du travail des enfants avec plus d'un enfant sur cinq<sup>1</sup>.

Le Burkina Faso, pays en voie de développement n'est pas épargné du phénomène. En effet, l'enquête nationale sur le travail des enfants a montré qu'en 2006, 41,1% des enfants sont au travail.

Afin d'apporter des solutions pour renforcer la lutte contre le travail des enfants, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a initié un projet régional dont l'objectif est d'éliminer le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique. Ce projet a plusieurs objectifs notamment la cible 8.7 des Objectifs de Développement Durable (ODD), qui vise à éliminer toutes les formes de travail des enfants d'ici 2025.

Le Burkina Faso s'est aligné dans la même logique avec l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'Action national de lutte contre les pires Formes de Travail des Enfants (2011-2015). La persistance du travail des enfants a conduit le gouvernement à s'engager à nouveau dans son Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) pour réduire la prévalence des enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent de 41% en 2006 à 25% en 2020. C'est dans cette même optique qu'une nouvelle stratégie de lutte contre les pires formes de travail des enfants a été adoptée le 07 mai 2019 pour couvrir la période 2019-2023.

Dans la mise en œuvre de cette stratégie, le pays a exprimé son intérêt et sa volonté de conduire une nouvelle Enquête Nationale sur le Travail des Enfants (ENTE) grâce à l'appui technique et financier de l'OIT, du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et de l'Agence de Coopération Internationale Allemande pour le Développement (GIZ).

C'est ainsi qu'au dernier trimestre 2022, s'est réalisée une collecte de données auprès des ménages, sur le travail des enfants.

Le présent rapport rend compte des résultats issus de cette collecte. Il donne aux utilisateurs et aux décideurs l'état du travail des enfants au Burkina Faso en 2022 et l'évolution de la situation depuis 2006 à nos jours.

Le rapport est axé principalement sur des thématiques que sont :

- ✓ la prévalence du travail des enfants à abolir;
- ✓ la participation des enfants au travail et à la scolarisation ;
- ✓ les facteurs domestiques et communautaires ayant une corrélation avec le travail des enfants à abolir ;
- ✓ les déterminants du travail des enfants à abolir;
- ✓ les caractéristiques du travail des enfants à abolir;
- ✓ le travail des enfants à abolir et la santé ;
- ✓ les tâches ménagères ;
- ✓ les priorités pour éliminer le travail des enfants.

---

<sup>1</sup> International Labour Office and United Nations Children's Fund, Child Labour: Global estimates 2020, trends and the road forward, ILO and UNICEF, New York, 2021. License: CC BY 4.0.

## VIII. CONTEXTE NATIONAL

---

### 1.1 Généralités sur le Burkina

Pays sahélien s'étendant sur une superficie d'environ 274 000 Km<sup>2</sup>, le Burkina Faso est situé dans la boucle du Niger au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Il fait frontière avec le Mali au Nord et à l'Ouest, le Niger à l'Est, le Bénin au Sud-Est, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo au Sud. Son climat est tropical de type soudanien, rude, sec et marqué par une pluviométrie faible et mal répartie dans l'espace et le temps.

La faiblesse et la mauvaise répartition des pluies provoquent de fortes migrations de populations principalement du Nord du pays, du Centre et du Plateau central vers les villes, la région du Sud-Ouest et les pays côtiers notamment la Côte d'Ivoire. Les sols sont pauvres en majorité et sont fragilisés par l'érosion éolienne et le ruissellement intense. Il n'existe plus de forêts notables et la végétation de savane boisée subit de fortes dégradations. Le sous-sol contient de l'or, du zinc, du manganèse, du plomb, de l'argent, de la bauxite, du fer, des phosphates, du nickel, du cobalt et des diamants.

Sur le plan administratif, le territoire burkinabè est divisé en 45 provinces qui sont regroupées en 13 régions. Les provinces sont subdivisées en 352 communes et plus de 8000 villages. On dénombre une soixantaine de langues nationales dont les plus courantes sont le Moore (52,9%) suivi du Fulfulde (7,8%), du Gourmantché (6,8%) et du Dioula (5,7%). Le français est la langue officielle du pays.

### 1.2 Situation démographique

La population du Burkina est estimée en 2019 à 20 505 155 habitants (22 185 654 habitants en 2022 selon les projections démographiques) répartie dans 3,9 millions de ménages selon le RGPH-2019 faits par l'INSD. Elle est composée de 51,7% de femmes et est caractérisée par une extrême jeunesse. Les proportions des moins de 15 ans et des moins de 20 ans sont en effet élevées, respectivement 45,3% et 55,8%. Les enfants de 5-17 ans quant à eux représentent 35,6% de la population. L'une des caractéristiques de cette population est son fort rythme de croissance. En effet, le taux de croissance moyen annuel de la population est de 2,94% et ce taux est soutenu par les niveaux de natalité (39,4%) et de mortalité (9,2‰), donnés par le RGPH, 2019.

En termes de répartition géographique, la population réside majoritairement en milieu rural. Seulement un peu plus du quart (26,1%) de l'ensemble réside en milieu urbain.

### 1.3 Pauvreté et inégalités

La population burkinabè connaît dans sa bonne partie, le phénomène de pauvreté. En effet, selon les résultats de l'EHCVM (2018), 41,4% des Burkinabè vivent en dessous du seuil de pauvreté de 194 629 FCFA en 2018. L'extrême pauvreté touche 8,2% de la population dans la même année. Cette pauvreté s'est accompagnée d'une hausse des inégalités. On notait par exemple que la part du revenu détenue par le quintile de revenu le plus faible (les plus pauvres) était de seulement 6,9% de l'ensemble et que l'indice de Gini sur les inégalités de revenu était à 0,39 en 2018.

### 1.4 Situation économique

Pays enclavé, le Burkina Faso est dépendant de ses voisins en termes de débouchés logistiques, notamment via les ports d'Abidjan, de Tema au Ghana et de Lomé au Togo. Son économie, très agricole, est également dépendante du niveau des précipitations et l'adaptation au changement climatique est à cet égard un véritable enjeu.

La richesse du pays estimée à partir du Produit intérieur brut (PIB) est à 9 807,7 milliards de FCFA en 2022 assortis d'une croissance de 1,5%. Le secteur primaire qui emploie 80% de la main-d'œuvre perd de plus en plus son leadership au profit des autres secteurs institutionnels de l'économie en termes de contribution à la formation de la richesse. En effet, la part du secteur primaire dans le PIB en 2022 est de 18,7% contre 29,2% et 43,9% respectivement pour les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire est essentiellement de type « exploitation familiale » et est porté principalement sur la culture du coton. Le secteur secondaire est constitué essentiellement des secteurs miniers notamment l'or, du BTP et du secteur manufacturier. En ce qui concerne le secteur tertiaire, il bénéficie du développement des services financiers et des télécommunications.

Avec un PIB par habitant estimé à 724,7\$ en 2022, le Burkina Faso est considéré comme un des pays les plus pauvres au monde, 184ème sur 191 selon le rapport mondial 2022 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2022).

## **1.5 Environnement politique, sécuritaire et humanitaire**

Le Burkina Faso fait face à une instabilité politique depuis l'insurrection populaire de 2014. Le 30 septembre 2022, il a connu son deuxième coup d'Etat en huit mois. Dans la même foulée, le pays a été suspendu des instances de la CEDEAO. À côté de cette instabilité politique, le pays est confronté à une situation sécuritaire sans précédent. La dégradation continue de la sécurité a entraîné les déplacements massifs de 2 062 534 personnes à la date du 31 mars 2023, dont 17, 59% d'hommes ; 23,91% de femmes et 53,5% d'enfants selon le rapport du Conseil national de secours d'urgences et de réhabilitation (CONASUR). Pire encore, ces personnes se déplacent vers des communautés qui connaissent aussi des besoins humanitaires très importants, engendrant une forte pression communautaire. La situation est très préoccupante surtout dans les régions du Centre-Nord, du Nord, du Sahel, de l'Est et de la boucle du Mouhoun. Les populations de ces régions font face : à une violence extrême due aux groupes armés, aux incursions suivies d'assassinats de civils, aux enlèvements, aux menaces, à la destruction des infrastructures et aux pillages des ressources. L'insécurité a rendu encore plus difficile l'accès des acteurs humanitaires aux personnes affectées. Plusieurs zones sont soit enclavées ou ont les axes coupés.

## **1.6 Situation sanitaire**

En plus de l'insécurité, le Burkina Faso est confronté à de nombreuses menaces de santé publique. Il est de ce fait important de souligner que les menaces épidémiques seront de plus en plus observées dans ce contexte exacerbé par la crise humanitaire. En effet, forcées d'abandonner leurs biens et villages, les populations déplacées se retrouvent dans des zones hostiles, ce qui les rend vulnérables et favorise le développement des maladies jadis maîtrisées et d'autres maladies émergentes.

Le système de santé reste fortement impacté par la forte dégradation de la situation sécuritaire, surtout dans les régions les plus touchées. Des attaques perpétrées contre le système de santé, intimidations et enlèvement des agents de santé, vols de médicaments, ont été rapportées en 2022. De janvier à juillet 2022, cinq (05) attaques sur l'offre de service de santé ont été notifiées dans quatre (4) régions affectées par l'insécurité ayant limité l'accès aux soins de santé.

Ces attaques ont affecté le personnel de santé, les stocks des médicaments et aussi les patients. À la date du 06 août 2022, selon le rapport reçu du ministère de la Santé, 564 soit 39% des formations sanitaires étaient fermées ou fonctionnaient partiellement dans huit (8) régions affectées par l'insécurité, privant plus de 2 131 842 personnes d'accès aux soins de santé. À cela s'ajoutent les 315 formations sanitaires qui ont accueilli les personnes déplacées internes (PDI) dans leurs aires de santé respectives.

Cette situation a affecté l'offre des soins de santé à tous les niveaux. L'insécurité a engendré des conséquences néfastes sur l'accessibilité aux structures sanitaires et l'offre de soins de qualité devient incertaine. La région du Sahel est la plus touchée par les dysfonctionnements, avec 65% des formations sanitaires fermées, privant ainsi plus de 800 000 personnes de l'accès aux soins. Le Centre-Nord n'est pas



en reste, avec 21,6% de formations sanitaires fermées, privant plus de 350 000 personnes de l'accès aux soins.

Dans certaines zones comme Djibo, Pama, Foubé, Barsalogho, Titao et Sebba, les évacuations sanitaires tout comme les approvisionnements en intrants médicaux deviennent presque impossible du fait de la réduction de l'espace humanitaire. Des gaps en ressources humaines, en médicaments et en équipements persistent tant au niveau des formations sanitaires que des hôpitaux de référence où sont référés les cas compliqués ainsi que les blessés au niveau des régions.

## 1.7 Système éducatif

Le système éducatif du Burkina Faso est organisé conformément à la loi n°013-2007/AN du 30 juillet 2007 portant loi d'orientation de l'éducation et comprend plusieurs sous-systèmes : l'éducation formelle, l'éducation non formelle, l'éducation informelle et l'éducation spécialisée.

Le système non formel comprend :

- les Centres Permanents d'Alphabétisation et de Formation (CPAF) ouverts à la population âgée de 15-50 ans et qui disposent de manuels dans environ 22 langues nationales ;
- les Centres d'Éducation de Base Non Formelle (CEBNF) ouverts aux jeunes non scolarisés ou déscolarisés âgés de 10 à 15 ans pour un cycle de 4 ans.

Le taux d'alphabétisation est très bas. Il était de 39,3% en 2018 selon les résultats de l'EHCVM. Il est encore en dessous du seuil de l'UNESCO (40%) qui puisse permettre à un pays d'amorcer son développement. L'accès à l'alphabétisation est marqué par d'énormes disparités territoriales, liées au genre et entre groupes sociaux. Il est assez faible en milieu rural (25,7%) ; dans la région du Sahel (21,4%) et pour les filles (31%) comparativement aux hommes.

L'accès à l'enseignement formel est de plus en plus acceptable au Burkina Faso, environ 9 enfants sur 10 en âge d'aller à l'école y accédaient en 2020/2021. Par ailleurs, il y a des déperditions en chemin si bien que c'est seulement 6 enfants sur 10 qui achèvent l'enseignement de base.

La capacité d'accueil du système en termes d'infrastructures reste faible. Le nombre de salles de classe fonctionnelles au cours de l'année scolaire 2019/2020 est de 66 870. En termes de rapport personnel pédagogique et effectif, le ratio élève/maitre est de 49,6 en 2020/2021 et reste acceptable par rapport à la norme nationale (moins de 50 élèves/maitre).

## 1.8 Situation du marché du travail

Le marché du travail au Burkina Faso présente un déséquilibre. La demande du travail ne couvre pas la hausse de l'offre. La main-d'œuvre représente 52,6% de la population en 2018. Au sein de cette population, 57,1% sont en emploi. La plupart, soit 79% sont des emplois vulnérables et sont en majorité dans le secteur agricole, le chômage touche 7,1% de la main-d'œuvre en 2019 selon le RGPH.

**Tableau 1 : résumé de quelques indicateurs clés du contexte burkinabè**



Thème	Indicateurs	Valeur	Année de référence	Source
Population	Population totale (en millions)	20 505 155	2019	RGPH 2019
	Nombre de ménages (en millions)	3 908 847	2019	RGPH 2019
	Croissance démographique (% annuel)	2, 94%	2019	RGPH 2019
	Population urbaine (% du total)	26,1%	2019	RGPH 2019
	Population âgée de 17 ans ou moins (% du total)	35,6%	2019	RGPH 2019
	Population âgée de 14 ans ou moins (% du total)	45,3%	2019	RGPH 2019
	Ratio de dépendance par âge (% de la population en âge de travailler)	54, 7%	2019	RGPH 2019
	Nombre total de PDI	2 062 534	31 mars 2023	CONASUR
	Taux brut de natalité (‰)	39,4‰	2019	RGPH 2019
	Taux brut de mortalité (‰)	9,2‰	2019	RGPH 2019
	Taux de mortalité infantile (‰)	55,9‰	2019	RGPH 2019
Pauvreté et inégalité	Taux de personnes en dessous du seuil de pauvreté national (% de la population)	41,4%	2018	EHCVM
	Taux de personnes en dessous du seuil national d'extrême pauvreté (% de la population)	8,2%	2018	EHCVM
	Part du revenu détenue par le quintile de revenu le plus faible	6,9%	2018	EHCVM
	Indice d'inégalité (GINI)	0,39	2018	EHCVM
Économie	PIB en volume au prix de 2022 (en milliards de FCFA)	9 807,7	2022	Comptes nationaux
	Taux de croissance annuel du PIB	1,5%	2022	Comptes nationaux
	Taux d'inflation (%)	14,0%	Novembre 2022	UEMOA
	Valeur ajoutée ou part du secteur primaire dans le PIB (%)	18,7%	2022	Comptes nationaux
	Valeur ajoutée ou part du secteur secondaire (industries, BTP) dans le PIB (%)	29,2%	2022	Comptes nationaux
	Valeur ajoutée ou part des services dans le PIB (%)	43,9%	2022	Comptes nationaux
Marché du travail	Taux d'activité (adultes et jeunes de 15 ans ou plus)	58,3%	2018	EHCVM
	Taux de chômage (BIT) des 15 ans ou plus (%)	7,1%	2019	RGPH 2019
	Taux d'emploi des adultes de 15 ans ou plus (%)	57,1%	2018	EHCVM
	Part des emplois dans le secteur non agricole	29,6%	2018	EHCVM
	Part des emplois vulnérables dans l'ensemble	79,7%	2018	EHCVM

Thème	Indicateurs	Valeur	Année de référence	Source
Développement humain	Taux d'alphabétisation (adultes)	39,3%	2018	EHCVM
	Taux brut d'admission au primaire (%)	95,2%	2020-2021	Annuaire statistique MENAPLN
	IDH (+)	0,449	2021	Rapport PNUD
	Espérance de vie à la naissance (hommes et femmes)	61,9	2019	RGPH 2019
	Incidence du VIH pour 100 habitants (adultes de 15 à 49 ans, hommes et femmes)	1%	2010	EDSBF-MICS IV

## 1.9 Cadre organisationnel et institutionnel relatif au travail des enfants

Aux termes des dispositions du décret N°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022, portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale (MFPTPS) assure, entre autres missions, la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de travail et de protection sociale. À ce titre, il est notamment chargé de la lutte contre le travail des enfants et ses pires formes. Pour assurer cette mission, il a été créé depuis 2006 au sein dudit ministère, la direction de la lutte contre le travail des enfants (DLTE). Cette Direction est chargée entre autres :

- d'élaborer, de suivre et d'évaluer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre le travail des enfants et ses pires formes ;
- de suivre les relations avec les institutions nationales, régionales, sous régionales, internationales intervenant en matière de lutte contre le travail des enfants ;
- d'apporter assistance et conseil aux usagers du département, aux associations professionnelles, organisations de travailleurs, d'employeurs, mouvements de jeunes et enfants travailleurs de lutte contre le travail des enfants et de ses pires formes.

Au niveau décentralisé, les directions régionales du travail et de la protection sociale sont chargées d'assurer le contrôle sur le travail des enfants de leur ressort.

Outre-le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale, d'autres ministères, de par leurs attributions, interviennent dans le cadre de la lutte contre les PFTE. Il s'agit notamment du :

- Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire, de la Réconciliation Nationale, du Genre et de la Famille (MSAHRNGF) qui est chargé de la promotion et la protection sociale de la famille, de l'enfant, etc. Il intervient également dans la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des enfants et les pratiques néfastes à travers la Direction de la Lutte contre les Violences faites aux Enfants (DLVE) ;
- Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains (MJPDH) qui assure la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de justice, des droits humains et du civisme ;
- Ministère en charge de la Sécurité qui assure les actions de lutte contre les PFTE à travers les Brigades Régionales de Protection de l'Enfance (BRPE) et l'Office National de Sécurisation des Sites Miniers (ONASSIM) qui capitalisent les actions de l'État-Major de la Gendarmerie Nationale (EMGN) et de la Direction Générale de la Police Nationale (DGPN) ainsi que des collectivités territoriales ;
- Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) qui est chargé de l'élaboration et du suivi de la politique nationale d'état civil et assure la protection civile, et la sécurité des biens et des personnes à travers les collectivités territoriales dont l'intégration de la problématique des PFTE dans les plans de développement devrait permettre d'accentuer la lutte ;

- Ministère, des sports de la jeunesse et de l'emploi qui assure la coordination de l'action gouvernementale en matière d'éducation, de formation et d'insertion professionnelle des jeunes. Il contribue à la lutte par ses actions d'appuis techniques spécialisés au profit des victimes de PFTE ;
- Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) qui assure le pilotage et la coordination de la politique gouvernementale en matière d'éducation pour tous les enfants d'âge scolaire sans distinction aucune. À ce titre, il met en œuvre des actions en vue de sensibiliser, de maintenir les enfants dans le système éducatif formel et non formel afin de réduire les cas de déperditions qui le sont généralement au profit des sites d'orpillage et des PDI ;
- Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières (MMC) qui contribue à la lutte contre le travail des enfants à travers l'interdiction faite aux détenteurs de titres miniers ou autorisations, d'employer des enfants ou de tolérer leur emploi par leurs sous-traitants ou fournisseurs.

En plus de ces départements ministériels, de nombreux acteurs dont les agences de coopération bilatérale et multilatérale, les organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs et les ONG et associations, contribuent à la lutte contre les PFTE.

Le Burkina Faso a ratifié les principales conventions de l'OIT traitant spécifiquement de la protection des enfants contre l'exploitation par le travail, notamment :

- la convention N°138 sur l'âge minimum, 1973, dont l'article 1 dispose que « tout État membre pour lequel la présente convention est en vigueur, s'engage à poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental » ;
- la convention N°182 sur les pires formes de travail des enfants, 1999, dont l'article 6 appelle les États membres à élaborer et mettre en œuvre des programmes d'actions en vue d'éliminer en priorité les pires formes de travail des enfants.

En outre, divers autres instruments de protection de l'enfant ont été ratifiés par le Burkina Faso, à savoir:

- la Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant (CDE) qui, en son article 32, reconnaît le droit aux enfants d'être protégés contre l'exploitation économique et de n'être astreints à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre leur éducation ou de nuire à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social ;
- le protocole facultatif se rapportant à la CDE, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés qui a pour objectif de renforcer la protection des enfants par le relèvement de l'âge d'enrôlement dans l'armée de 15 à 18 ans ;
- la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

## **IX. CADRE JURIDIQUE, DEFINITIONS ET MESURE DU TRAVAIL DES ENFANTS**

---

Traiter du travail des enfants au Burkina Faso revient à tenir compte des divers textes qui y sont relatifs, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Dans l'optique d'une homogénéité avec les travaux similaires dans des pays qui ont mené le même type d'enquête, cette section s'inspirera largement du contenu des manuels méthodologiques sur le travail des enfants élaborés par la Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST).

Jamais un concept ne suscite autant de controverses que la notion de « travail des enfants ». En effet, les simplistes résument la notion de travail des enfants à toute activité extrascolaire qui ne relève pas de la distraction. Pour eux, les activités domestiques et même les tâches ménagères les plus élémentaires telles que nettoyer la maison et veiller sur les cadets, qui seraient exécutés après les cours, devraient être prises en compte. D'autres par contre estiment que la connotation « travail des enfants à abolir » ne devrait plutôt prendre en compte que le travail qui constitue un obstacle à l'épanouissement de l'enfant.

Cette dernière approche, en appréhendant le travail des enfants à abolir à travers le travail avilissant et dangereux, surtout ceux en bas âges, introduit la notion de « pires formes de travail des enfants ». C'est cette dernière vision du travail des enfants qui semble de plus en plus être retenue pour une compréhension du phénomène. Dans cette optique, le travail des enfants sera défini comme une représentation sociale négative à abolir, car il est appréhendé à partir de ses conséquences. De ce fait, les pires formes de travail des enfants prendront en compte les travaux qui sont mentalement, physiquement, socialement, ou moralement dégradants pour les enfants. En effet, si cette forme de travail ne les empêche pas d'aller convenablement à l'école, elle pourrait les contraindre à abandonner de façon prématurée l'école.

Cette diversité d'approche ne saurait constituer un obstacle dans la conceptualisation au regard du phénomène. Bien au contraire, il est opportun d'appréhender le travail des enfants eu égard aux dispositions et textes réglementaires en vigueur au Burkina Faso. C'est ce à quoi s'attellera essentiellement ce chapitre qui présentera dans un premier temps le cadre légal du travail des enfants au Burkina Faso ; dans un second temps, il s'agira de proposer des définitions des différents concepts liés au travail des enfants.

### **2.1 Cadre juridique du travail des enfants au Burkina Faso**

Depuis plusieurs décennies, de nombreux efforts sont déployés par le Burkina Faso en vue de l'élimination du travail des enfants. Parmi ces efforts figure en bonne place le renforcement du cadre juridique de lutte contre le travail des enfants. De façon générale, on peut distinguer trois types de textes qui visent à protéger les enfants au Burkina Faso.

Ce sont les textes internationaux, les textes régionaux et les textes nationaux.

#### **2.1.1 Les textes juridiques internationaux et régionaux**

Depuis son accession à l'indépendance, le Burkina Faso a ratifié de nombreux instruments juridiques internationaux relatifs au travail des enfants. Certains d'entre eux ont une portée plus générale tandis que d'autres traitent de certains domaines spécifiques liés à la question des enfants.

##### **✓ Instruments de promotion des droits généraux de l'enfant**

Au plan international, les instruments juridiques les plus pertinents en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant adoptés par le Burkina Faso sont :

##### **✓ la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) adoptée le 20 novembre 1989.**

Elle peut être considérée comme la « Constitution » des droits des enfants, car l'ensemble des principes et catégories de droits unanimement reconnus aujourd'hui au sujet de l'enfant puisent leur source de cette convention. Elle est un outil directeur dans la plupart des stratégies de lutte pour la protection des enfants du fait de son acceptation presque universelle et de son standard très élevé en matière de protection des enfants. La CDE est basée sur quatre principes fondamentaux à avoir la survie et le développement de l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant, la non-discrimination et la participation.

✓ **la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant adoptée le 27 juillet 1990.**

Elle a été ratifiée par le Burkina Faso le 27 août 1992. L'objectif de la CADBE était d'inclure une perspective Africaine par rapport au concept des droits de l'enfant, complétant ainsi la CDE.

- ✓ la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 ;
- ✓ le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques de 1966 ;
- ✓ la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;
- ✓ etc.

✓ **Instruments spécifiques**

Dans la dynamique du combat contre le phénomène du travail des enfants, le Burkina Faso, a ratifié plusieurs conventions de l'OIT. Parmi ces instruments, on peut citer la Convention 138 sur l'âge d'admission à l'emploi et la Recommandation 146 qui l'accompagne. Adoptée en 1973 et ratifiée par le Burkina Faso le 11 février 1999, cette convention demande aux États membres de :

- ✓ spécifier l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail (qui ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout à quinze ans)
- ✓ relever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail jusqu'à un seuil convenant au développement physique et mental complet des jeunes (au Burkina Faso, cet âge est fixé à 16 ans).

La Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants et la Recommandation 190 qui la complète. Adoptée en 1999 et ratifiée par le Burkina Faso le 25 juillet 2001, elle définit les pires formes de travail des enfants.

C'est le texte fondamental le plus récent en matière de travail des enfants en ses formes les plus inacceptables et inadmissibles. Selon cette convention, les pires formes de travail sont définies comme :

- ✓ toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes ou le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ;
- ✓ l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ;
- ✓ l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites notamment pour la production et le trafic de stupéfiants ;
- ✓ les travaux qui par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant (travaux dangereux).

✓ **Autres instruments internationaux**

En plus des instruments spécifiques, on peut également retenir d'autres instruments internationaux qui sont :

- ✓ le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ;

- ✓ le protocole additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

## 2.1.2 Principaux textes nationaux

S'inspirant du cadre normatif et institutionnel de l'OIT et conformément à ses engagements au plan international, régional et sous régional, le Burkina Faso a adopté un ensemble de textes relatif au travail des enfants. Ce corpus normatif est détaillé dans les sections suivantes.

- **La constitution du 11 juin 1991**

Elle dispose à son article 2 : « ...sont interdits et punis par la loi, l'esclavage, les pratiques esclavagistes, les traitements inhumains, cruels, dégradants, la torture physique et morale, les sévices et les mauvais traitements infligés aux enfants et toutes formes d'avilissement de l'homme ». Cette disposition fondamentale condamne, dans son principe la pratique du travail des enfants et a permis l'élaboration ou l'adoption de divers instruments juridiques spécifiques qui participent à la lutte contre le travail des enfants. Il s'agit notamment de :

- **la Loi N°028-2008/AN du 13 mai 2008 portant Code du travail au Burkina Faso.**

La section IV du titre IV de cette loi est consacrée au travail des enfants et des adolescents et s'inspire fortement des conventions internationales ratifiées par le Burkina Faso, notamment les conventions n°138 et 182 de l'OIT. Elle définit l'enfant et l'adolescent et donne l'âge minimum d'admission à l'emploi ou à tout type de travail, fixé à 16 ans révolue. En outre, cette loi, après avoir défini les pires formes de travail des enfants, en fait une interdiction absolue.

- **le Décret N°2016-504/PRES/PM/MFPTPS/MS/MFSNF du 09 JUIN 2016 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants**

Ce texte dont l'élaboration a connu la participation de tous les acteurs de la lutte contre le travail des enfants au niveau national a le mérite d'indiquer, par secteur d'activité, les types de travaux interdits aux enfants. Une de ses dispositions prévoit sa révision périodique afin de prendre en compte l'émergence de nouveaux types de travaux nuisibles aux enfants.

- **l'Arrêté N°2008\_027/MTSS/SG/DGSST du 26 décembre 2008 portant dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi**

Ce texte autorise l'occupation des enfants de 13 à 15 ans à des travaux légers. Les caractéristiques essentielles attachées aux travaux légers sont qu'ils ne doivent pas nuire à la santé et la sécurité des enfants ni entraver leur scolarisation ou leur instruction.

- **l'Arrêté conjoint N°2010-023/MTSS/MJE du 13 décembre 2010 relatif au contrat d'apprentissage.**

Les articles 2 à 14 fixent les conditions de fond et de forme du contrat d'apprentissage :

- ✓ le maître doit être majeur et vivre en famille ou en communauté
- ✓ l'apprenti doit être âgé d'au moins 16 ans
- ✓ la durée du contrat ne peut excéder 3 ans
- ✓ le contrat d'apprentissage est constaté par écrit et visé par l'inspecteur du travail.

Des résultats majeurs ont certes été engrangés dans la lutte contre les pires formes du travail des enfants au Burkina Faso. Toutefois, les acteurs ont été confrontés à certaines difficultés dans la mise en œuvre de leurs actions :

- ✓ l'inadaptation des textes, car le travail des enfants est une réalité quotidienne ;
- ✓ les difficultés d'applications des textes en matière de travail des enfants ;
- ✓ l'insuffisance des moyens financiers, techniques et logistiques ;
- ✓ l'absence de coordination entre les différents intervenants ;

## **2.2 Concepts et définitions**

Selon la Convention des Nations Unies aux Droits de l'enfant de 1989 et la Convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants (PFTE) de 1999, un enfant est toute personne âgée de moins de 18 ans. Cette définition a été reprise par la Loi N° 028 -2008/An Portant Code du Travail au Burkina Faso.

NB : Conformément à la résolution de la 18e CIST sur les statistiques sur le travail des enfants, cette étude porte sur les enfants âgés de 5-17 ans. En effet, ladite résolution estime qu'un enfant de moins de 5 ans est trop jeune pour aller à l'école ou pour travailler.

### **2.2.1 Enfants au travail**

Dans le présent rapport, les enfants au travail comprennent les enfants qui se livrent à toute activité relevant du Système de comptabilité nationale de 2008, c'est-à-dire la production de biens pour usage final propre, y inclus la recherche de l'eau et du bois, le travail réalise pour des tiers en échange d'une rémunération ou d'un profit, le travail en formation non rémunéré accompli pour des tiers. Le travail des enfants couvre toute activité entreprise par une personne de moins de 18 ans, rémunérée ou non, dangereuse, inappropriée ou pas pour son âge, régulier ou occasionnel, légal ou illégal.

### **2.2.2 Travail des enfants à abolir (enfants astreints au travail des enfants)**

C'est l'ensemble des travaux susceptibles de nuire à la santé et au développement physique, psychologique ou social des enfants ou de compromettre leur éducation. Il s'agit du travail interdit aux enfants selon la législation nationale et les conventions de l'OIT (n° 138 sur l'âge minimum et n° 182 sur les pires formes du travail des enfants).

### **2.2.3 Pires formes de travail des enfants**

#### **○ Pires formes intrinsèques du travail des enfants**

Selon la convention n°182 de l'OIT, l'expression « Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE) » comprend :

- ✓ toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogiques telles que la vente, la traite des enfants, la servitude pour dette et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ;
- ✓ l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques ;
- ✓ l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants tels que les définissent les conventions internationales pertinentes ;
- ✓ les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.



### ○ **Travaux dangereux**

Les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant. Selon la recommandation OIT n°190 (199) sur les pires formes de travail des enfants, en déterminant les types de travail dangereux, il faudrait, entre autres, prendre en considération :

- ✓ les travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques, psychologiques ou sexuels ;
- ✓ les travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans des espaces confinés ;
- ✓ les travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges ;
- ✓ les travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant, par exemple, exposer des enfants à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé ;
- ✓ les travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur.

## **2.3 Cadre conceptuel de la mesure du travail des enfants**

La mesure du travail des enfants au Burkina Faso est une traduction chiffrée de sa définition opérationnelle. Des normes juridiques et de mesure du travail des enfants prises au niveau international et national ont encadré la démarche.

Au niveau international, la convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum d'accès au travail ou à l'emploi (art. 2, al. 4) et les travaux légers (art. 7) ainsi que, la convention n° 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants de 1999 qui définissent la liste des pires formes de travail des enfants ont encadré la démarche de mesure. Au côté de ces deux conventions, la Résolution IV de la 20ème Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) constituant la norme faisant autorité pour la mesure du travail des enfants est utilisée. Cette résolution stipule que le travail des enfants peut être mesuré en termes d'engagement des enfants dans les activités professionnelles, soit sur la base de la limite générale de production, soit sur la base de la limite de production établie dans le Système de Comptabilité nationale des Nations Unies (SCN) . Pour le cas de cette enquête, nous avons considéré la production dans le cadre de la SCN.

S'agissant des formes du travail des enfants, la même résolution IV de la 20e CIST précise que le travail de production pour la consommation personnelle, l'emploi, le travail en formation non rémunéré, le travail bénévole sont des formes de travail comprises dans le domaine de la production du SCN.

Les conventions et les résolutions qui donnent le cadre général de la mesure du travail des enfants offrent une flexibilité aux pays dans les limites possibles et du contexte, de définir l'âge minimum d'accès au travail, la liste de travaux légers et la catégorie d'âges concernée, la liste des travaux dangereux et la catégorie d'âges concernée. Ainsi, l'Arrêté N°2008\_027/MTSS/SG/DGSST du 26 décembre 2008 portant dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi pour les travaux légers et le Décret N°2016-504/PRES/PM/MFPTPS/MS/MFSNF du 09 JUIN 2016 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants ont permis de prendre en compte le contexte du pays dans la démarche de mesure du travail des enfants.

De tout ce qui précède, le cadre de détermination statistique du travail des enfants pour cette enquête se présente comme suit :



**Tableau 2 : Résumé de la démarche de mesure du travail des enfants**

Groupe d'âge	Domaine de la production générale				
	Domaine de la production du SCN				Production hors du SCN
	Travaux légers	Travaux réguliers	Pires formes du travail des enfants (PFTE)		Services dangereux non rémunérés aux ménages
			Travaux dangereux (TD)	PFTE autres que les TD	
Enfants en dessous de l'âge minimum fixé pour légers ou toutes activité léger ou pas (5-12 ans)	Travail des enfants à abolir				Services dangereux non rémunérés aux ménages
Enfants dans la tranche d'âge spécifié pour les travaux légers (13-15 ans)					
Enfants ayant l'âge minimum général pour travailler ou plus (16-17 ans)					

## **X. APERÇU MÉTHODOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE**

---

L'enquête nationale sur le travail des enfants a connu des étapes importantes dans sa mise en œuvre. Pour l'ensemble, une approche participative a été utilisée entre les techniciens de l'INSD, les acteurs du Ministère en charge de la lutte contre le travail des enfants, les ONGs et les autres acteurs de développement intervenant dans la lutte contre le travail des enfants. Les travaux ont été appuyés techniquement par les experts de l'OIT et de l'UNICEF. Ainsi les activités suivantes ont été développées dans :

- le renforcement des capacités du personnel de l'INSD sur l'échantillonnage de l'ENTE par le BIT ;
- l'élaboration de la méthodologie et développement des outils de collecte ;
- l'application d'un test cognitif sur le questionnaire enfant ;
- la synthèse des instruments juridiques et programmatiques de lutte contre le travail des enfants ;
- l'enquête pilote ;
- l'atelier de lancement de l'enquête ;
- la collecte des données ;
- l'apurement et traitement des données ;
- l'atelier de concertation des acteurs pour identifier leurs besoins en information sur le travail des enfants.

### **3.1 Champ et les objectifs de l'enquête**

L'enquête nationale sur le travail des enfants (ENTE-BF) porte sur un échantillon couvrant le territoire national. Sur le plan social, l'enquête s'intéresse aux enfants âgés de 5 à 17 ans susceptibles d'être au travail d'une part, et exposés au travail des enfants à abolir d'autre part. Ces enfants seront retrouvés dans les ménages où ils résident.

L'objectif général de l'enquête est de fournir des informations actualisées sur le travail des enfants au Burkina Faso. De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ collecter des informations sur les caractéristiques, la nature, l'ampleur et les facteurs favorisant le travail des enfants au Burkina Faso ;
- ✓ calculer et analyser les indicateurs relatifs au travail des enfants au Burkina Faso ;
- ✓ faire une analyse comparative de la situation du travail des enfants depuis 2006 ;
- ✓ répondre aux besoins en information des utilisateurs des données sur le travail des enfants ;
- ✓ produire, présenter et diffuser un rapport d'analyse des données sur la situation du travail des enfants au Burkina Faso.

### **3.2 Détermination de la taille de l'échantillon**

La méthodologie de calcul de la taille de l'échantillon est fondée sur des contraintes techniques qui garantissent la qualité statistique des données collectées. Ces contraintes techniques portent essentiellement sur le niveau de précision de la variable d'intérêt et sur la comparabilité des résultats de l'ENTE 2022 avec ceux de 2006. Pour cette raison, trois strates d'analyse ont été retenues. Il s'agit de :

- la strate constituée par le centre urbain de la région du centre (Ouagadougou) ;
- la strate constituée par l'ensemble des autres communes urbaines hormis Ouagadougou (Autres villes urbaines) ;
- et l'ensemble des communes rurales du pays (Milieu rural).

L'enquête sera réalisée selon un plan de sondage à deux degrés. Au premier degré, il sera tiré des ZD proportionnellement à leur taille de population. Au second degré, il sera tiré avec probabilité égale, 12 ménages par ZD. La base de données du 5e RGPH 2019 composée de 23 766 Zones de dénombrement et de 3 506 347 ménages est utilisée pour le tirage.

La formule d'estimation du nombre des enfants espérés dans l'échantillon est :

$$u = \frac{z^2 P(1-P)}{e^2} * \frac{Deff}{r}, \text{ avec :}$$

- P : proportion des enfants de 5 à 17 ans au travail (valeur cible en 2019 obtenue sur la base de projection faites entre 2006 et 2019).
- Z : fractile d'ordre  $\alpha$  de la loi normale centrée réduite ; pour  $\alpha=0,05$ , la valeur de Z vaut 1,96.
- Deff : Effet de grappe dû au plan de sondage à deux degrés utilisés pour l'enquête de 2006.
- r : le taux de réponse à l'enquête de 2006.

La méthodologie tenant compte à la fois de la significativité statistique et de la comparabilité des résultats de l'ENTE de 2022 avec ceux de 2006 a été utilisée pour déterminer l'échantillon.

Sur cette base, l'enquête mobilisera 283 ZD au total dont 3 398 ménages. Le détail de cette répartition par strate est consigné dans le tableau suivant.

Tableau 3: Nombre de ZD et de ménages par strate

	Echantillon final de ménages	Nombre de ZD
Ouaga	1465	122
Autre urbain	1073	89
Rural	860	72
<b>Total</b>	<b>3398</b>	<b>283</b>

### 3.3 Etapes du déroulement de l'enquête

Le déroulement de l'enquête nationale sur le travail des enfants a connu plusieurs grandes étapes.

#### 3.3.1 Conception des outils techniques de collecte des données

Il s'est agi de l'élaboration de la méthodologie, des questionnaires et des manuels d'enquêteurs et contrôleurs. Au total, 02 questionnaires notamment, le questionnaire ménage et le questionnaire enfant ont été élaborés. Le questionnaire principal qui s'adresse aux enfants comporte douze modules qui sont :

- Identification et informations générales ;
- Statut des activités courantes de tous les enfants (5-17 ans) dans le ménage ;
- L'activité principale génératrice de revenus ;
- Caractéristiques de la deuxième activité génératrice de revenus ;
- Production pour usage propre de produits agricoles et autres biens ;
- Travail en formation non rémunéré ;
- Travail dangereux ;
- Tâches ménagères et domestiques ;
- Activités des enfants (5-17 ans) durant les 12 derniers mois ;
- Rémunération et mode de paiement ;
- Questions sur certaines pires formes de travail des enfants ;
- Aspiration des enfants.

Dans l'administration de ce questionnaire enfant et afin de disposer de réponses fiables, le questionnaire est répondu par les parents quand l'enfant est âgé de 5 à 10 ans. Les enfants répondent eux-mêmes s'ils sont âgés de 11 à 17 ans.

### **3.3.2 Réalisation de test cognitif**

L'une des innovations dans le cadre de cette enquête est la mise en œuvre du test cognitif. Cette étude réalisée avant la collecte pilote terrain et l'enquête principale a permis de tester la fiabilité des questions et leur compréhension par les enfants (5-17 ans). Un échantillon de 30 enfants a été interviewé dans ce cadre dans les régions du Centre, Centre-Ouest, Centre-Est, Plateau central et le Centre-Sud. À cet effet, 17 personnes formées en équipes de 03 (01 intervieweur, 01 preneur de note, 01 observateur) ont été mobilisées.

Les enfants de 5-10 ans étaient assistés par les parents ou tuteurs. Les résultats de ce test ont révélé qu'un tiers des questions était mal compris par les répondants et ont fait l'objet de reformulation.

### **3.3.3 Réalisation de l'enquête pilote**

L'enquête pilote est intervenue après les reformulations des questions révélées par le test cognitif comme difficile à comprendre. Elle a concerné 05 ZD dans la région du Plateau Central et a mobilisé 22 personnes (02 superviseurs, 05 contrôleurs et 15 enquêteurs. Les résultats ont permis de réviser le dispositif de l'enquête.

### **3.3.4 Le recrutement et la formation du personnel terrain**

Un comité de recrutement de 17 personnes issues de l'INSD et du Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale (MFPTPS) a été mis en place. Au total 60 enquêteurs ont été recrutés et formés. À l'issue de la formation, un test de sélection organisé a permis de retenir les 45 meilleurs enquêteurs pour le terrain.

### **3.3.5 La collecte des données**

L'étape de collecte des données a mobilisé 45 enquêteurs, 15 contrôleurs et 8 superviseurs organisés en 15 équipes terrain. La collecte de données qui s'est déroulée du 12 novembre au 21 décembre 2022 s'est faite à l'aide des tablettes et d'une application de collecte mobile CSEntry conçue sous CSPro. La difficulté majeure a été celle de l'insécurité. Au total, 3 217 ménages ont pu être interrogés, soit un taux de réponse de 94,7%.

### **3.3.6 Le traitement, l'analyse et la validation des données**

L'apurement et le traitement des données ont consisté au contrôle de l'exhaustivité, des réponses aberrantes ainsi qu'à la cohérence des données. Les branches d'activité ainsi que les professions ont également été codifiées à cette étape. Le calcul des indicateurs clés sur le travail des enfants a été fait avec l'appui de l'OIT en collaboration avec le ministère en charge du travail. Cette collaboration a permis de calculer les indicateurs en s'appuyant sur la réglementation nationale. Lorsque les textes nationaux font défaut, il est fait recours aux différentes résolutions de l'OIT.

## XI. ENFANTS AU TRAVAIL ET TRAVAIL DES ENFANTS À ABOLIR

### 4.1 Enfants au travail

Cette section présente le niveau de participation des enfants de 5 à 17 ans au travail. En 2022, la participation des enfants à l'activité économique reste préoccupante au Burkina Faso. En effet, 40,3% des enfants de 5-17 ans mènent au moins une activité économique. Ce phénomène touche aussi bien les garçons que les filles. Toutefois, les filles (44,4%) sont les plus exposées au phénomène que les garçons (36,4%) du fait de leur forte implication dans les activités de recherche de l'eau et du bois pour usage domestique.

La participation des enfants au travail est plus fréquente en milieu rural qu'en zone urbaine. Pendant que près de cinq enfants sur dix en milieu rural sont au travail, en milieu urbain ils sont tout au plus, trois enfants sur dix au travail.

Selon la catégorie d'âge, il ressort que les enfants au travail augmentent avec l'âge (tableau 4). En effet, six enfants de 16-17 ans sur dix travaillent ; pendant que pour les enfants de 5-17ans, seulement un enfant sur trois travaille.

**Tableau 4 : Pourcentage et nombre d'enfants au travail (y compris l'activité aller chercher eau et bois), par tranche d'âge, sexe et strate**

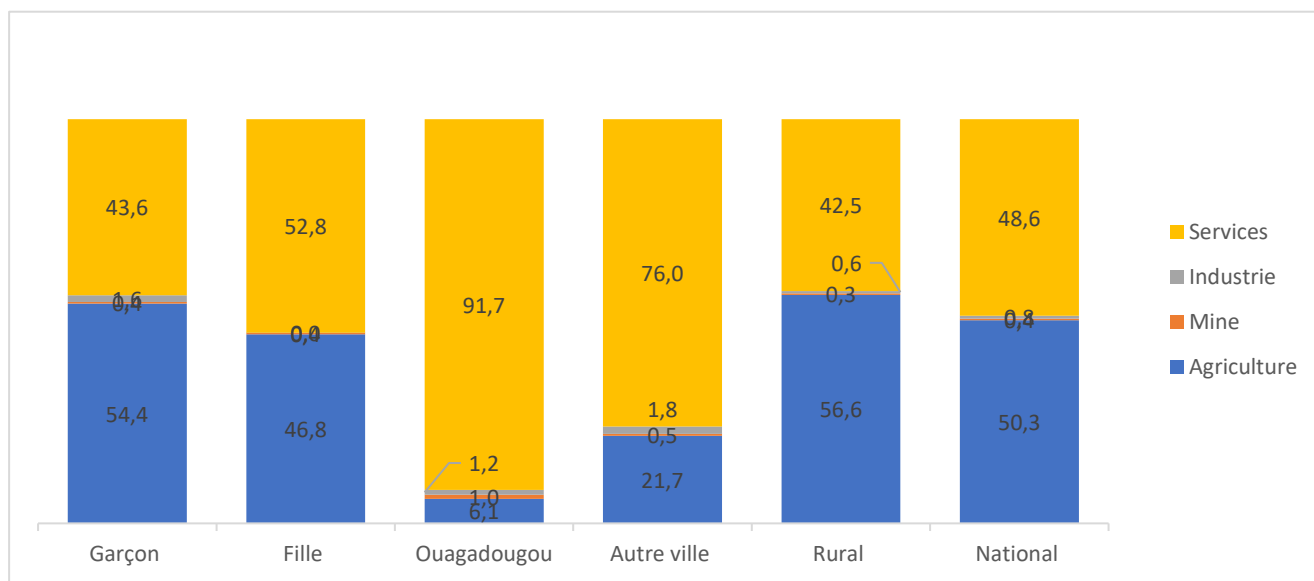
	5-12 ans		13-15 ans		16-17 ans		5-17 ans	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
<b>Sexe</b>								
Garçon	28,7	721 803	52,3	407 095	54,4	210 529	36,4	1 339 426
Fille	37,8	894 222	56,3	446 425	58,5	254 928	44,4	1 595 576
<b>Milieu de résidence</b>								
Ouagadougou	14,4	75 823	30,5	56 360	31,4	34 153	20,3	166 336
Autre ville	18,2	123 331	40,6	112 653	38,2	53 942	26,5	289 925
Rural	38,5	1 416 871	61,7	684 508	65,9	377 363	46,3	2 478 742
<b>National</b>	<b>33,1</b>	<b>1 616 025</b>	<b>54,3</b>	<b>853 520</b>	<b>56,6</b>	<b>465 457</b>	<b>40,3</b>	<b>2 935 002</b>

### 4.2 Enfants au travail selon le secteur d'activité

Les secteurs d'activités « Agriculture » et de « Services » sont les principaux secteurs dans lesquels exercent la plupart des enfants, quels que soient le sexe et le milieu de résidence. Un peu plus de la moitié de ces enfants exercent leurs activités dans l'agriculture et 48,6% dans le secteur des services (figure 1). Toutefois, il est constaté une prédominance du secteur des services en milieu urbain (91,7% à Ouagadougou et 76% dans les autres villes) et chez les filles (52,8%).

L'industrie et les mines sont des secteurs peu employeurs des actifs de façon générale et particulièrement des enfants. Cependant, en milieu urbain le nombre d'enfants exerçant dans l'industrie est relativement plus important qu'en zone rurale.

**Figure 1: Répartition (%) des enfants au travail selon les secteurs d'activité par sexe et milieu de résidence**



### 4.3 Travail des enfants à abolir

L'expression « travail des enfants » est consacrée au travail des enfants à abolir. Il s'agit ici de la traduction chiffrée de la définition du travail des enfants résumée dans la partie concernant le cadre conceptuel de la mesure statistique du travail des enfants.

Il est noté que parmi les enfants de 5 à 17 ans, 2 323 297 enfants, soit 31,9% sont astreints au travail des enfants (tableau 5). L'ampleur de ce phénomène est plus élevée chez les enfants de 5-12 ans que pour le reste des enfants. La particularité est liée à la définition du travail des enfants pour cette tranche d'âge et signale l'entrée précoce sur le marché du travail des enfants du Burkina Faso. En effet, leur participation au travail (dangereuse ou non) est considérée comme travail des enfants contrairement aux autres catégories d'âge où il y a des filtres.

Tout comme la participation au travail, les filles (35,8%) sont plus touchées par le travail des enfants à abolir que les garçons (28,2%) et ce, pour toutes les catégories d'âges. Le travail à abolir est un phénomène dominant en milieu rural comparativement au milieu urbain. En milieu rural, près de quatre (4) enfants sur dix sont astreints au travail des enfants contre moins de deux (2) enfants sur dix pour ceux qui résident en ville.

Par ailleurs, en milieu rural, le travail des enfants baisse quand l'âge augmente. Ce qui est contraire en milieu urbain, notamment à Ouagadougou. Cela serait dû à la différence de la nature des activités dans les deux milieux.

Les branches d'activités et occupations de nature dangereuse, notamment les industries sont plus développées en ville et utilisent moins d'enfants du fait des qualifications requises qu'en zone rurale. L'agriculture quant à elle est plus développée en milieu rural et embauche plus d'enfants car il s'agit d'un secteur qui utilise une main d'œuvre peu qualifiée comme les enfants.

**Tableau 5 : Enfants astreints au travail à abolir (% et nombre d'enfants astreints au travail à abolir, par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence**

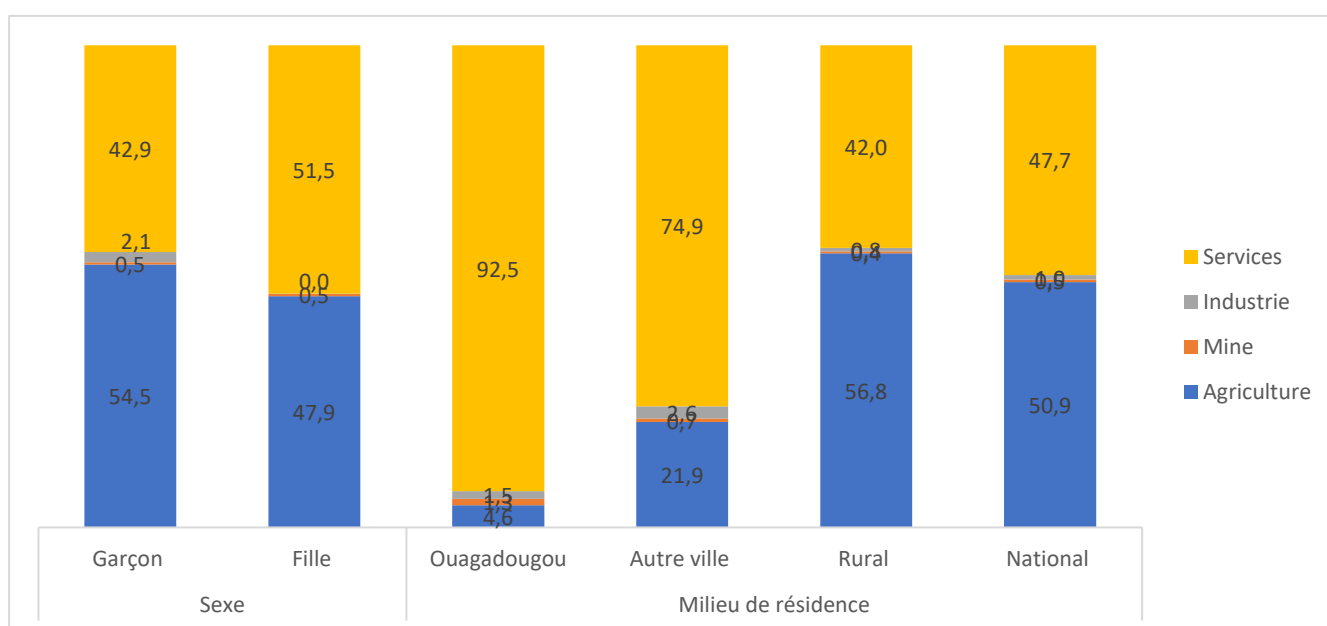
	5-12 ans		13-15 ans		16-17 ans		5-17 ans	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
<b>Sexe</b>								
Garçon	28,7	721803	27,4	212817	26,5	102751	28,2	1037371
Fille	37,8	894222	32,1	254930	31,4	136774	35,8	1285926
<b>Milieu de résidence</b>								
Ouagadougou	14,4	75823	16,1	29668	18,4	19977	15,3	125468
Autre ville	18,2	123331	20,8	57772	18,5	26083	18,9	207185
Rural	38,5	1416871	34,3	380307	33,8	193465	37,2	1990643
<b>National</b>	<b>33,1</b>	<b>1616025</b>	<b>29,8</b>	<b>467747</b>	<b>29,1</b>	<b>239525</b>	<b>31,9</b>	<b>2323297</b>

#### 4.4 Travail des enfants à abolir selon le secteur d'activités

L'agriculture et les services en tant que secteurs principaux pourvoyeurs d'emplois aux enfants, sont évidemment les deux secteurs où la plupart, soit 98,6% des enfants astreints au travail des enfants se rencontrent. Toutefois, en milieu urbain le secteur des « services » concentre au moins les trois quart (3/4) des travailleurs. Cette concentration est davantage forte dans la ville de Ouagadougou (figure 2).

Selon le sexe, les filles astreintes au travail des enfants sont plus dans les services que dans l'agriculture ; ce qui est l'inverse chez les garçons. Le secteur industriel est presque réservé aux garçons des centres urbains. Ils sont 2,1% des garçons astreints du travail des enfants à travailler dans les industries.

**Figure 2: Répartition (%) des enfants astreints au travail à abolir selon les secteurs d'activité par sexe et milieu de résidence**

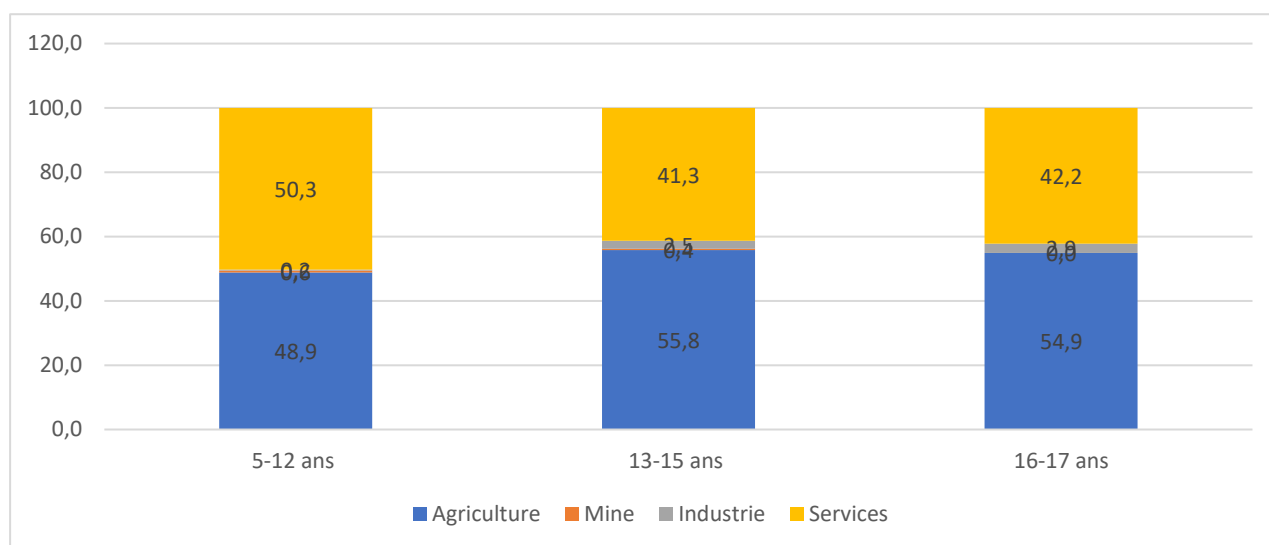


## 4.5 Travail des enfants à abolir selon l'âge et le secteur d'activités

Selon l'âge, l'agriculture et les services demeurent les principaux secteurs d'activités où la plupart des enfants travailleurs sont rencontrés. Les enfants astreints au travail des enfants à abolir les plus âgés (13-17 ans) sont rencontrés dans l'agriculture ; pendant que ceux de 5-12 ans se retrouvent beaucoup plus dans les services (figure 3).

Les enfants travailleurs du secteur de l'industrie ont un âge compris entre 13 et 17 ans et représentent en moyenne 2,7% des travailleurs de cette tranche d'âge.

**Figure 3 : Répartition (%) des enfants astreints au travail à abolir selon les secteurs d'activité par groupe d'âges**



## 4.6 Travaux dangereux

Le travail dangereux est un sous-ensemble du travail des enfants susceptible de nuire à la santé, à la sécurité, à la scolarité et au développement physique et moral de l'enfant. Il est estimé à partir des branches d'activités, des occupations dangereuses et des conditions d'exercice de l'activité de l'enfant. Le nombre d'enfants astreints à des travaux dangereux est estimé à 1 355 888 enfants, soit une prévalence de 18,6 % par rapport à l'ensemble des enfants âgés de 5-17 ans. Cette prévalence augmente avec l'âge. Les enfants ayant au moins l'âge minimum légal de travailler sont les plus touchés par le phénomène (tableau 6).

Tout comme au niveau du travail des enfants, les filles sont les plus exposées aux travaux dangereux, quel que soit l'âge. Selon le milieu de résidence, c'est un phénomène qui concerne plus les enfants du milieu rural. Au moins deux enfants sur dix en milieu rural sont astreints au travail dangereux et la proportion d'enfants au travail est restée invariable entre les deux enquêtes et avec la croissance démographique, cela signifie que plus d'enfants sont au travail en 2022 par rapport à 2006 ; un enfant sur dix en milieu urbain est concerné.



**Tableau 6: Enfants astreints aux travaux dangereux (% et nombre d'enfants astreints aux travaux dangereux selon le groupe d'âge et par sexe et le milieu de résidence)**

	5-12 ans		13-15 ans		16-17 ans		5-17 ans	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
<b>Sexe</b>								
Garçon	11	276433	25,2	196136	26,5	102751	15,6	575320
Fille	17,6	416951	28,6	226843	31,4	136774	21,7	780567
<b>Milieu de résidence</b>								
Ouagadougou	5,4	28573	15,8	29211	18,4	19977	9,5	77761
Autre ville	7,7	52115	19,7	54626	18,5	26083	12,1	132824
Rural	16,7	612696	30,6	339142	33,8	193465	21,4	1145303
<b>National</b>	<b>14,2</b>	<b>693384</b>	<b>26,9</b>	<b>422979</b>	<b>29,1</b>	<b>239525</b>	<b>18,6</b>	<b>1355888</b>

#### 4.7 Prévalence d'enfants au travail, travail des enfants à abolir et travaux dangereux (y compris l'activité de recherche d'eau et bois)

Les enfants âgés de 5 à 17 ans sont estimés à 7 274 115 en 2022. Parmi eux, 40,3% sont au travail ; 31,9% des enfants effectuent des travaux à abolir et 18,6% sont astreints à des activités dangereuses. Il ressort que près de huit (8) enfants au travail sur dix sont astreints au travail des enfants et 46,2% d'eux effectuent des travaux dangereux. La forme dangereuse du travail des enfants est la plus enregistrée : elle concerne 58,4% des enfants astreints au travail des enfants (tableau 7).

Selon le sexe, la plupart des filles (80,6%) comme des garçons (77,4%) qui travaillent sont astreints au travail des enfants. Par tranche d'âge, il ressort que le travail dangereux affecte également les petits enfants (5-12 ans). En effet, pour les enfants de cette catégorie d'âge qui travaillent, quatre sur dix effectuent des travaux dangereux. Les enfants en milieu urbain qui sont astreints au travail des enfants à abolir sont plus nombreux dans les travaux dangereux comparativement à ceux qui résident en milieu rural.

Un autre résultat qui émerge des données est que presque la moitié des enfants de 13 à 15 ans et de 16 à 17 ans (tableau 7) qui sont travaillent sont engagés en travail dangereux.

**Tableau 7 : Pourcentage et nombre d'enfants au travail, exerçant un travail à abolir ou exerçant un travail dangereux (y compris l'activité aller chercher eau et bois) par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence**

	Ensemble BF (Ens)	Economiquement Actif (EA)	Travail à abolir (Ab)			Travail Dangereux			
	Nombre	Nombre	%Ens	Nombre	%Ens	%EA	Nombre	% Ens	% EA % Ab
<b>Sexe</b>									
Garçon	3 681 728	1 339 426	36,4	1 037 371	28,2	77,4	575 320	15,6	43 55,5
Fille	3 592 386	1 595 576	44,4	1 285 926	35,8	80,6	780 567	21,7	48,9 60,7
<b>Groupe d'âge</b>									
5-12 ans	4 880 052	1 616 025	33,1	1 616 025	33,1	100	693 384	14,2	42,9 42,9
13-15 ans	1 571 126	853 520	54,3	467 747	29,8	54,8	422 979	26,9	49,6 90,4
16-17 ans	822 938	465 457	56,6	239 525	29,1	51,5	239 525	29,1	51,5 100
<b>Milieu de résidence</b>									
Ouagadougou	820886	166 336	20,3	125 468	15,3	75,4	77 761	9,5	46,7 62
Autre ville	1095249	289 925	26,5	207 185	18,9	71,5	132 824	12,1	45,8 64,1
Rural	5357980	2 478 742	46,3	1 990 643	37,2	80,3	1 145 303	21,4	46,2 57,5
<b>National</b>	<b>7 274 115</b>	<b>2 935 002</b>	<b>40,3</b>	<b>2 323 297</b>	<b>31,9</b>	<b>79,2</b>	<b>1 355 888</b>	<b>18,6</b>	<b>46,2 58,4</b>

## 4.8 Prévalence d'enfants au travail, travail à abolir et travaux dangereux (hormis l'activité de recherche d'eau et bois)

Cette section fait le résumé des indicateurs sur le travail des enfants en excluant l'activité de recherche d'eau et de bois. Il ressort qu'en absence de cette activité, le niveau du phénomène baisse considérablement, en témoigne l'importance de cette activité dans le paquet d'activités exercées par les enfants. Hormis la recherche d'eau et du bois, il y a très peu d'écart entre les filles et les garçons en matière de travail. L'ampleur de participation au travail chez les filles est identique à celui des garçons. Toutefois, concernant l'ampleur du travail des enfants à abolir et des travaux dangereux, les filles demeurent légèrement plus touchées (tableau 8).

**Tableau 8 : Pourcentage et nombre d'enfants au travail, enfants astreints au travail des enfants ou exerçant un travail dangereux (hormis l'activité aller chercher eau et bois) par tranche d'âge, sexe et milieu de résidence**

	Ensemble BF (Ens)	Enfants au travail (ET)		Travail à abolir (Ab)			Travail Dangereux			
	Nombre	Nombre	%Ens	Nombre	%Ens	%EA	Nombre	% Ens	% EA	% Ab
<b>Sexe</b>										
Garçon	3 681 728	716 383	19,5	564 535	17,4	78,8	413 088	11,2	57,7	73,2
Fille	3 592 386	701 759	19,5	602 231	20,3	85,8	461 245	12,8	65,7	76,6
<b>Groupe d'âge</b>										
5-12 ans	4 880 052	677 394	13,9	677 394	13,9	100	413 993	8,5	61,1	61,1
13-15 ans	1 571 126	422 601	26,9	304 282	28,8	72	275 251	17,5	65,1	90,5
16-17 ans	822 938	318 147	38,7	185 090	29,1	58,2	185 090	22,5	58,2	100
<b>Milieu de résidence</b>										
Ouagadougou	820 886	91 603	11,2	75 298	10,1	82,2	59 570	7,3	65	79,1
Autre ville	1 095 249	124 243	11,3	102 160	12,3	82,2	77 062	7	62	75,4
Rural	5 357 980	1 202 297	22,4	989 309	21,5	82,3	737 700	13,8	61,4	74,6
<b>National</b>	<b>7 274 115</b>	<b>1 418 142</b>	<b>19,5</b>	<b>1 166 766</b>	<b>18,8</b>	<b>82,3</b>	<b>874 333</b>	<b>12</b>	<b>61,7</b>	<b>74,9</b>

## 4.9 Tendances de la prévalence du travail des enfants

La proportion d'enfants au travail est restée presque invariable entre les deux enquêtes (41,1% en 2006 et 40,3% en 2022). Cependant, compte tenu de la croissance démographique, le nombre d'enfants au travail est passé de 1 658 870 à 2 935 002 entre 2006 et 2022, soit une augmentation de 77%. La prévalence du travail dangereux a baissé de 17 points de pourcentage sur la période 2006-2022. De même, la prévalence du travail des enfants à abolir a diminué de 7 points de pourcentage sur ladite période. Cependant, Il faut souligner néanmoins qu'en raison de la forte croissance démographique, le nombre d'enfants astreints au travail à abolir a connu une augmentation de 46% passant de 1 588 527 en 2006 à 2 323 297 en 2022.

La ratification de la convention n°182 sur les pires formes du travail des enfants et l'engagement opérationnel à travers le décret N°2016-504/PRES/PM/MFPTPS/MS/MFSNF du 09 juin 2016 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants sont entre autres, des actions qui ont dû favoriser ces baisses de prévalence.

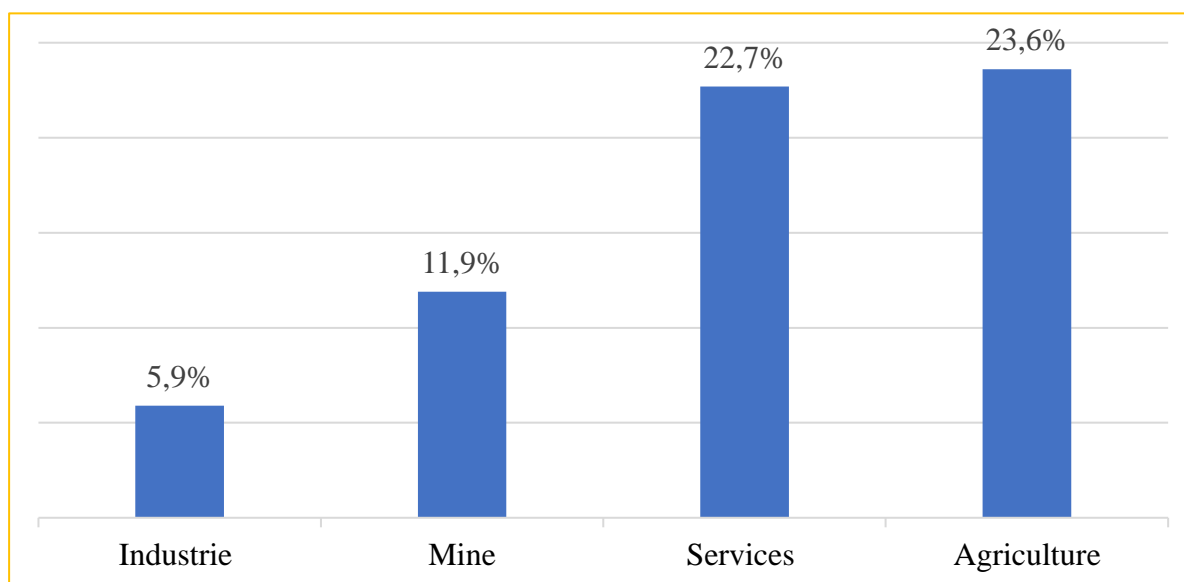
Par ailleurs, des actions spécifiques à l'endroit des filles sont nécessaires. Elles sont les plus touchées et pire, le phénomène tend à s'amplifier à leur niveau. En effet, pour ces dernières, l'ampleur du travail à abolir a légèrement augmenté de 3 points de pourcentage malgré la baisse constatée pour le travail dangereux.

**Tableau 9: évolution de l'ampleur du travail des enfants, du travail des enfants à abolir et du travail dangereux selon le sexe**

	Enfants au travail (ET)		Travail à abolir (Ab)		Travail Dangereux (Dan)	
	% Ens-2006	% Ens-2022	% Ens-2006	% Ens-2022	% Ens-2006	% Ens-2022
<b>Sexe</b>						
Garçon	47,7	36,4	45,5	28,2	41,4	15,6
Fille	34	44,4	32,8	35,8	29,9	21,7
<b>Milieu de résidence</b>						
Urbain	23,2	23,8	21,7	17,4	19,9	11
Rural	44,1	46,3	42,3	37,2	38,5	21,4
<b>National</b>	<b>41,1</b>	<b>40,3</b>	<b>39,3</b>	<b>31,9</b>	<b>35,8</b>	<b>18,8</b>

En observant le phénomène dans chaque secteur économique, la proportion d'enfants astreints aux travaux dangereux est plus élevée dans les secteurs de services et de l'agriculture. En effet, environ un enfant sur quatre exerçant dans ces secteurs est astreint aux travaux dangereux. Dans les secteurs de l'industrie et des mines, peu d'enfants y sont astreint aux travaux dangereux. La prévalence est respectivement de 5,9% et de 11,9%.

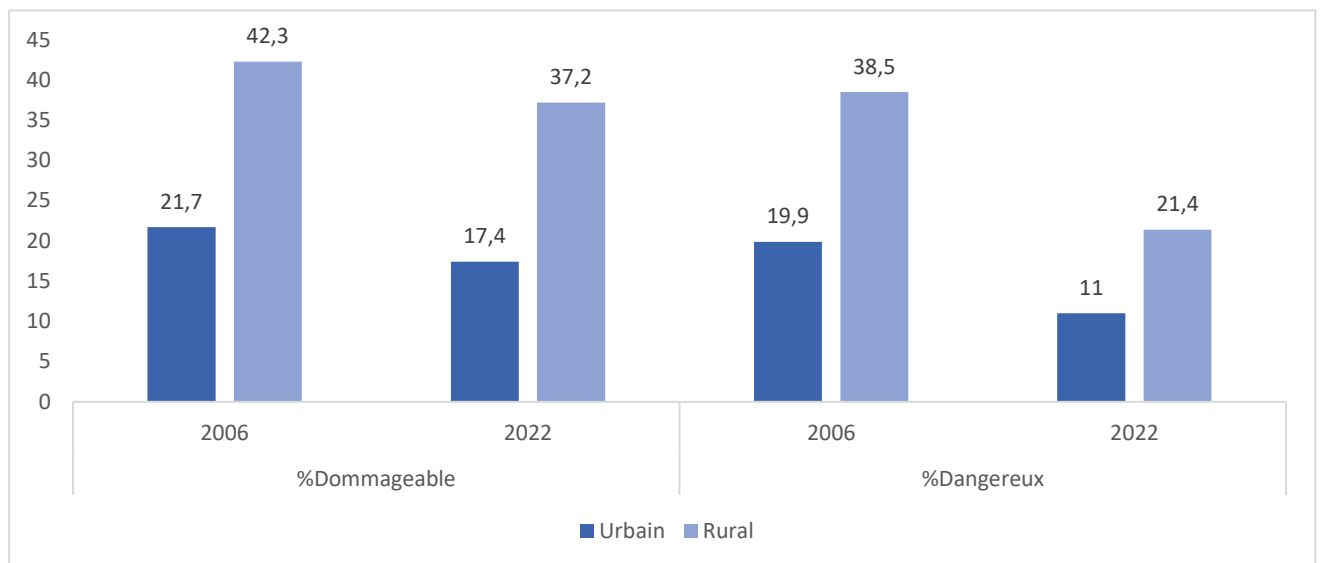
**Figure 4a: Répartition (%) d'enfants astreints aux travaux dangereux selon le secteur d'activité**



Le milieu rural reste le milieu de résidence le plus touché par le phénomène du travail des enfants depuis 2006. Cependant, quel que soit le milieu de résidence, la prévalence du travail des enfants a baissé entre 2006 et 2022.

Cette baisse est davantage assez considérable en milieu rural qu'en zone urbaine. En effet, en milieu rural, la prévalence du travail des enfants à abolir et celle du travail dangereux ont respectivement baissé de 5,1 points et de 17,1 points de pourcentage ; alors qu'en milieu urbain cette baisse est respectivement de 4,3 points et de 8,9 points de pourcentage.

**Figure 4: évolution de l'ampleur du travail des enfants à abolir selon le milieu de résidence**



## **XII. TRAVAIL DES ENFANTS ET LEUR SCOLARISATION**

---

Cette section explore l'interaction entre le travail des enfants et la scolarisation, et plus particulièrement la façon dont la participation au travail des enfants peut affecter leur capacité à accéder au système scolaire, à y rester et à poursuivre normalement leur scolarité.

### **5.1 Interaction entre le travail des enfants des enfants incluant la recherche d'eau, de bois et leur scolarité.**

#### **▪ Statut d'activité et fréquentation scolaire par groupe d'âge des enfants**

Selon les résultats de l'enquête, 40,3% des enfants sont au travail. Parmi eux, 12,6% travaillent et ne fréquentent pas, tandis que 27,7% travaillent et fréquentent à la fois (tableau 10). Il ressort que 18,2% des enfants sont oisifs c'est-à-dire, ne sont ni dans le système scolaire, ni travaillent au moment de l'enquête. Cette proportion est importante et doit être prise en compte dans les politiques d'inclusion sociale. Le taux de fréquentation scolaire est estimé à 69,2% pour l'ensemble des enfants.

#### **▪ Statut d'activité et fréquentation scolaire par groupe d'âge**

Les tranches d'âge ici correspondent aux niveaux de scolarisation du pays. Ainsi, les enfants de 5 ans sont supposés être en fin de la maternelle ; les enfants de 6-11 ans au primaire ; les enfants de 12-15 ans au post-primaire et les enfants de 16-17 ans au secondaire.

Le travail s'impose aux enfants au fur et à mesure que l'âge augmente. En effet 30% de ceux qui ont entre 16 et 17 ans exerce uniquement une activité contre seulement 6,5% chez les enfants de 6 à 11 ans. Malgré l'imposition de l'âge minimum d'admission à l'emploi et l'âge de scolarité obligatoire, il y a 11,3% des enfants qui sont hors du système scolaire pour raison de travail.

La combinaison « études et travail » concerne beaucoup plus les enfants de 12-15 ans c'est-à-dire, ceux qui sont au post-primaire. On note qu'un enfant sur quatre (27%) en âge de scolarité obligatoire n'est pas dans le système scolaire soit, pour des raisons de travail (11,3%), ou en situation d'oisiveté (15,5%).

#### **✓ Statut d'activité et fréquentation scolaire par milieu de résidence**

Relativement au milieu de résidence, les enfants vivant en milieu rural sont à la fois moins scolarisés et plus exposés au travail. Ils sont suivis de ceux des autres villes (tableau 10). En effet, il est noté qu'à Ouagadougou, deux enfants sur trois (67,7%) se consacrent uniquement aux études contre 55,8% pour ceux des autres villes et seulement un sur trois (34,5%) des enfants résidant en milieu rural. Par ailleurs, 5,5% des enfants vivant à Ouagadougou se consacrent uniquement au travail au détriment des études. Cette proportion est davantage plus élevée dans les autres villes (8,8%) et en milieu rural (14,5%).

La même tendance est observée pour les enfants qui combinent études et travail. Ils sont peu représentés en milieu urbain contrairement en milieu rural où ils représentent 31,8%. C'est également en milieu rural que l'oisiveté (ni en étude, ni en activité) des enfants est plus enregistré comparativement en milieu urbain.

Ces différences selon la zone de résidence pourraient s'expliquer par le fait qu'en milieu rural, beaucoup d'enfants, non seulement ne sont jamais scolarisés, mais sont aussi fortement impliqués dans les activités telles que la recherche de l'eau et du bois, l'élevage, l'agriculture, etc.

#### **▪ Statut d'activité et fréquentation scolaire par sexe**

En considérant le sexe, il ressort que les filles sont plus exposées au travail comparativement aux garçons. Elles sont 13,1% à être consacrées uniquement au travail contre 12,1% pour les garçons. Par ailleurs, la fréquentation scolaire demeure favorable aux filles pour le fait qu'elles combinent mieux études et travail que les garçons. En effet, 31,3% des filles travaillent et étudient contre 24,2% pour les garçons. Toutefois, en ce

qui concerne la fréquentation scolaire uniquement, les garçons (44,7%) sont les plus représentés par rapport aux filles (38,1%).

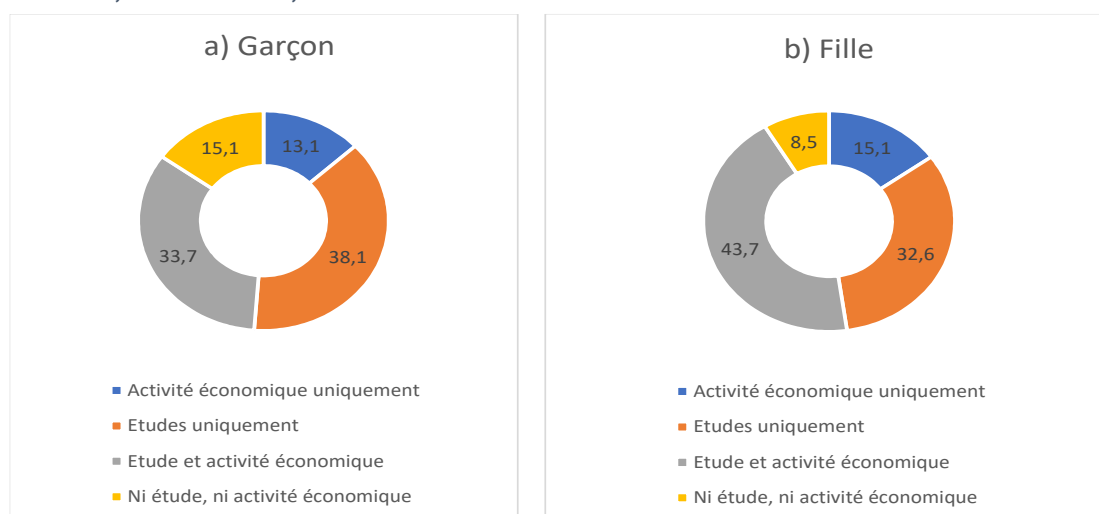
**Tableau 10 : Statut d'activité incluant la recherche d'eau et bois de l'enfant par sexe et résidence, groupe d'âge en pourcentage**

	Travail uniquement (a)	Etudes uniquement (b)	Etude et travail (c)	Ni étude, ni travail (d)	Total activité travail (a) & (c)	Total études (b) & (c)	Total non scolarisés (a) & (d)
<b>Sexe</b>							
Garçon	12,1	44,7	24,2	18,9	36,4	68,9	31,1
Fille	13,1	38,1	31,3	17,5	44,4	69,4	30,6
<b>Strates</b>							
Ouagadougou	5,5	67,7	14,8	12,1	20,3	82,5	17,5
Autre ville	8,8	55,8	17,7	17,8	26,5	73,4	26,6
Rural	14,5	34,5	31,8	19,2	46,3	66,3	33,7
<b>Groupe d'âge</b>							
5 ans	10,6	19,7	2,4	67,3	13	22,1	77,9
6-11 ans	6,5	52,2	23,6	17,6	30,2	75,9	24,1
12-15 ans	16,6	32,4	38,2	12,8	54,7	70,6	29,4
16-17 ans	29,9	27,3	26,7	16,2	56,6	54	46
6-16 ans *	11,3	43,6	29,6	15,5	40,9	73,1	26,9
<b>National</b>	<b>12,6</b>	<b>41,5</b>	<b>27,7</b>	<b>18,2</b>	<b>40,3</b>	<b>69,2</b>	<b>30,8</b>

\*enfants en âge de scolarité obligatoire

Le travail des enfants et la fréquentation scolaire des enfants varient avec leur âge. Cette réalité est perceptible aussi bien chez les filles que chez les garçons, avec toutefois, des disparités. Les résultats indiquent certes que les garçons et les filles qui fréquentent et ne travaillent pas sont majoritaires, mais cela ne saurait cacher l'importance de la part des garçons et des filles qui associent travail et école et de ceux qui travaillent au détriment de l'école. Les filles parviennent plus que les garçons à associer travail et fréquentation scolaire. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'elles sont plus associées à la recherche du bois et de l'eau, tandis que les garçons participent plus aux travaux non domestiques encore plus difficiles à concilier avec la scolarisation. Enfin, la proportion des garçons qui ne fréquentent pas et ne travaillent pas est plus élevée que celle des filles (respectivement 15,1% et 8,5% de garçons et de filles).

**Figure 5: répartition (%) des enfants âgés de 6 à 14 ans par sexe et selon la participation au travail, à la scolarité, aux deux ou à aucune**



## 5.2 Interaction entre le travail des enfants excluant la recherche d'eau et de bois et leur scolarité.

En excluant la recherche de l'eau et du bois, il ressort que les taux des enfants qui vont à l'école uniquement s'améliorent pendant que les proportions des enfants combinant études et travail baissent significativement aussi bien chez les filles que chez les garçons. Ainsi, les enfants qui se consacrent uniquement aux études représentent 58,8% contre 41,5% quand la recherche d'eau et du bois est associée. Ceux qui combinent études et travail représentent en moyenne 10,4% contre 27,7% quand la recherche d'eau et du bois est associée (tableaux 10 et 11).

Il est constaté également que hormis la recherche d'eau et du bois, le niveau des indicateurs sur l'interaction entre travail et études est le même chez les filles que chez les garçons.

L'analyse qui précède montre que l'activité de recherche d'eau et du bois est l'activité la mieux associée aux études des enfants et particulièrement pour les filles qui savent l'exercer sans compromettre leurs études.

**Tableau 11: Statut d'activité excluant la recherche d'eau et bois de l'enfant par sexe et résidence, groupe d'âge en pourcentage**

	Travail uniquement (a)	Etudes uniquement (b)	Etude et travail (c)	Ni étude, ni activité économique (d)	Total travail (a) & (c)	Total études (b) & (c)	Total non scolarisés (a) & (d)
<b>Sexe</b>							
Garçon	9,4	58,8	10,1	21,7	19,5	68,9	31,1
Fille	8,9	58,8	10,6	21,7	19,5	69,4	30,6
<b>Strates</b>							
Ouagadougou	3,9	75,2	7,3	13,6	11,2	82,5	17,5
Autre ville	5,6	67,7	5,7	21	11,3	73,4	26,6
Rural	10,7	54,5	11,8	23,1	22,4	66,3	33,7
<b>National</b>	<b>9,1</b>	<b>58,8</b>	<b>10,4</b>	<b>21,7</b>	<b>19,5</b>	<b>69,2</b>	<b>30,8</b>

En considérant les enfants de 6 à 14 ans, les filles tout comme les garçons se consacrent plus à leurs études (respectivement 63,1% et 59,1% des filles et des garçons sont en études uniquement). Les proportions de ceux qui combinent études et travail sont presque identiques chez les filles (13,3%) et chez les garçons (12,7%).

Par ailleurs, la situation de l'oisiveté (ni étude, ni travail) concerne plus les garçons (19,5%) que les filles (13,6%).

**Figure 6: répartition (%) des enfants âgés de 6 à 14 ans par sexe et selon la participation au travail excluant la recherche d'eau et du bois, à la scolarité, aux deux ou à aucune**



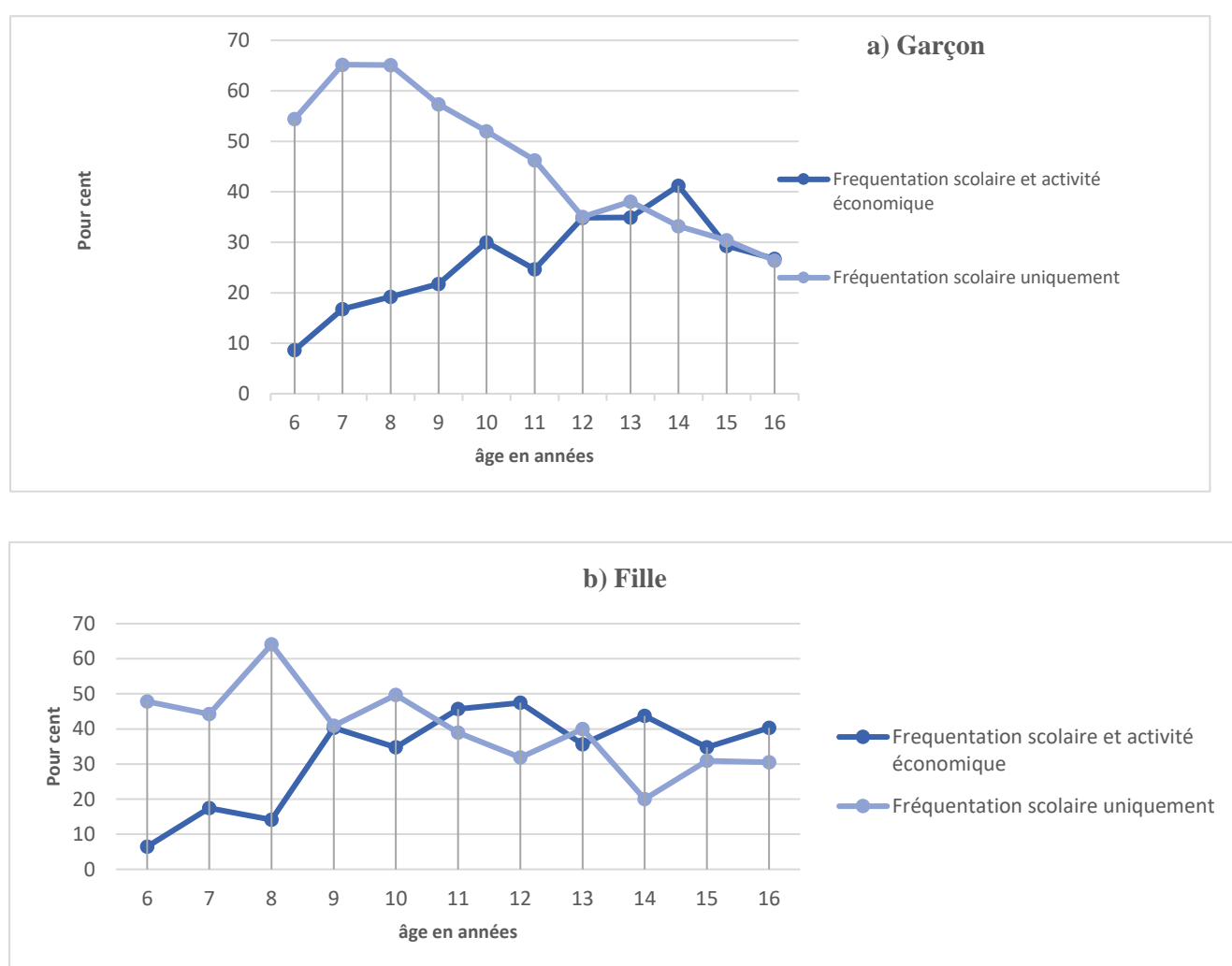
## 5.3 Travail des enfants et rendement scolaire

### 5.3.1 Fréquentation scolaire et travail des enfants

Aussi bien pour les garçons que pour les filles, le travail constitue une contrainte pour la fréquentation scolaire surtout pour les plus jeunes qui concilient difficilement les deux. Toutefois, les filles concilient mieux les deux que les garçons. En effet, pour les garçons de 6-12 ans, les taux de fréquentation scolaire varient entre 9% et 35% alors qu'ils vont jusqu'à 47% pour les filles du même groupe d'âges.

Par ailleurs, si on considère uniquement les études, les plus jeunes présentent les meilleurs taux de fréquentation scolaire et ce, indépendamment du sexe.

**Figure 7: Taux de fréquentation scolaire, tranche d'âge de scolarité obligatoire selon la situation d'activité des enfants, l'âge et le sexe)**

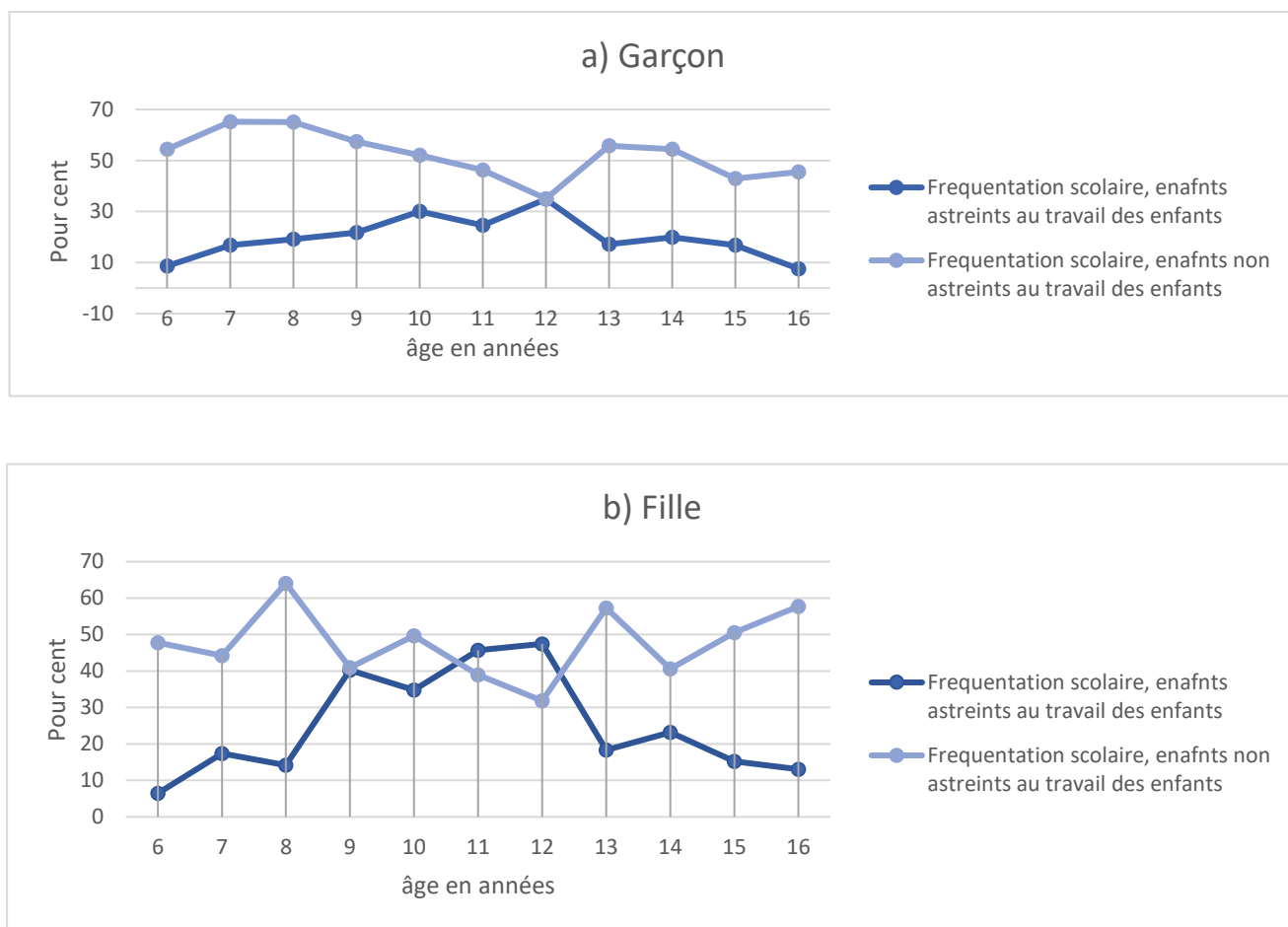


### 5.3.2 Fréquentation scolaire et travail des enfants à abolir

Avec le travail à abolir, la contrainte est plus marquée pour les études chez les garçons que chez les filles. Le taux de fréquentation scolaire ne dépasse pas 35% chez les garçons qui sont astreints au travail à abolir. Par contre chez les filles, il vaut même 47% pour les 12 ans malgré la contrainte du travail dont elles sont soumises. La fille comparativement au garçon, arrive à poursuivre ses études malgré le travail auquel elle est soumise.



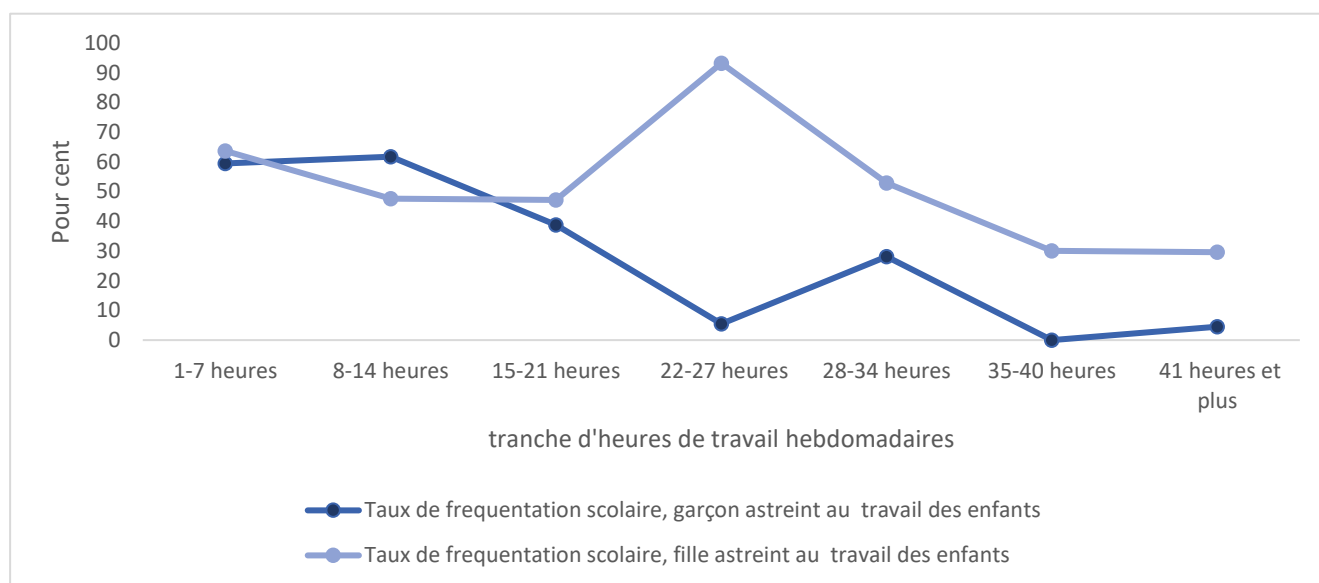
**Figure 8 : taux de fréquentation scolaire des enfants de tranche d'âge de scolarité obligatoire (6-16 ans) selon leur situation d'activité par sexe**



### 5.3.3 Fréquentation scolaire et heures de travail des enfants

La fréquentation scolaire baisse avec le nombre d'heures de travail pour les garçons. Leur niveau de fréquentation scolaire atteint zéro au-delà de 40 heures de travail (figure 9). Par contre pour les filles, la fréquentation scolaire reste au-dessus de 30% malgré le temps de travail. Cela dépend de la nature des activités dont les filles et/ou garçons sont impliqués.

**Figure 9: Taux de fréquentation scolaire des enfants de la tranche d'âge de scolarité obligatoire selon la durée hebdomadaire moyenne du travail et par sexe**



## 5.4 Raisons de la non-scolarisation

L'éducation de la population et en particulier celle des enfants constitue un moteur pour le développement d'un pays. Au regard de cette importance, l'éducation à travers la scolarisation est une priorité nationale. C'est ainsi que d'énormes efforts sont consentis par les autorités et la société civile pour la rendre effective. En effet, on peut citer entre autres, la scolarisation obligatoire admise jusqu'à l'âge de 16 ans au Burkina Faso.

Cependant, la scolarisation des enfants au Burkina Faso peut être compromise par leur participation à la fois au travail et aux tâches ménagères. De nombreux enfants, parfois en dépit de leur jeune âge, sont occupés de longues heures durant à travailler. Les raisons de la non fréquentation de l'école sont principalement le fait d'être très jeune (22, 3%), surtout pour les filles (26,4%), d'autres n'ont pas les moyens pour payer l'école (18,0%) précisément les garçons (20,8%). En outre, assez bon nombre de garçons ont déclaré ne pas être intéressés par l'école.

**Tableau 12: Répartition en % des enfants de la tranche d'âge de scolarité obligatoire non scolarisés par principale raison de la non-fréquentation de l'école durant l'année scolaire en cours et par sexe)**

	Sexe		Ensemble
	Garçon	Fille	
Est/était très jeune	18,4	26,4	22,3
Ecole très éloignée/pas d'école	6	4,7	5,4
Pas les moyens pour payer l'école	20,8	15	18
La famille n'a pas autorisé de fréquenter	3	7,8	5,3
Mauvais résultats scolaires	3,9	5,4	4,6
Ne s'intéresse pas à l'école	23,5	12,2	18
L'école est considérée sans valeur	0,8	0,7	0,7
Pas d'acte de naissance	0,4	1,5	1
Travailler pour l'argent ou affaires familiales	0,9	0,2	0,5
Aider à la maison avec les tâches ménagères	2,2	1,1	1,7
Ecole fermée pour raison sécuritaire	2,5	4,1	3,3
Déplacement de la famille pour raison sécuritaire	1	1,8	1,4
A cause d'un handicap	0,2	0,3	0,3
S'occuper des animaux	4,6	0,6	2,6
Autres travaux agricoles	12	18,2	15

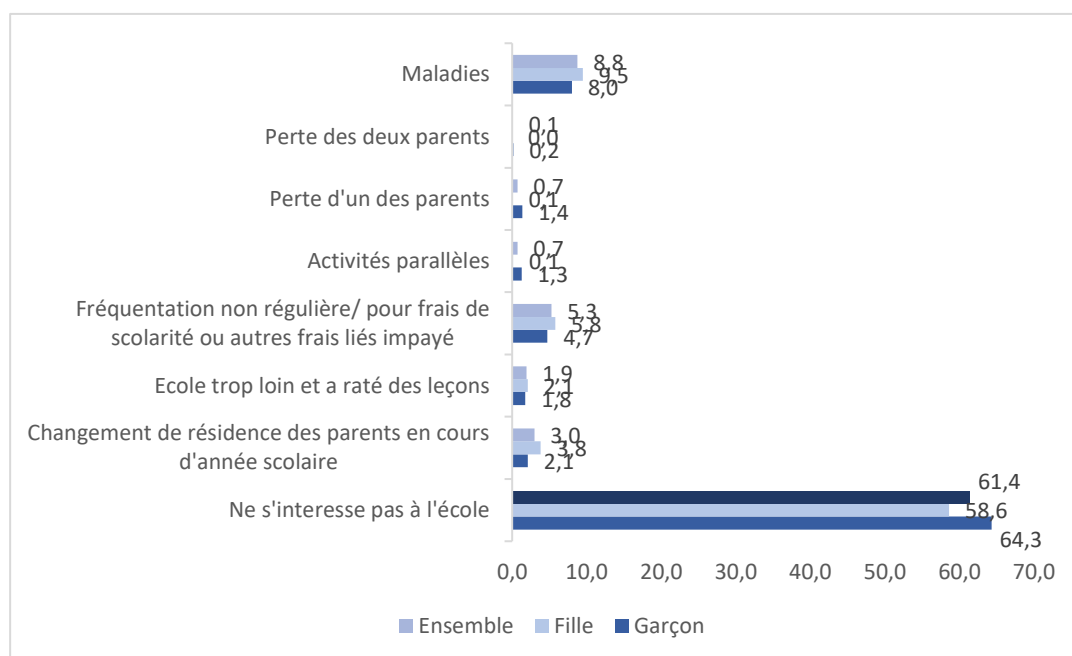
## 5.5 Raisons de redoublement scolaire

Le nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans qui ont été redoublés au moins une fois à l'école est évalué à 1 097 677 enfants.

Le fait que les enfants ne s'intéressent pas à l'école (61,4%) reste donc la principale raison de leur redoublement scolaire quel que soit le sexe considéré, mais la situation est plus alarmante chez les garçons (64,3%). Les maladies comptent également parmi les raisons qui contribuent au redoublement des enfants à l'école (8,8%), surtout pour les filles (9,5%).

Selon le milieu de résidence, c'est surtout en milieu rural que le fait de ne pas s'intéresser à l'école reste une raison majeure de redoublement. En effet, 63,6% des enfants de ce milieu déclarent cette modalité comme raison principale du redoublement. Ce dernier indicateur est de 56,1% dans le milieu urbain (annexe 2).

**Figure 10: Proportion des enfants non scolarisés dans la tranche d'âge de la scolarité obligatoire et ayant connu au moins un redoublement par principale raison de redoublement scolaire et selon sexe**



### XIII. FACTEURS DOMESTIQUES ET COMMUNAUTAIRES

Cette section s'intéresse à certaines des caractéristiques domestiques et communautaires pouvant avoir une corrélation avec le travail des enfants. Il s'agit de décrire le croisement entre le travail des enfants à abolir et la vulnérabilité socio-économique des ménages où ils résident, le travail des enfants et certaines caractéristiques socio-démographiques du responsable de ménage notamment, le niveau d'instruction, le statut matrimonial, le statut d'emploi et le secteur d'occupation principale.

#### 6.1 Travail des enfants à abolir et vulnérabilité socio-économique

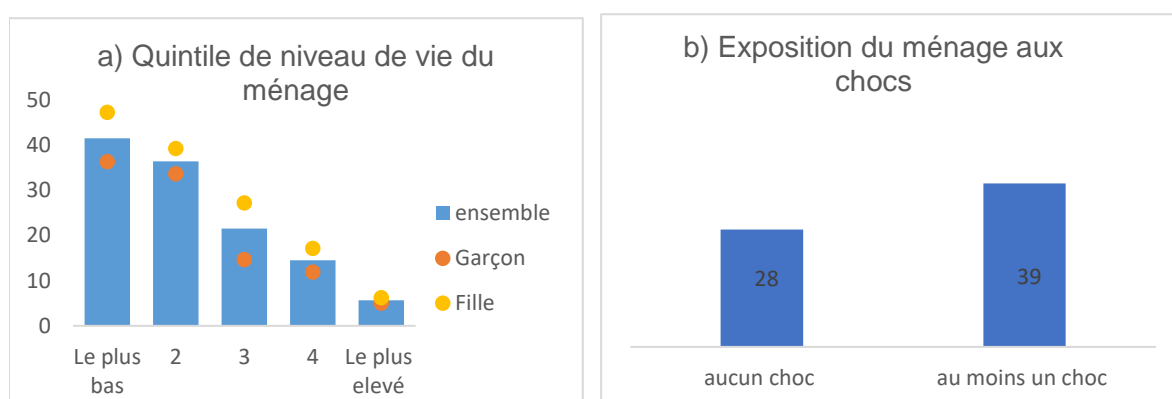
##### 6.1.1 Statut d'activité de l'enfant par niveau de vie des ménages

Il y a une forte corrélation entre le niveau du bien-être des ménages et l'implication dans le travail des enfants à abolir. Les enfants vivant dans les ménages pauvres ont tendance à être astreints au travail des enfants que les camarades des ménages moins pauvres (figure 11). En effet, 42% des enfants issus des ménages très pauvres (premier quintile) sont astreints au travail des enfants. Cette proportion baisse à 36% dans les ménages pauvres et respectivement de 15% et 6% dans les ménages riches et très riches (cinquième quintile).

##### 6.1.2 Enfants astreints au travail des enfants à abolir et exposition du ménage aux chocs

Les enfants de 5 à 14 ans issus des ménages ayant connu au moins un choc sont exposés au travail des enfants à abolir. En effet, quatre (4) enfants de cette tranche d'âge sur dix dont les ménages ont vécu au moins un choc sont astreints au travail des enfants à abolir. Pour ceux dont le ménage n'a pas vécu de choc, ils sont trois sur dix à être astreints au travail des enfants à abolir.

**Figure 11 : pourcentage d'enfants âgés de 5 à 14 ans astreints au travail des enfants à abolir, par quintile de niveau de vie des ménages, exposition aux chocs et sexe**

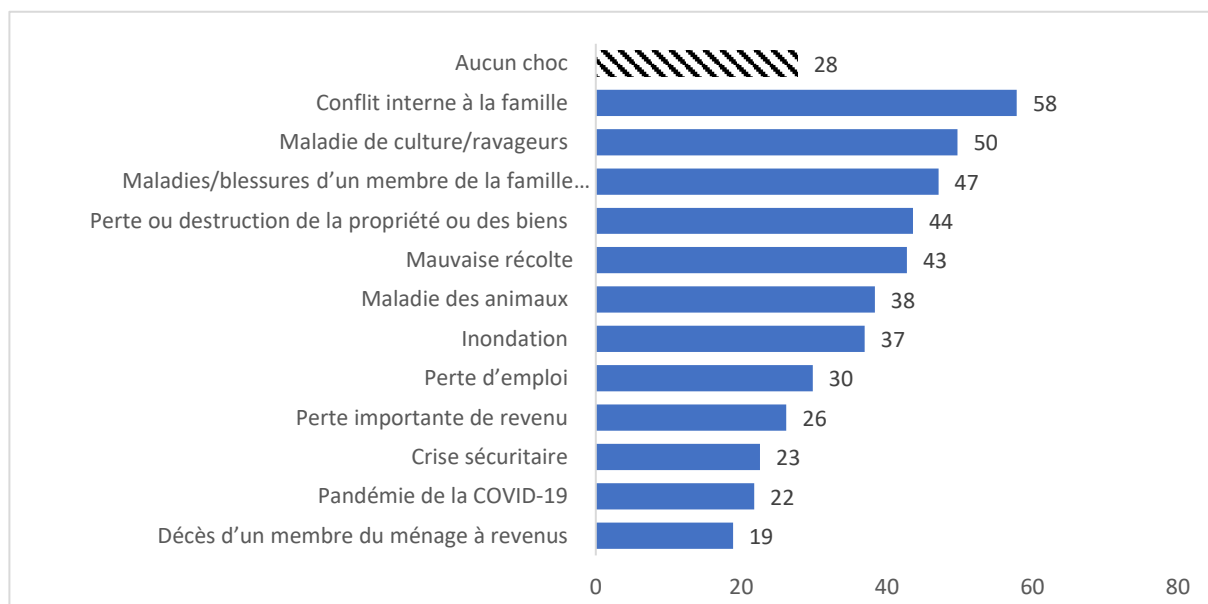


##### 6.1.3 Enfants astreints au travail des enfants à abolir et types de chocs auxquels est exposé le ménage

L'examen des types de chocs subis par les ménages montre que le conflit interne dans la famille (58%) est le choc qui expose le plus les enfants astreints au travail des enfants à abolir (figure 12). La destruction des cultures par des maladies ou des ravageurs est le deuxième type de choc qui entraîne les enfants à travailler.

Quant aux ménages ayant été touchés par la crise sécuritaire et la pandémie de la Covid-19, les enfants astreints au travail à abolir représentent respectivement 23 % et 22%.

**Figure 12 : Pourcentage d'enfants de 5 à 14 ans astreints au travail des enfants à abolir par type de chocs auxquels le ménage est exposé**



## 6.2 Travail des enfants à abolir selon certaines caractéristiques socio-démographiques du responsable de ménage

### 6.2.1 Statut d'activité de l'enfant selon le niveau d'instruction du chef de ménage (CM)

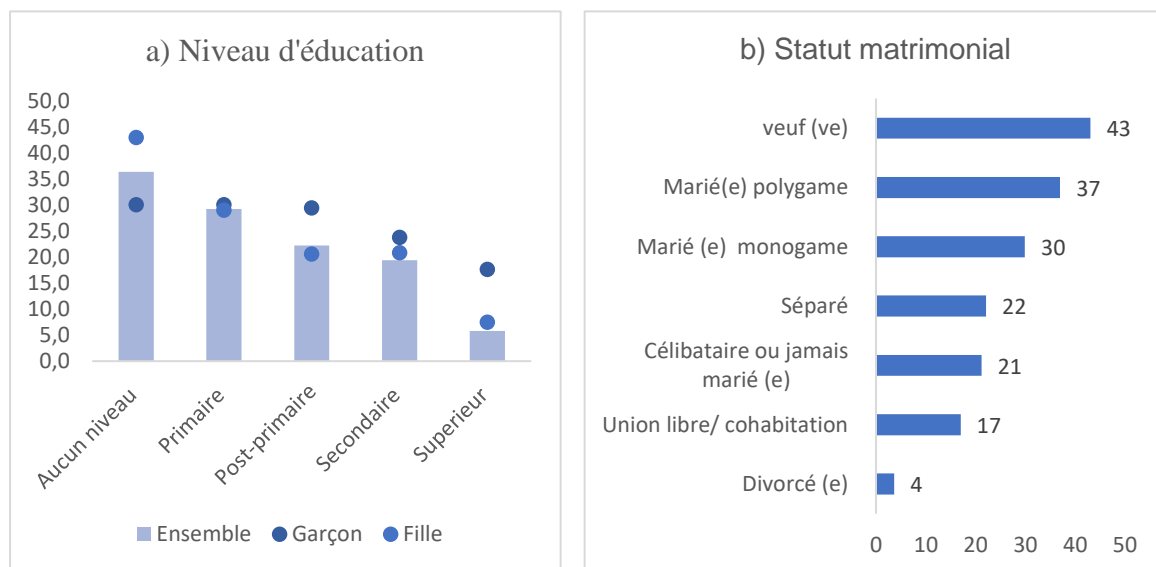
Il est noté que plus le niveau d'instruction des CM augmente, plus les enfants de leurs ménages ont de faibles propensions à travailler. En effet, 70,9% des enfants issus des ménages où le CM a au moins le niveau d'étude primaire ne travaillent pas. Chez les ménages dont le chef de ménage a un niveau d'étude supérieure, la majorité, soit 94,2% des enfants ne sont pas astreints au travail des enfants à abolir. Le niveau d'éducation du CM sur le non travail des enfants est plus favorable aux filles qu'aux garçons (figure 13).

Ces résultats dénotent donc de l'effet positif de l'éducation du CM sur le travail des enfants en particulier des filles.

### 6.2.2 Statut d'activité de l'enfant selon la situation matrimoniale du chef de ménage

Le régime de polygamie ou le fait d'être veuf/ve comme situation matrimoniale du chef de ménage est fortement associé au fait que les enfants sont astreints au travail des enfants. En effet, 43% des enfants issus des ménages où les CM sont veufs ou veuves sont astreints au travail des enfants. Ils sont 37% issus des ménages où les CM sont mariés sous le régime polygamie dans le travail des enfants. Les enfants sont moins astreints au travail des enfants s'ils sont issus des ménages où les CM sont divorcés. Ils sont seulement 4% des enfants issus de ces ménages qui sont astreints au travail des enfants (figure 13).

**Figure 13: Travail des enfants à abolir et niveau d'éducation et statut matrimonial de la personne à la tête du ménage (pourcentage d'enfants travailleurs, enfants âgés de 5 à 14 ans, par niveau d'éducation et statut matrimonial du chef ou de la cheffe de ménage et par sexe**



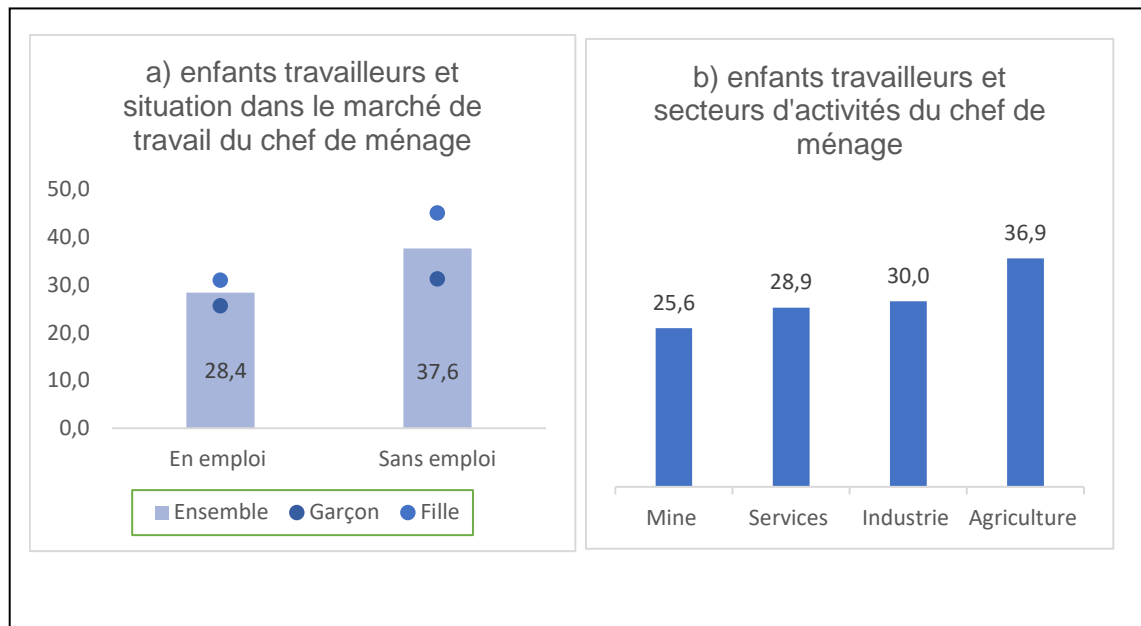
### 6.2.3 Travail des enfants à abolir selon le statut dans l'emploi du chef de ménage

Au Burkina Faso en 2022, le statut de l'emploi des CM est directement lié au statut d'activité des enfants, surtout celui des filles. En effet, 37,6% des enfants des ménages dont les CM sont sans emploi sont astreints au travail des enfants à abolir. Cette prévalence du travail des enfants est moins élevée pour les ménages où les CM ont un emploi et est de 28,4%.

### 6.2.4 Travail des enfants à abolir selon le secteur d'activité de l'occupation principale du chef de ménage

Selon la branche d'activité des CM, l'agriculture est l'occupation principale des CM qui impliquent plus leurs enfants dans le travail des enfants à abolir. En effet, 37% des enfants issus des ménages dont les CM pratiquent l'agriculture sont astreints au travail des enfants à abolir. Cette branche est suivie de celles des industries et des services (30% et 29% respectivement). Les CM qui travaillent dans les services (29%) et le secteur des mines (26%) font travailler moins les enfants (26%) comparativement à ceux exerçant dans l'agriculture et l'industrie.

**Figure 14: Travail des enfants à abolir et situation du chef ou de la cheffe de ménage sur le marché du travail (pourcentage d'enfants travailleurs, enfants âgés de 5 à 14 ans, par marché du travail et secteur d'activité du chef ou de la cheffe de ménage et par sexe)**



## **XIV. DETERMINANTS DU TRAVAIL DES ENFANTS**

---

L'évaluation des principaux corrélats du travail des enfants à abolir décrits dans la section portant sur la « Participation des enfants au travail et scolarisations » peut être poussée plus loin en examinant la relation entre le travail des enfants et une variable spécifique de l'individu, du ménage ou de la communauté, tout en gardant constants les effets des autres variables connexes. Cela permet de tirer des conclusions plus solides sur le lien entre les différentes variables de base et le travail des enfants, c'est-à-dire, sur les facteurs qui affectent ou causent le travail des enfants. Parallèlement, cela permet une plus grande confiance dans la formulation de recommandations de politiques.

### **7.1 Revue de la littérature**

Selon certains auteurs tels que Basu et Van (1998), le travail des enfants est une décision économique prise par des parents afin de survivre. D'autres comme Edmonds et Pavcnik (2006) soulignent l'importance des facteurs tels que la composition du ménage. Giang et al. (2021), montre que la chance qu'un enfant soit économiquement actif augmente avec son âge.

Concernant les facteurs sociaux économiques, le travail de Ballet et al. (2006), montre que le travail des enfants serait essentiellement expliqué soit par la pauvreté des ménages et/ou le niveau de revenu du ménage soit le niveau d'éducation de la personne à la tête du ménage. Ersado (2002) conclut également que le manque d'accès au crédit (la possibilité de s'endetter sur le marché formel), la mauvaise qualité de l'école et les possibilités du marché du travail (le niveau de chômage sur le marché du travail, la stabilité de l'emploi) jouent un rôle essentiel dans l'implication des enfants au travail.

En termes de variables sur l'accès à l'éducation, Owusu et Kwarteye, (2008) parviennent à la conclusion selon laquelle, les enfants vivant à proximité d'une école ont moins de risque d'être économiquement actif. De même, pour Akaribo, Freeman Nsoh (2022), les enfants vivant en milieu rural sont plus susceptibles de travailler que ceux vivant en milieu urbain. Plusieurs d'autres auteurs () ont montré que l'exposition du ménage au choc, l'absence aux services de base tels que l'eau potable, l'électricité, le gaz et l'absence d'une protection sociale adéquate sont autant de facteurs qui incite un ménage à pousser ses enfants au travail.

Ces éléments de littérature ont été utilisés comme guide dans le choix des variables explicatives du modèle qui se regroupent en caractéristiques de l'enfant, en caractéristiques du ménage et en caractéristiques du chef de ménage.

### **7.2 Modèle et variables**

Plusieurs modèles économétriques peuvent permettre d'appréhender les déterminants des activités des enfants. En fait, le choix de la méthode d'estimation dépend à la fois des données et de la manière dont on conçoit les processus de mise au travail et de fréquentation scolaire des enfants. Dans le cadre du présent travail, le travail des enfants a une mesure dichotomique, ce qui nous guide vers le choix de modèle à réponses qualitatives. De plus, la plupart des travaux empiriques sur le travail des enfants l'associent généralement à la scolarisation en tant que variable dépendante également. Dans la mesure où les facteurs inobservables et/ou non mesurables pouvant affecter la probabilité que l'enfant participe au travail peuvent interagir avec ceux qui affectent la probabilité pour celui-ci d'être scolarisé, il est important que nous orientions notre choix vers un modèle de type "système". La scolarité a également une mesure dichotomique dans le présent travail. Ainsi, en considérons que les possibilités de travail et de scolarisation des enfants sont des choix interdépendants nous avons opté pour un probit bivarié.

### **7.3 Résultats et discussions**



Les résultats de l'estimation donnent un Rho ( $\rho$ ) négatif et significatif au seuil de 5% (annexe 1). Il existe donc une relation inverse entre la participation des enfants aux activités économiques et leur fréquentation scolaire. Ce qui veut dire que les facteurs inobservables et non mesurables qui augmentent la probabilité que l'enfant participe au travail diminuent celle de sa scolarisation et vis-versa.

Toutes les variables relatives aux caractéristiques des enfants sont significativement associées au travail des enfants au seuil de 5%, excepté le lien de parenté avec le chef de ménage.

### **7.3.1 Effet de l'âge sur le travail des enfants**

Le coefficient de l'âge étant positif signifie que toutes choses égales par ailleurs, les enfants relativement plus âgés ont plus de risque d'être sollicités au travail que les plus jeunes. Les parents, malgré le fait qu'ils acceptent inscrire leurs enfants à l'école dès le bas âge, ont tendance à les retirer du système scolaire pour les faire travailler dès lors qu'ils estiment que ces enfants sont physiquement aptes pour être économiquement actifs (Akaribo et Freeman Nsoh ;2022). Le signe négatif du carré de l'âge de l'enfant indique que le risque de la participation de l'enfant aux activités économiques croît de moins en moins lorsque l'âge de l'enfant augmente. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait que lorsque l'enfant franchit un certain nombre d'années d'essentiellement à ses résultats scolaires potentiellement prometteurs, le risque qu'il soit retiré du système scolaire pour se consacrer au travail diminue.

### **7.3.2 Genre et travail des enfants**

Les résultats indiquent également que les filles courent un risque plus élevé de travailler que les garçons. Ces résultats expriment le fait que les filles sont largement impliquées dans la recherche de l'eau et du bois. Quant au lien de parenté avec le chef de ménage, le risque que l'enfant soit économiquement actif est plus élevé lorsqu'il ne s'agit pas d'un enfant biologique du chef de ménage. Ce lien n'est cependant pas significatif au seuil de 5%.

### **7.3.3 Effet des caractéristiques du ménage sur le travail des enfants**

En ce qui concerne les caractéristiques du ménage, la taille du ménage a un effet négatif et significatif sur le risque que les enfants du ménage soient poussés au travail. Le nombre d'enfants de 5 à 17 ans dans le ménage n'a pas d'effet significatif sur le risque qu'un enfant soit économiquement actif, au seuil de 5%. Ces résultats montrent que les ménages de grande taille sont moins enclins à inviter leurs enfants au travail. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ces ménages ont plus de chance de disposer d'un grand nombre de jeunes adultes (bras valides), réduisant ainsi la probabilité d'emploi des enfants.

Quant au niveau de vie du ménage, toutes choses égales par ailleurs, seuls les enfants des ménages très riches ont moins de risque d'être économiquement actifs par rapport aux enfants des ménages très pauvres (au seuil de 5%). Ces résultats issus de cette analyse explicative sont en partie conformes à ceux trouvés dans les analyses descriptives qui indiquent que le travail des enfants est généralement beaucoup plus fréquent chez les enfants issus de ménages à faible revenu et/ou pauvres. En effet, les ménages vulnérables sur le plan socio-économique sont plus susceptibles de devoir recourir au travail des enfants pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

Le fait qu'un ménage soit non endetté diminue le risque que ses enfants travaillent par rapport à ceux endettés. Toutes choses qui s'expliquent par le fait que les ménages peuvent être contraints de recourir au travail des enfants en vue de s'acquitter de leurs dettes. Dans certaines situations la dette du ménage peut même être associée à une servitude impliquant des enfants. Il s'agit des situations fréquentes en milieu rural au Burkina Faso. Les enfants des ménages vivant en milieu rural sont plus susceptibles d'être astreints au travail des enfants à abolir que du milieu urbain. Ce qui s'expliquerait par la rareté relative des infrastructures éducatives en milieu rural par rapport au milieu urbain (As Webbink et al.,2012).

Pour ce qui est des caractéristiques du chef de ménage, le niveau d'éducation est la seule variable significative au seuil de 5%. Ainsi, les enfants des chefs de ménage ayant un niveau de scolarisation post-primaire, secondaire supérieur sont moins susceptibles d'être astreints au travail à abolir que les enfants issus de ménage dont le chef n'a bénéficié d'aucune instruction. On relève cependant qu'il n'y a pas de différence de comportement entre les ménages dont les chefs sont de niveau primaire ou d'aucune instruction. Une explication possible de ces résultats serait que les chefs de ménage plus instruits ont une meilleure connaissance des bienfaits de l'éducation pour l'avenir de leurs enfants et/ou sont en mesure d'aider leurs enfants à exploiter le potentiel de gain acquis grâce à l'éducation.

### **7.3.4 Effet de l'âge sur la fréquentation scolaire**

La chance pour que l'enfant soit scolarisé varie avec son âge, mais l'effet quadratique négatif pourrait signifier que la déperdition scolaire augmente avec l'âge de l'enfant.

### **7.3.5 Effet des caractéristiques des ménages et scolarisation des enfants**

Les enfants du chef de ménage ont plus de chance d'être scolarisés que les autres enfants du ménage. Toutes choses égales par ailleurs, un chef de ménage préfère scolariser son enfant que celui d'une autre personne. Ce qui s'explique en partie par la rareté des ressources qui font qu'il se consacre à ses propres enfants en premier et également par le gain espéré qu'il estime plus élevé lorsqu'il s'agit de son propre enfant. Le nombre d'enfants scolarisés au sein du ménage augmente avec le nombre d'enfants vivants dans le ménage. L'explication vient du fait que le ménage, en milieu rural surtout, raisonne parfois en terme relatif en se donnant une proportion fixe d'enfants à scolariser suivant le nombre de ses enfants, ce qui naturellement augmente le nombre d'enfants scolarisés lorsque le nombre d'enfants augmente en absolue.

Les ménages de grande taille ont moins de chance d'avoir des enfants scolarisés que ceux de petite taille. Ci-dessus, il est ressorti que les ménages de grande taille sont moins enclins à inviter leurs enfants au travail, toutes choses qui devraient augmenter leurs chances de scolarisation. Le présent résultat semble être paradoxal, mais l'explication pourrait venir du fait que dans certaines situations, les enfants ne travaillent pas, mais sont orientés vers la mendicité au lieu d'être scolarisés.

Le fait que le chef de ménage ne dispose pas d'emploi a un effet négatif sur la chance de scolarisation des enfants. Ce résultat est conforme ce qui est mentionné ci-dessus.

Lorsque le ménage ne dispose pas de suffisamment de revenus, il est plus susceptible de devoir recourir au travail de ses enfants pour satisfaire ses besoins élémentaires ce qui entrave leur scolarisation. Les chefs de ménages plus âgés sont susceptibles d'envoyer leurs enfants à l'école que les plus jeunes. L'explication viendrait du fait que les chefs de ménages relativement âgés ont plus de chance de vivre ou de voir sous leurs yeux les avantages que l'on peut tirer de l'éducation.

Le chef de ménage ayant bénéficié d'une éducation est plus susceptible d'avoir des enfants scolarisés. Comme ci-dessus mentionné, cela viendrait du fait qu'il connaît les bienfaits de l'éducation. Le fait que le ménage vit en milieu rural a un effet négatif sur la chance que ses enfants soient scolarisés. Ce qui s'explique par la rareté des infrastructures scolaires et la forte chance que ces enfants soient invités au travail. Ces résultats sont conformes à plusieurs résultats antérieurs.

En somme, ces résultats sont conformes à ceux identifiés par Bamba (2023) dans le cas de la Côte d'Ivoire, Moussa et al (2015) dans le cas de l'Algérie, Akaribo, Freeman Nsoh (2022) au Ghana, Ibrahim (2022) au Nigéria et BASSE (2023) au Sénégal.

## XV. CARACTÉRISTIQUES DU TRAVAIL DES ENFANTS

Cette section présente les résultats de l'enquête sur les différentes formes du travail des enfants. Ces informations fournissent un aperçu utile des secteurs de l'économie où le travail des enfants est le plus courant. Elles constituent ainsi un point de départ essentiel pour la conception et le ciblage de programmes visant à lutter contre le travail des enfants dans des secteurs ou des professions spécifiques.

Combinées avec les heures de travail et l'exposition aux risques pour la santé et la sécurité, ces informations aident également à dresser un premier tableau de la nature du travail effectué par les enfants astreints au travail des enfants à abolir.

### 8.1 Travail des enfants à abolir (inclus la recherche de l'eau et du bois) et formes de travail

Les enfants astreints au travail des enfants sont surtout impliqués dans la production pour la consommation personnelle. Il ressort que la majorité des enfants (91,6%) de ceux astreints au travail des enfants sont impliqués dans la production pour la consommation personnelle. Ils sont 18,1% dans l'emploi et seulement 2,2% dans la formation non rémunérée (tableau 13).

Les filles qui sont dans le travail des enfants à abolir sont celles qui exercent le plus dans la production pour la consommation personnelle. Selon le milieu, l'implication des enfants dans le travail des enfants à abolir dans la production pour usage personnelle est surtout importante dans le milieu rural (93,6%).

Quant au travail des enfants à abolir dans l'emploi, il touche plus les garçons que les filles et les enfants dans la ville de Ouagadougou.

**Tableau 13 : Nombre et proportion (%) des enfants astreints au travail à abolir, selon les formes de travail, le sexe et le milieu de résidence**

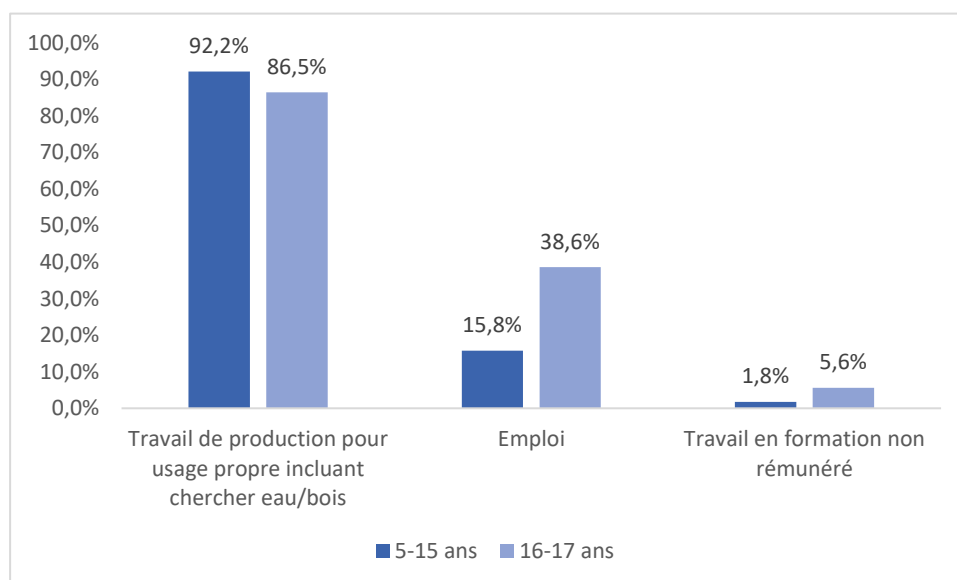
	Travail de production pour la consommation personnelle		Emploi		Travail en formation non rémunéré	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
<b>Sexe</b>						
Garçon	912138	87,9	238692	23	34 507	3,3
Fille	1215723	94,5	182349	14,2	16 085	1,3
<b>Milieu de résidence</b>						
Ouagadougou	91418	72,9	49199	39,2	1 333	1,1
Autre ville	172633	83,3	57958	28	1 401	0,7
Rural	1863809	93,6	313884	15,8	47 859	2,4
<b>Nation</b>	<b>2127861</b>	<b>91,6</b>	<b>421040</b>	<b>18,1</b>	<b>50 593</b>	<b>2,2</b>

L'analyse de la forme de travail à abolir, selon la tranche d'âge classe la production pour la consommation personnelle en tête (figure 15). Cette première forme est suivie de la forme emploi et enfin du travail en formation non rémunéré.

Les enfants les plus âgés sont les plus touchés par le travail des enfants à abolir dans la forme emploi. En effet, ils sont 38,6% pour cette catégorie d'âge et seulement 15,8% de la tranche d'âge de 5 à 15 ans à être dans le travail à abolir dans des emplois.

Enfin, le travail à abolir dans le domaine de la formation est moins dominant chez les enfants de 5-15 ans. Les prévalences sont respectivement de 5,6% et de 1,8% chez les enfants de 16-17 ans et 5-15 ans.

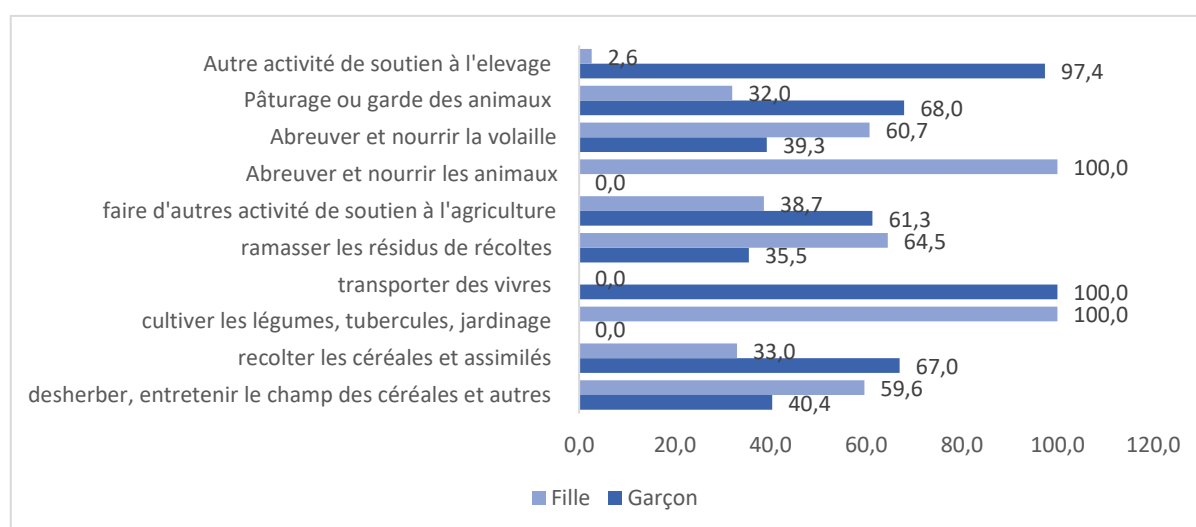
Figure 15 : Proportion (en %) des enfants astreints au travail à abolir selon les formes de travail par la tranche d'âge



## 8.2 Travail des enfants à abolir dans la production pour la consommation personnelle selon le sexe

Les activités menées par les enfants dans le cadre de la production pour la consommation personnelle sont multiples et multiformes. Ces activités concernent entre autres, le pâturage, l'abreuvement ou la garde des animaux, le ramassage des résidus de récolte, le transport des vivres, la récolte des céréales et assimilés. Alors que chez les garçons, le travail à abolir dans la production pour la consommation personnelle reste dominant dans les activités comme le pâturage et la garde des animaux, les activités de soutien à l'agriculture et à l'élevage, le transport des vivres ainsi que dans la récolte des céréales et assimilés, il ressort que chez les filles, ce sont l'abreuvement des animaux ou de la volaille, la culture maraîchère et l'entretien des champs qui prédominent (figure 16).

Figure 16 : répartition en pourcentage des enfants de 5-15 ans astreint au travail des enfants à abolir dans la production pour la consommation personnelle selon le sexe et par type d'activités



## 8.3 Travail des enfants à abolir dans l'emploi

Cette section fournit des détails supplémentaires sur la composition du travail des enfants à abolir dans l'emploi. Sur la base de la Classification Internationale Type des Industries (CITI), servant à classer l'activité économique dans la plupart des systèmes statistiques nationaux, l'emploi est ventilé en l'agriculture, l'industrie et les services.

Dans l'ensemble, les enfants astreints au travail des enfants à abolir et qui sont dans l'emploi sont plus recensés dans le secteur des services (50,2%) et dans l'agriculture (41,8%) quel que soit le sexe et le milieu de résidence (tableau 14).

Par ailleurs, le secteur des services domine dans le milieu urbain. Ce secteur concentre 86,9% des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi de Ouagadougou. Cet indicateur est de 67,7% dans les autres villes. En milieu rural, par contre, les enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi sont plus concentrés dans l'agriculture (51,3%).

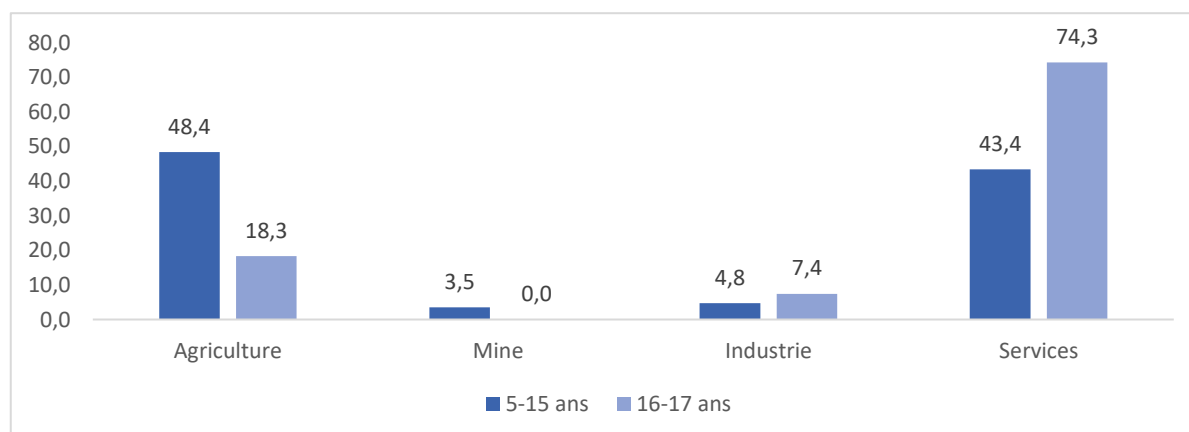
L'industrie vient en troisième position avec 5,3% des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi. Toutefois, les garçons se retrouvent plus dans les industries que les filles. Les mines viennent en dernière position avec plus de filles qui s'y travaillent.

**Tableau 14: Répartition (en %) des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi, par secteur d'activité économique selon le sexe et le milieu de résidence**

	Secteur d'activités			
	Agriculture	Mine	Industrie	Services
<b>Sexe</b>				
Garçon	38,8	2,1	9,2	49,9
Fille	45,6	3,6	0,3	50,6
<b>Milieu de résidence</b>				
Ouagadougou	5,7	3,4	3,9	86,9
Autre ville	20,8	2,4	9,2	67,7
Rural	51,3	2,7	4,9	41,2
<b>National</b>	<b>41,8</b>	<b>2,7</b>	<b>5,3</b>	<b>50,2</b>

Les enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi de 5-15 ans se retrouvent dans l'agriculture (48,4%) comme dans les services (43,4%). Par contre, leurs homologues de 16-17 ans sont pour la plupart dans le secteur des services (figure 17). Seulement, 18,3% des enfants de 16-17 ans et astreints au travail à abolir sont employés dans l'agriculture.

**Figure 17: Répartition (en %) des enfants astreints au travail des enfants à abolir dans l'emploi, par secteur d'activité économique selon l'âge**



## 8.4 Enfants impliqués dans plus d'une forme de travail à abolir

Il ressort que certains enfants travaillent dans plus d'une forme de travail à abolir dans la même semaine de référence. La forme de combinaison des formes de travail la plus récurrente est le couplage « travail à abolir dans l'emploi et celui dans la production pour consommation personnelle ». En effet, ceux qui combinent le travail à abolir dans l'emploi et dans la production pour la consommation personnelle sont estimés à 225 604 enfants et concernent tous les âges, soit près de 10% de l'ensemble des enfants astreints au travail à abolir. L'association du travail dans la production pour consommation personnelle et dans la formation non rémunérée est également un choix opté par assez bon nombre d'enfants.

Par contre, très peu d'enfants choisissent de combiner simultanément le travail dans l'emploi et celui dans la formation non rémunérée.

**Tableau 15: Nombre d'enfants impliqués dans ou moins deux formes de travail par sexe et selon la tranche d'âge**

	Sexe	Tranche d'âges			5-17 ans
		5-12 ans	13-15 ans	16-17 ans	
Travail des enfants à abolir dans l'emploi et dans la production pour la consommation personnelle	Garçon	48 754	31 420	33 285	113 459
	Fille	40 466	44 865	26 814	112 146
	<b>Total</b>	<b>89 220</b>	<b>76 285</b>	<b>60 099</b>	<b>225 604</b>
Travail des enfants à abolir dans l'emploi et dans la formation non rémunéré	Garçon	-	563	2 977	3 540
	Fille	-	-	4 558	4 558
	<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>563</b>	<b>7 535</b>	<b>8 098</b>
Travail des enfants à abolir dans la production pour consommation personnelle et dans la formation non rémunéré	Garçon	17 541	8 112	8 854	34 507
	Fille	4 535	6 993	4 558	16 086
	<b>Total</b>	<b>22 076</b>	<b>15 105</b>	<b>13 412</b>	

## 8.5 Intensité temporelle du travail des enfants

L'intensité du travail dans le cadre de l'enquête nationale sur le travail des enfants 2022 est captée par la durée hebdomadaire du travail. Il s'agit d'un indicateur de la charge de travail à laquelle l'enfant est confrontée pouvant mettre à mal son éducation.

Une analyse faite sur la base des tranches d'âge montre que cette charge de travail varie avec l'âge de l'enfant. Elle évolue de 7 heures pour les enfants de 5-12 ans à 19 heures pour les enfants ayant l'âge minimum d'admission à l'emploi, c'est-à-dire ceux de 16-17 ans.

En analysant selon le sexe, les garçons enregistrent une durée moyenne hebdomadaire de travail plus longue avec 10 heures contre 9 heures pour les filles. Une analyse faite sur la base du lieu de résidence montre que la durée moyenne du travail est plus élevée en milieu rural avec 10 heures de travail hebdomadaire.

**Tableau 16: Intensité temporelle du travail des enfants (durée hebdomadaire moyenne du travail, selon l'âge, le lieu de résidence et le sexe)**

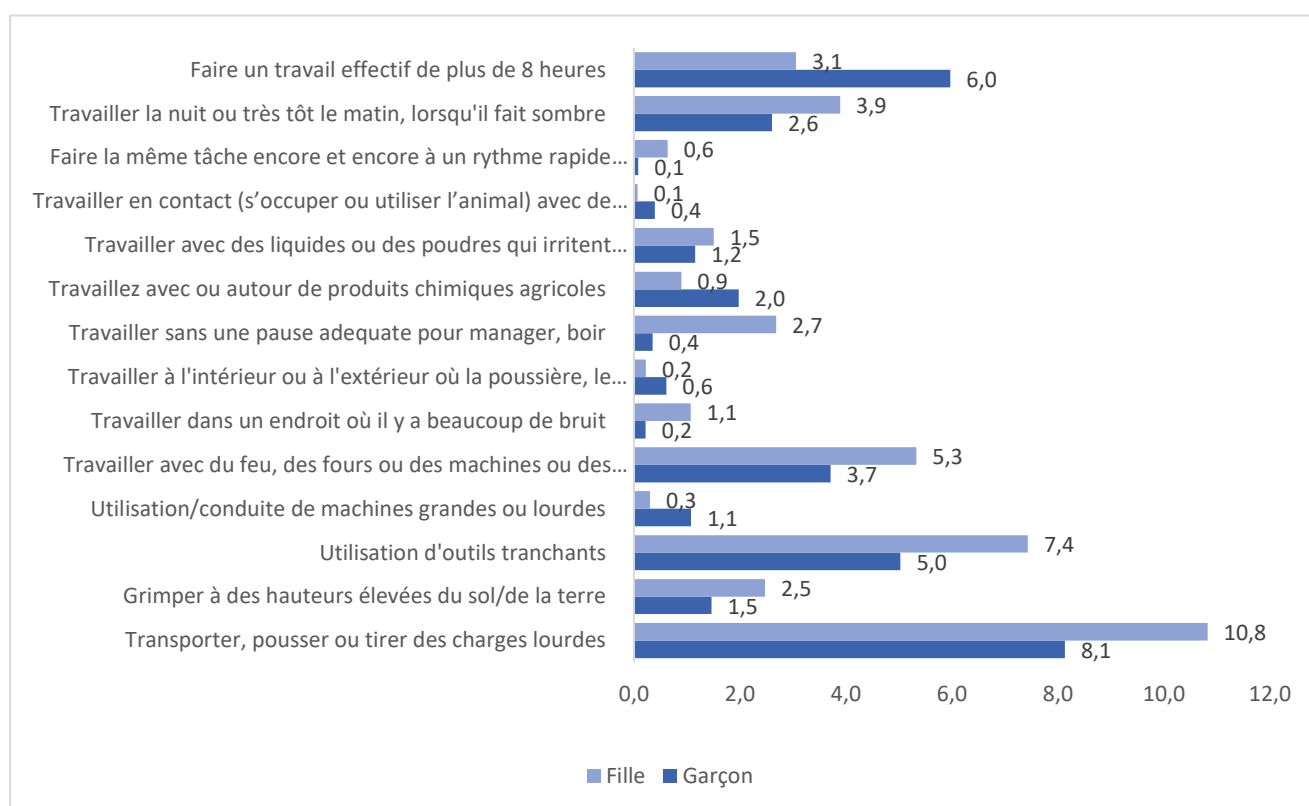
	Heures de travail hebdomadaires par tranche d'âge			
	5-12 ans	13-15 ans	16-17 ans	5-17 ans
<b>Sexe</b>				
Garçon	7,1	14,6	19,2	9,8
Fille	6,4	13,6	19,5	9,2
<b>Milieu de résidence</b>				
Ouagadougou	4,9	11,9	20,9	9,1
Autre ville	5,6	11,4	13	8,1
Rural	6,9	14,6	20,1	9,7
<b>National</b>	<b>6,7</b>	<b>14</b>	<b>19,4</b>	<b>9,5</b>

## XVI. TRAVAIL DES ENFANTS A ABOLIR ET SANTÉ

### 9.1 Exposition aux risques pour la sante et la securite au travail

Les enfants de 5-17 ans sont très vulnérables aux travaux dangereux comparativement aux adultes. Ainsi, lorsqu'ils sont soumis au travail des enfants, ils demeurent plus exposés à des risques pour la santé et la sécurité. Parmi les enfants travailleurs, 891 485 d'eux sont exposés à des risques de santé et de sécurité au travail. Par ailleurs, les filles sont plus exposées que les garçons à la plupart de ces risques, sauf pour les longues heures de travail et l'usage de produits chimiques agricoles (figure 18). Les risques les plus encourus sont : le fait de transporter, pousser ou tirer des charges lourdes, l'utilisation d'outils tranchants, le fait de travailler dans une chaleur intense ou à de longues heures (plus de 8 heures).

**Figure 18: Proportion (en %) d'enfants astreints au travail à abolir, exposés à des risques pour la santé et la sécurité au travail, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type de risque et par sexe**

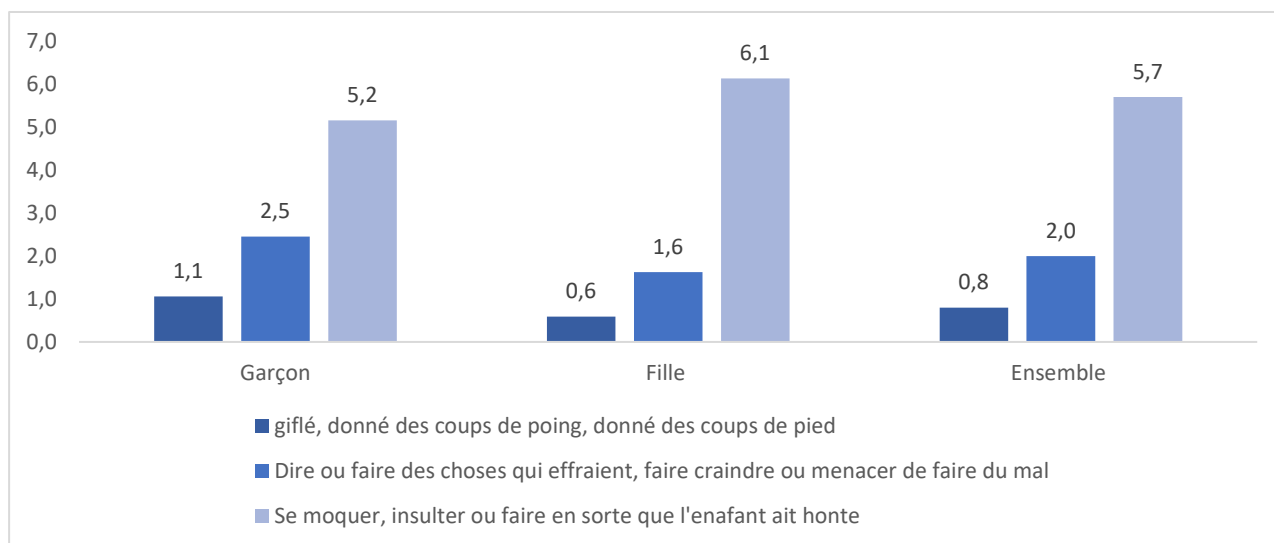


### 9.2 Exposition À la violence au travail

Les enfants astreints au travail des enfants à abolir et victimes de violence au travail sont estimés 197 414 enfants. La violence la plus couramment infligée aux enfants est de loin la moquerie ou l'insulte ou l'humiliation de l'enfant (5,7%) et ce, quel que soit le sexe. Par ailleurs, les filles (6,2%) sont plus exposées à ce type de violence comparativement aux garçons (5,2%). Toutefois, la violence physique caractérisée par la gifle, les coups de poing ou de pied sont les risques les moins encourus par les enfants (0,3%). En somme, il est relevé que les enfants seraient plus exposés aux types de violences qui touchent beaucoup plus leur dignité et leur sensibilité (figure 19).



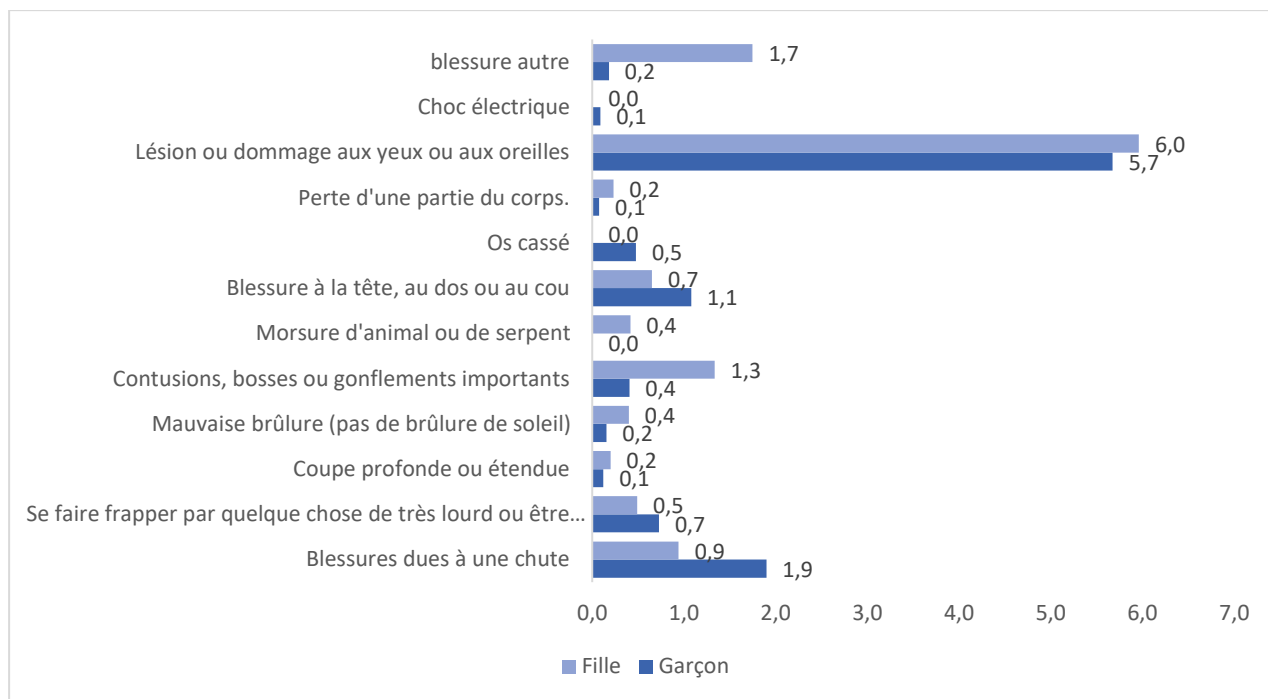
**Figure 19: Proportion (en %) d'enfants astreints au travail des enfants à abolir et exposés à la violence au travail, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type et sexe**



### 9.3 Maladies et blessures liées au travail

Les enfants astreints au travail des enfants à abolir et victimes de maladie ou de blessures au travail sont estimés 135 548 en 2022. Selon les types de maladies et blessures, il ressort que les enfants travailleurs sont plus atteints par les lésions ou dommages aux yeux ou aux oreilles quel soit le sexe. D'autres types de maladies et blessures sont spécifiques à un sexe donné. Ainsi, les filles astreintes au travail des enfants sont plus affectées par les Contusions, bosses ou gonflements importants (1,3%) que les garçons (0,4%). Par contre, les blessures dues à des chutes (1,9%) et celles reçues à la tête, au dos ou au cou (1,1%) sont spécifiques aux garçons.

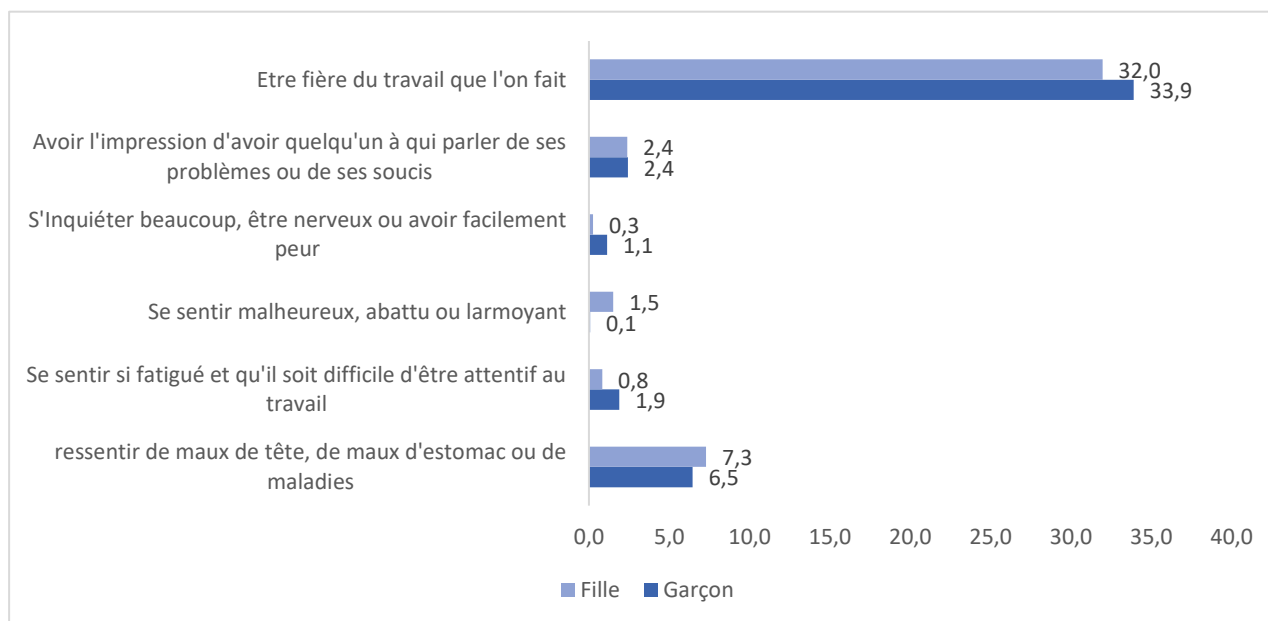
**Figure 20: proportion (en %) d'enfants ayant des épisodes de maladie ou de blessures professionnelles, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type de maladie ou de blessure et par sexe**



## 9.4 Implications psychosociales du travail des enfants

Les enfants astreints au travail des enfants à abolir et subissant des impacts psychosociaux au travail sont estimés à 762 798 et représentent 32,3% de l'ensemble des enfants astreints au travail des enfants à abolir (figure 21). Bien que la plupart de ces impacts jouent un rôle négatif sur le bien-être de l'enfant, au moins un enfant travailleur sur trois est fier du travail qu'il effectue, et ce, quel que soit le sexe. Par ailleurs, les filles (7,3%) tout comme les garçons (6,5%) ont déclaré avoir ressenti des maux de tête, d'estomac ou d'autres symptômes. Les filles sont les plus à se sentir malheureuses, abattues et larmoyantes.

**Figure 21: proportion (en %) d'enfants dans le travail des enfants à abolir subissant des impacts psychosociaux, enfants âgés de 5 à 17 ans, par type d'impact et par sexe**

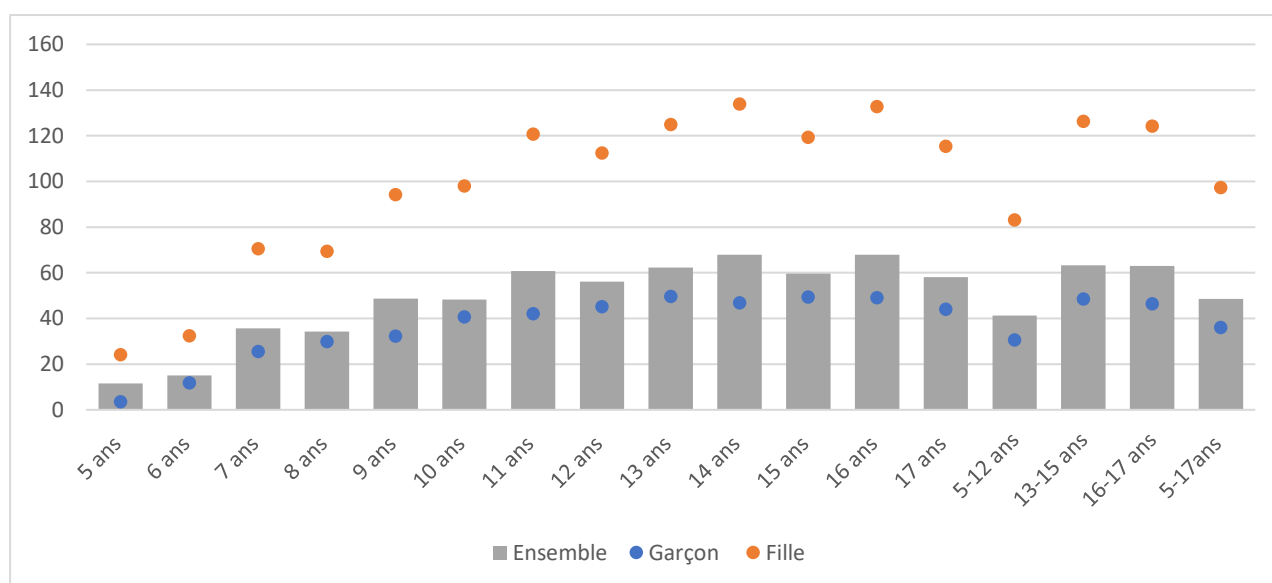


## XVII. TACHES MÉNAGÈRES

### 10.1 Participation aux tâches ménagères

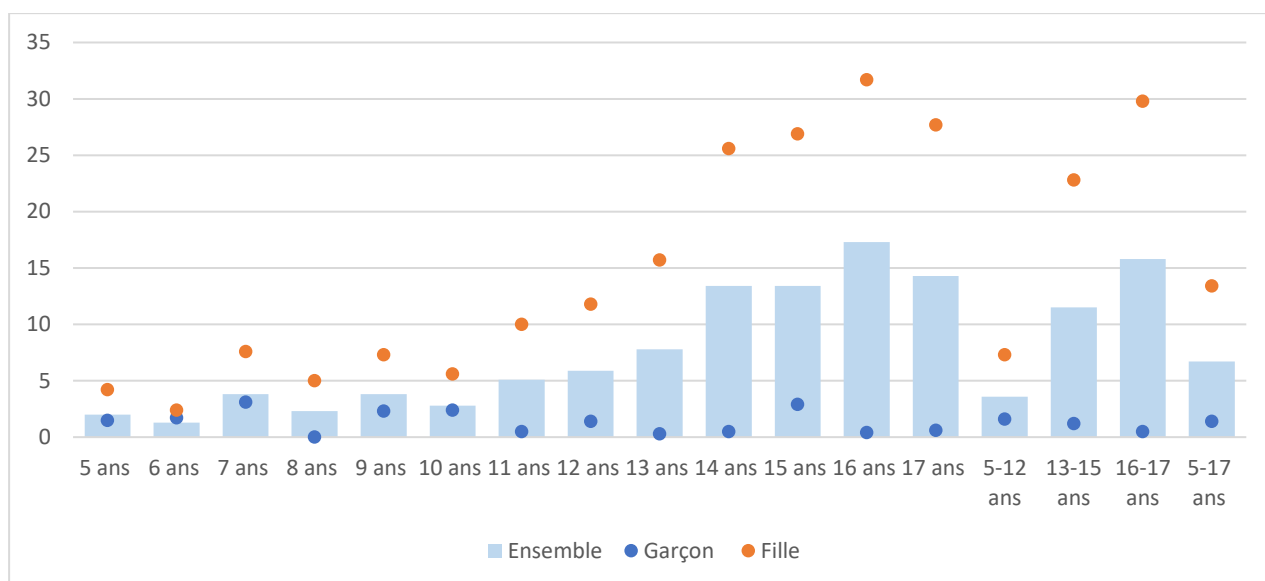
Les principales tâches ménagères effectuées par les enfants de 5 à 17 ans sont entre autres : la lessive, la vaisselle, faire le marché, la cuisine, la surveillance des enfants et l'assistance des personnes malades ou âgées. Ces activités font partie des tâches attribuées aux enfants dans le cadre de leur socialisation. Au plan national, 3 527 280 enfants de 5 à 17 ans sont impliqués dans ces tâches en 2022. La proportion des enfants astreints à des tâches ménagères croît avec l'âge. C'est surtout aux âges de 14 ans et 16 ans que les enfants sont plus impliqués dans les tâches ménagères pendant au moins 1 heure par semaine (Cf. figure 22). Aussi, quel que soit l'âge, les filles sont plus impliquées que les garçons dans les tâches ménagères.

**Figure 22: Pourcentage d'enfants effectuant des tâches ménagères, selon le seuil horaire d'au moins 1h, par âge et par sexe**



Au seuil horaire de 21 heures par semaine, il ressort que ce sont les enfants de 14 à 17 ans qui sont les plus impliqués dans les tâches ménagères de longue durée. La prévalence la plus élevée est observée chez les enfants de 16 ans (17,3%). Tout comme au seuil d'une heure par semaine, à tous les âges, les filles consacrent plus d'heures dans les tâches ménagères que les garçons (Cf. figure 23). Au seuil de 21 heures, les garçons se retrouvent très peu dans les tâches ménagères, quel que soit l'âge.

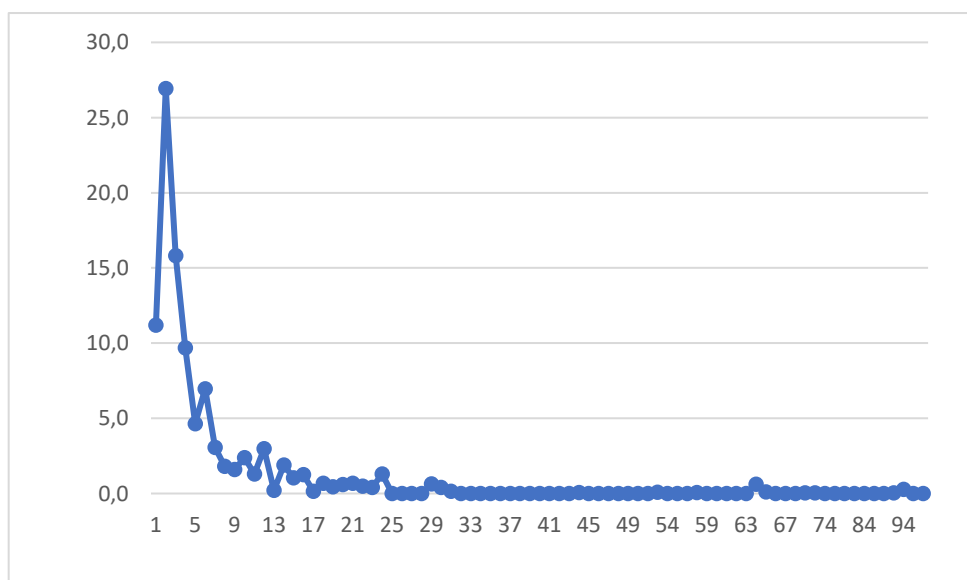
**Figure 23: Pourcentage d'enfants effectuant des tâches ménagères, selon le seuil horaire d'au moins 21h, par âge et par sexe**

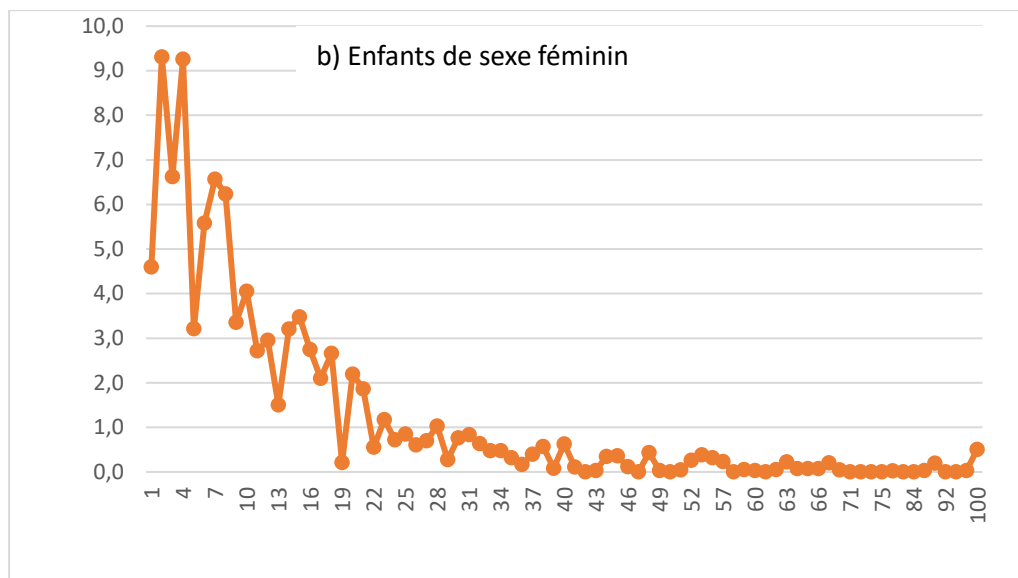


## 10.2 Répartition des heures de travail

L'intensité du travail des enfants est saisie à travers le nombre d'heures de travail par semaine. Elle traduit la charge de travail auquel les enfants sont confrontés. En effet, la proportion des filles âgées de 5 à 15 ans effectuant des tâches ménagères baisse quand le nombre d'heures consacrées à ces tâches augmente. La même tendance s'observe chez les enfants de sexe opposé du même groupe d'âge. La baisse est plus lente chez les filles que chez les garçons (Cf. figure 24). De cette analyse, il est admis que les filles passent beaucoup plus de temps dans les tâches ménagères que les garçons.

**Figure 24 : Répartition (en %) des enfants âgés de 5 à 15 ans effectuant des tâches ménagères, par nombre d'heures hebdomadaires consacrées aux tâches ménagères et par sexe**

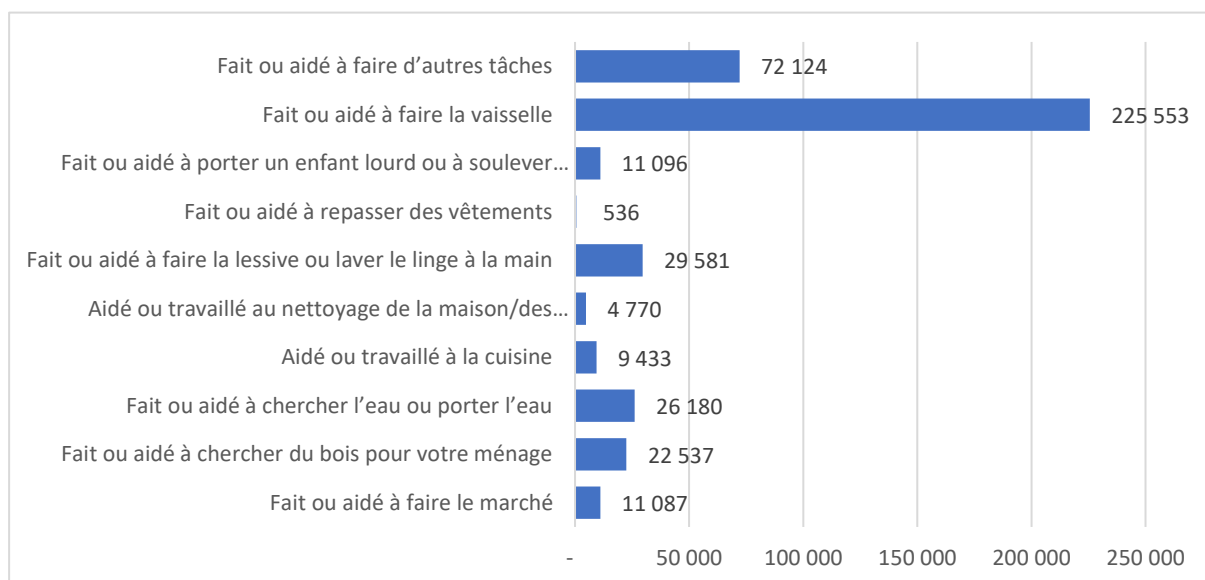




### 10.3 Types de tâches ménagères

Les filles âgées de 5 à 15 ans participent à plusieurs types de tâches ménagères dont le type le plus effectué est de « faire ou aider à faire la vaisselle ». Cette tâche ménagère occupe la majorité de temps des fillettes. Elle est suivie par les autres types de tâches que sont la recherche de l'eau et la recherche du bois de chauffe pour le ménage (Cf. figure 25).

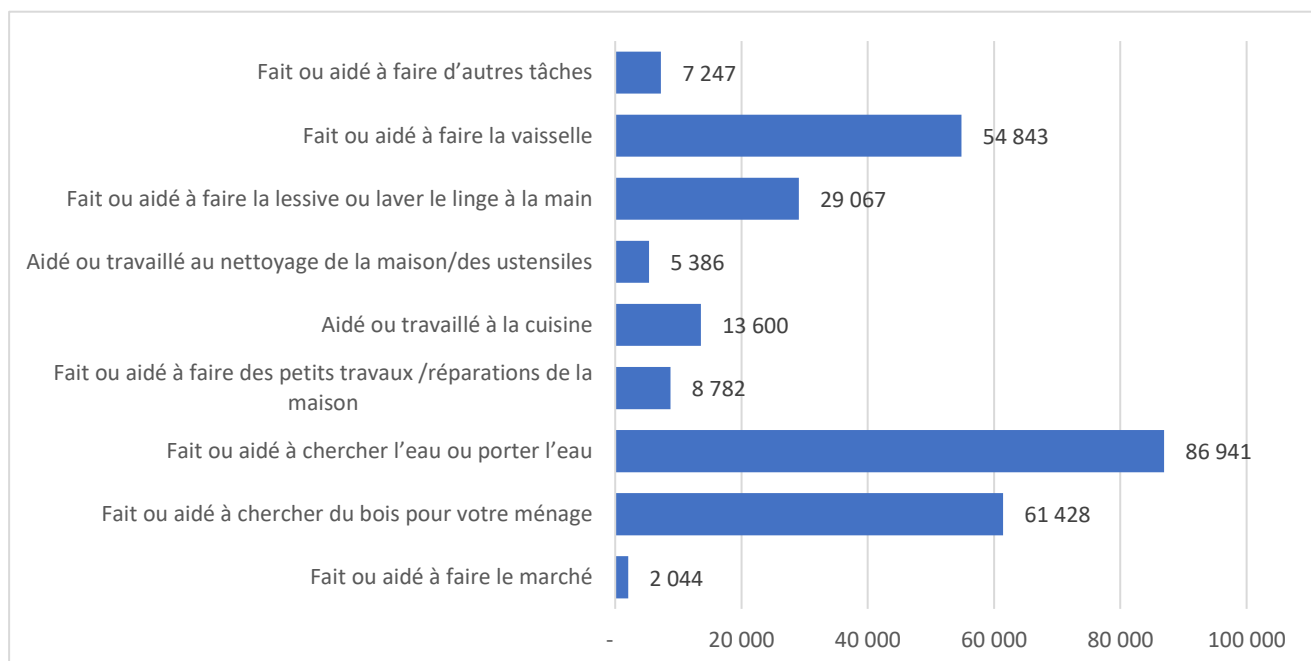
**Figure 25 : Nombre d'enfants effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine, filles âgées de 5 à 15 ans, par type de tâche**



Au seuil de 21 heures, l'ordre de classement des tâches ménagères change. Les principales tâches ménagères effectuées chez les garçons de 5 à 15 ans sont la recherche de l'eau, la recherche du bois de chauffe pour le ménage, la vaisselle et la lessive ou lavage du linge (Cf. figure 26).

En somme, les stéréotypes de genre influencent la répartition des tâches ménagères, où les filles sont souvent assignées à la vaisselle tandis que les garçons sont chargés de trouver de l'eau ou du bois de chauffe. Il est crucial de remettre en question ces attentes et de favoriser l'égalité des sexes dès l'enfance pour construire une société plus équitable.

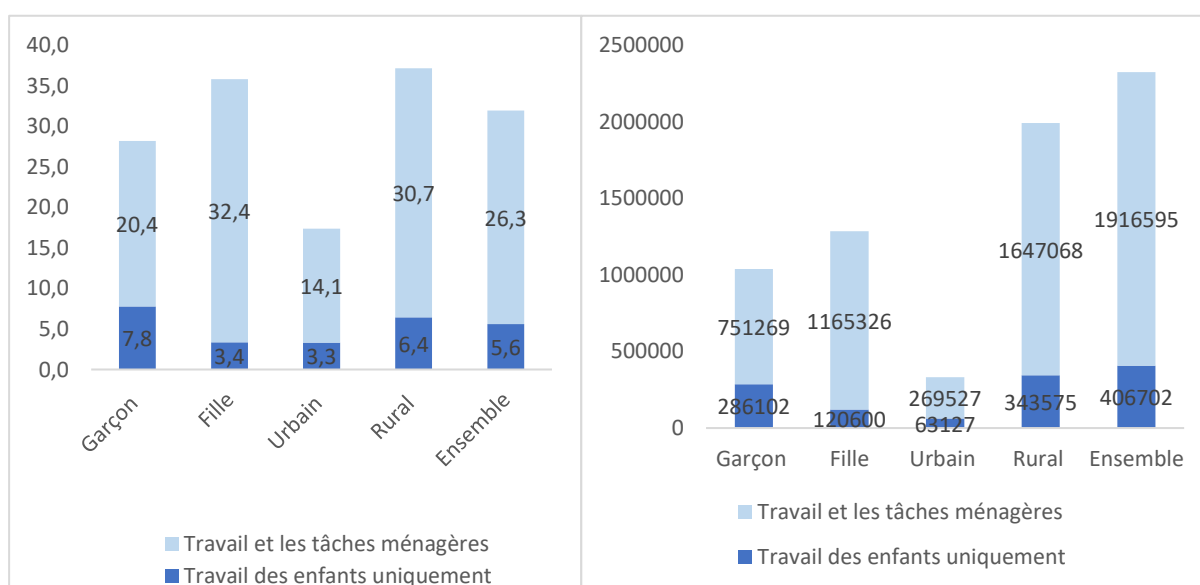
**Figure 26 : Nombre d'enfants effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine, garçons âgés de 5 à 15 ans, par type de tâche**



## 10.4 Implication des enfants dans le travail et les tâches ménagères

En plus de la nécessité d'abolir le travail des enfants, certains enfants sont également impliqués dans les tâches ménagères. Les filles ont tendance à être plus impliquées que les garçons, tant dans le travail des enfants à abolir exclusivement que dans une combinaison de ce travail et des tâches ménagères. De plus, dans les zones rurales, les proportions d'enfants confrontés au travail des enfants à abolir, ainsi que ceux impliqués à la fois dans ces tâches et les tâches ménagères, sont plus élevées que dans les zones urbaines (Cf. figure 27).

**Figure 27 : Pourcentage et nombre d'enfants selon la participation aux tâches ménagères, par sexe et milieu de résidence**

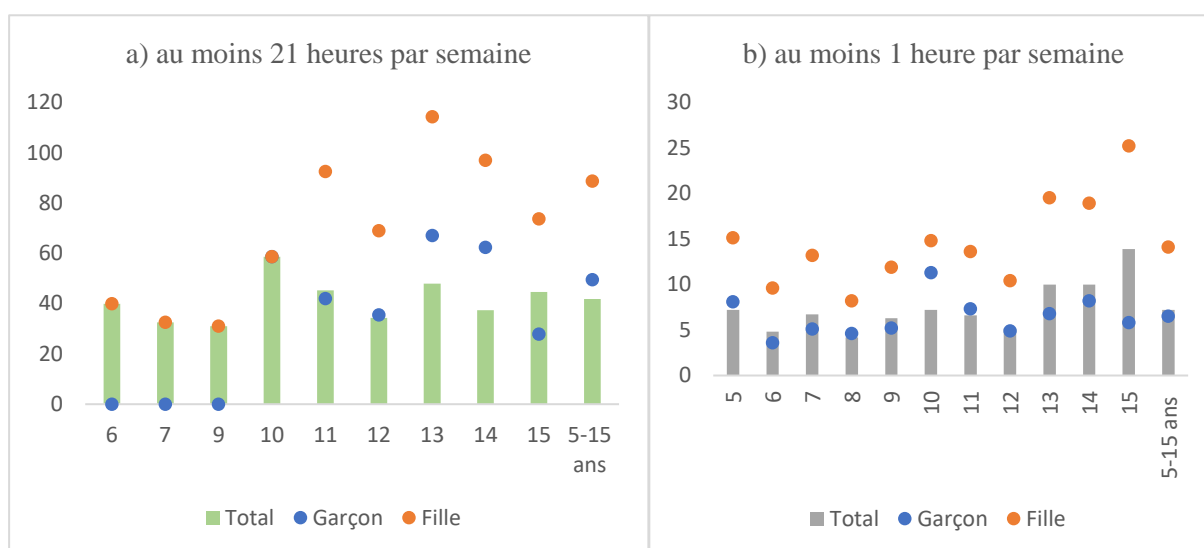


## 10.5 Temps total consacré au travail des enfants et aux tâches ménagères

La participation des enfants âgés de 5 à 15 ans aux tâches ménagères varie considérablement en fonction du nombre d'heures de travail par semaine. Pour les enfants qui passent au moins une (01) heure dans les tâches ménagères, ce qui ressort particulièrement, c'est que tous les enfants de cette tranche d'âge consacrent en moyenne moins de 14 heures par semaine à ces tâches, indépendamment de leur sexe.

Les enfants ayant passé au moins 21 heures par semaine à exécuter des tâches ménagères comme aller chercher eau/bois sont de profil féminin. Quel que soit l'âge, le temps moyen passé par les filles dans les tâches ménagères est supérieur à celui des garçons. Le niveau d'implication dans les tâches ménagères varie aussi selon la tranche d'âge. Ainsi, les enfants dont l'âge est compris entre 6 à 12 ans sont moins impliqués. Par contre, les enfants de 13 et 15 ans sont ceux qui passent plus de temps à effectuer des tâches ménagères.

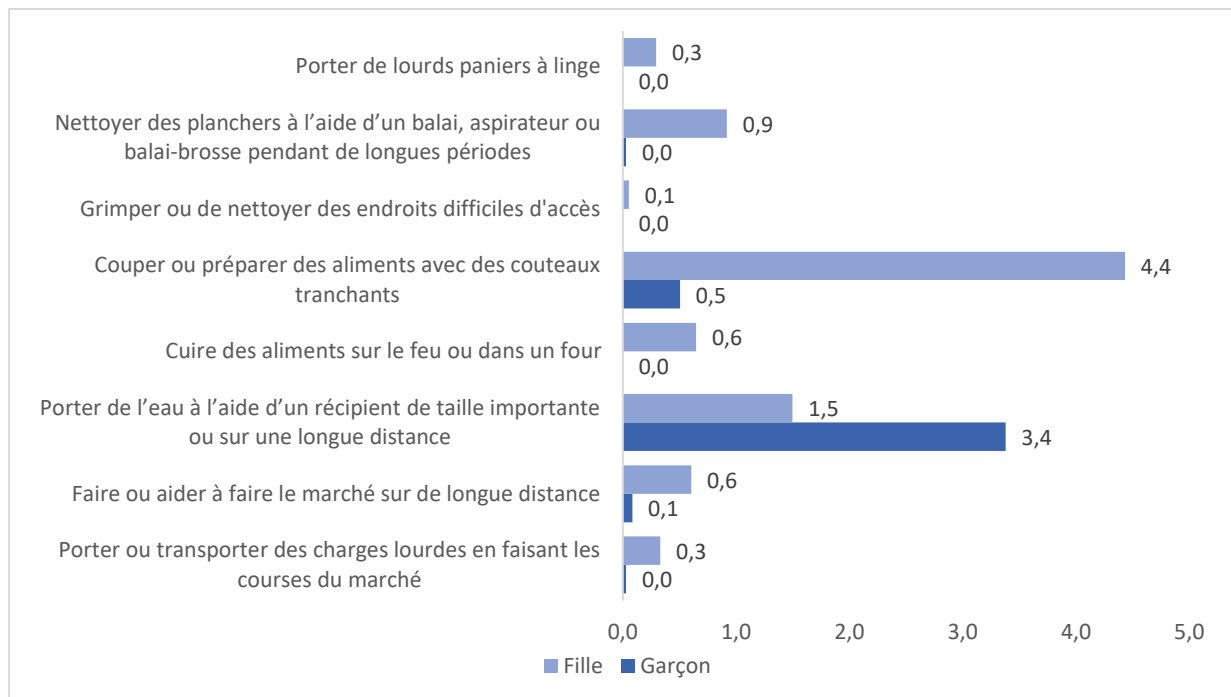
**Figure 28:Heures de travail hebdomadaires moyennes des enfants âgés de 5 à 15 ans, par âge et par sexe**



## 10.6 Tâches ménagères de nature potentiellement dangereuse

Les tâches ménagères, de nature potentiellement dangereuse, sont accomplies à la fois par les filles et par les garçons âgés de 5 à 15 ans. Cependant, un pourcentage plus élevé de filles (8,8%) que de garçons (4,0%) est concerné par ces tâches dangereuses. Le fait de couper des aliments avec des couteaux tranchants ou préparer des repas est la tâche ménagère dangereuse la plus fréquemment effectuée par les filles (Cf. figure 29). Par contre, chez les garçons c'est le fait de porter de l'eau dans des récipients volumineux ou sur de longues distances qui les expose proportionnellement davantage à des risques. Les autres types de tâches ménagères dangereuses ne sont effectués que par les filles.

**Figure 29 : pourcentage des enfants de 5 à 15 ans effectuant des tâches ménagères pendant au moins 21 heures par semaine et effectuant des tâches de nature potentiellement dangereuse selon le type de tâche potentiellement dangereuse et le sexe**





## **XVIII. CARTOGRAPHIE DES EFFORTS ACTUELS CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS**

---

Dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants, le gouvernement du Burkina Faso en plus du renforcement du cadre juridique a consenti d'énormes efforts dans la mise en œuvre de politiques et programmes grâce à l'appui de ses partenaires au développement.

Ces politiques et stratégies ont contribué de façon directe ou indirecte à lutter contre le travail des enfants. Pour celles qui ont contribué directement à l'élimination du phénomène, la synthèse des actions se présentent comme suit :

La volonté du pays de lutter contre les Pires Formes de Travail des Enfants (PFTE) s'est matérialisée par l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'Actions National 2011-2015. L'objectif de ce plan a été de réduire l'incidence du travail des enfants d'ici à 2015, à travers l'adoption de mesures et la mise en œuvre d'actions politiques, sociales, économiques et institutionnelles pour l'éradication de toutes les pires formes de travail des enfants.

En termes de résultats, sa mise en œuvre a permis de relever d'importants acquis notamment :

- la sensibilisation de dix-sept (17) structures sur l'intégration de la lutte contre les PFTE dans les politiques sectorielles ;
- la formation de 52 points focaux des membres des brigades régionales de protection de l'enfant (BRPE) et des services de sécurité sur le travail des enfants ;
- la construction et l'équipement d'un (1) centre de transit ;
- la construction et l'équipement de quatre (4) centres d'écoute et d'accompagnement juridique et judiciaire ;
- l'équipement d'un (1) centre de prise en charge ;
- la mise en place de fonds spéciaux d'une valeur de 12 460 000 pour la prise en charge des cas d'urgence ;
- la dénonciation de sept mille neuf cent quatorze (7 914) cas de violences faites aux enfants ;
- Deux mille six (2006) enfants victimes de violences ont été secourus ;
- la prise en charge de 13 138 enfants victimes des PFTE ;
- la sensibilisation de 53 044 personnes sur le droit à l'éducation des enfants, le mariage précoce et les violences en milieu scolaire ;
- la formation et l'installation de 4 582 enfants victimes de PFTE ;
- l'appui à 368 241 ménages pour l'accès aux microcrédits pour des AGR ;
- l'octroi de 120 785 charrues aux ménages vulnérables ;
- l'accompagnement technique de 93 350 producteurs de ménages vulnérables dans leur production agricole ;
- la distribution de 34 623 kits scolaires aux enfants issus de ménages pauvres ;
- 42 927 bourses scolaires ont été distribuées aux enfants issus de ménages pauvres.

A la fin de la mise en œuvre du plan d'actions 2011-2015, le Burkina Faso s'est doté d'une Stratégie Nationale 2019-2023 de lutte contre les PFTE (SN/PFTE). L'objectif reste le même c'est-à-dire, réduire d'une part, la prévalence des enfants impliqués dans les activités économiques de 41,1% en 2006 à 20% en 2023 et d'autre part l'incidence des formes dangereuses du travail des enfants de 35,8% en 2006 à 25% en 2023. Au terme de la mise en œuvre de ladite stratégie, les acquis suivants sont notés :

- la sensibilisation de plus de 197 000 personnes sur le travail des enfants;
- le renforcement des capacités de plus de 1000 acteurs de la lutte (ICT, juges, travailleurs sociaux, membres RCPE...);
- le contrôle de plus 1 109 lieux à fort potentiel de main d'œuvre enfantine;

- la normalisation de 658 écoles ;
- la construction et l'équipement de 290 salles de classes pour la résorption de classes sous paillotes ;
- la construction et l'équipement de 05 centres de formation technique et professionnelle;
- l'octroi de bourses scolaires et de formation professionnelle à 238 660 enfants démunis;
- le parrainage de 3 966 enfants issus de familles démunis;
- la dotation de kits scolaires à 91 000;
- la distribution de Cash à 210 582 ménages vulnérables;
- la formation de 3 638 ménages vulnérables en techniques de productions agricoles;
- la mise en place de 209 CCPE (Cellules Communautaires de Protection de l'Enfance);
- la prise en charge psychosociale et sanitaire de 14 786 enfants retirés des PFTE;
- la délivrance de 12 036 extraits de naissance aux enfants victimes de PFTE;
- le développement d'une application de surveillance de travail des enfants;
- le renforcement des capacités opérationnelles de l'administration du travail.

En dehors des politiques directes, d'autres politiques agissent indirectement sur le phénomène. Parmi elles, on note le Cadre d'Orientation Stratégique pour la Promotion de l'Enfant (COSPE) 2008-2017. La mise en œuvre de son premier et unique plan d'actions (PAN enfance 2008-2012) a permis de relever d'importants acquis :

- le renforcement des actions d'information et de sensibilisation des populations sur les droits et les devoirs des enfants ;
- le renforcement des capacités d'accueil des centres d'éducation spécialisée;
- le renforcement de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux enfants, le mariage d'enfants, les MGF, etc. ;
- l'amélioration de la prise en charge juridique et sociale des enfants en conflit avec la loi;
- l'amélioration de l'accès des enfants aux services sociaux de base.

La pauvreté et la vulnérabilité des ménages constituent un facteur domestique déterminant du travail des enfants d'après les résultats de l'enquête. Pour répondre à ce défi, le Burkina Faso s'est doté du projet « filets sociaux » avec l'accompagnement de la Banque mondiale. L'objectif est d'accroître l'accès des ménages pauvres et des personnes vulnérables aux filets sociaux et d'établir les fondements d'un système adaptatif de filets sociaux au Burkina Faso. Le projet effectue des transferts monétaires réguliers et des réponses aux chocs auxquels sont ou peuvent être confrontés les populations. Il a touché plus de 1 374 565 bénéficiaires directs.

Dans le domaine de promotion du genre, la Politique Nationale Genre (PNG) 2009-2019 a été adoptée. Cette politique avait pour objectif général de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes dans le respect de leurs droits fondamentaux. Ces actions ont contribué indirectement à réduire la prévalence du travail dangereux chez les enfants, surtout chez les filles. Sa mise en œuvre a permis de relever d'importants acquis dans les domaines de santé maternelle et enfant et de l'éducation. Dans le

domaine de la santé, la mise en œuvre de cette politique a permis de réduire la mortalité maternelle<sup>2</sup> par l'amélioration de la couverture des services en santé maternelle. Cette amélioration s'est renforcée avec la gratuité des soins chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. En effet en 2017, plus de 3,5 millions d'enfants de moins de cinq ans et 981 607 femmes enceintes avaient bénéficié de soins gratuits (Unicef 2017) au Burkina Faso. En ce qui concerne l'éducation, elle a contribué à la réduction de la disparité entre filles et garçons dans l'accès à l'école primaire à partir de 2009<sup>3</sup>.

Les priorités en matière d'élimination du travail des enfants sont portées par plusieurs politiques en cours.

Parmi ces politiques, il y a la Politique Sectorielle Travail-Emploi-Protection Sociale (TEPS) 2018-2027. Elle a pour objectif de promouvoir l'emploi productif, le travail décent et la protection sociale au profit de l'ensemble des citoyennes et citoyens du Burkina Faso. Les impacts suivants sont attendus de la mise en œuvre de cette politique : (i) l'emploi productif et le travail décent sont promus, (ii) la part du secteur privé à la création d'emplois productifs et décents est améliorée, (iii) la protection sociale est garantie à tous et (iv) les inégalités sociales et de genre sont réduites et la femme est promue comme acteur dynamique du développement. Les impacts 3 et 4 tiennent compte de la protection des enfants notamment, les filles dans le cadre du travail.

- ✓ Dans le domaine spécifique de l'Éducation, le Plan Sectorielle Éducation et formation (PSEF) 2017-2030 est adoptée. Il repose sur l'orientation stratégique suivante : « Accroissement de l'offre et amélioration de la qualité de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation, en adéquation avec les besoins de transformation de l'économie. La mise en œuvre de ce plan permettra de maintenir longtemps les enfants à l'école et d'éviter qu'ils se retrouvent sur le marché du travail.
- ✓ Dans le contexte sécuritaire, la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence 2019-2024 a été adoptée. Son but est de fournir à l'horizon 2024 une éducation équitable, inclusive et de qualité dans laquelle les activités d'enseignement et d'apprentissage se déroulent dans un environnement sain et protégé pour tous les enfants dans les zones à risque et affectées par les crises, avec le soutien et l'accompagnement d'une communauté résiliente.
- ✓
- ✓ La protection de l'enfant est spécifiquement abordée par la Stratégie de protection de l'enfance 2020-2024. La vision de cette politique est qu'à l'horizon 2024, le Burkina Faso dispose d'un environnement institutionnel, communautaire et familial renforcé qui assure une protection efficace des enfants.
- ✓
- ✓ La pauvreté et la vulnérabilité des populations en tant que facteur aggravant le travail chez les enfants est traité dans la Stratégie de développement rural (SDR) 2016-2025. L'objectif global de la SDR est de contribuer de manière durable à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à une croissance économique forte et à la réduction de la pauvreté.
- ✓
- ✓ La Politique Sectorielle Production Agro-sylvo-pastorale 2019-2028 : cette politique a pour objectif d'accroître la productivité et la production ASP et réduire les pertes à la récolte et post-récoltes.
- ✓
- ✓ Au-delà des politiques, des projets et programmes ont été mis en œuvre dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants. Il s'agit entre autres :

---

<sup>2</sup> 417 en 2009 à 371 décès pour chaque 100.000 naissances vivantes en 2015 selon l'OMS

<sup>3</sup> L'index de parité entre les sexes est passé de 0,89 à 0,98 pour le taux brut de scolarisation et de 0,92 à 0,98 pour le taux net

- le projet CLEAR Coton qui vise à combattre le travail des enfants et le travail forcé dans les chaînes de valeur du coton, du textile et de l'habillement cofinancé par l'UE et mis en œuvre avec la FAO et l'OIT qui a pris fin en février 2023;
- le projet « country level engagement and assistance to reduce child labour ; Clear II » qui vise à soutenir les efforts et les actions du Burkina Faso à réduire les PFTE mis en œuvre par l'ONG WINROCK international ;
- etc.

## **XIX. CONCLUSION GENERALE ET RECCOMENDATIONS**

---

Cette étude sur le travail des enfants réalisée au dernier trimestre de 2022 est issue d'activités collaboratives entre l'INSD, le Ministère en charge du travail, le BIT, l'UNICEF ainsi que d'autres acteurs engagés dans la lutte contre le travail des enfants. La difficulté majeure dans la réalisation de cette étude a été celle liée à l'insécurité qui a eu un impact sur la méthodologie et la collecte des données sur le terrain.

Les résultats obtenus malgré cette difficulté démontrent non seulement l'importance d'une telle collaboration, mais également celle de l'utilisation de méthodes combinées.

En ce qui concerne les méthodes utilisées, la revue des cadres juridiques et programmatiques au Burkina Faso sur la lutte contre le travail des enfants ainsi que l'application du test cognitif, se sont révélées novatrices et méritent d'être capitalisées pour les études ultérieures. La première a permis de produire des résultats cohérents avec le contexte national, tandis que la deuxième a abouti à des résultats fiables basés sur des déclarations authentiques des interviewés eux-mêmes. Ainsi, le biais d'observation a été réduit au minimum, ce qui aurait pu être problématique sans la mise en place du test cognitif. En effet, un tiers des questions aurait pu être affectées par ce biais en raison de leur mauvaise compréhension ou d'autres difficultés.

La recension des différents textes et politiques a permis également de mettre en lumière les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre le travail des enfants. Ces efforts ont contribué à réduire la prévalence du phénomène ces deux dernières décennies.

A travers des statistiques descriptives et analyses bivariées et multivariées, cette étude met en exergue l'ampleur du travail des enfants à abolir au Burkina et le rôle des caractéristiques individuelles et familiales ayant une corrélation avec, le lien entre le travail des enfants et la scolarisation et avec la santé.

De prime à bord, la baisse du travail à abolir reste perceptible même si le phénomène demeure élevé. La baisse escomptée par le PNDES n'a pas été atteinte, mais ce résultat reste néanmoins encourageant. Toutefois, plus de trois enfants sur dix sont astreints au travail des enfants. Par ailleurs, l'incidence du phénomène est plus forte parmi les filles que parmi les garçons et en milieu rural qu'en milieu urbain.

Les enfants des ménages très riches et des ménages non endetté ont moins de risque d'être astreints au travail des enfants. Enfin, les enfants des chefs de ménage ayant un niveau de scolarisation post-primaire, secondaire supérieur sont moins susceptibles d'être astreints au travail à abolir.

Outre la difficulté des conditions socio-économiques, les valeurs traditionnelles des familles pèsent sur le devenir des enfants, souvent au détriment des filles qui se retrouvent massivement impliquées dans la recherche de l'eau et du bois.

L'analyse des politiques et le dialogue parmi les acteurs clés dans la lutte contre le travail des enfants sur la base des résultats de l'enquête permettent de formuler un certain nombre de recommandations et d'identifier des actions prioritaires qui s'attaquent aux déterminants du travail des enfants, qui sont résumés dans le tableau suivant.

RÉSULTATS	ANALYSE	ACTIONS PRIORITAIRES	ACTEURS DE MISE EN ŒUVRE	ÉCHÉANCE
Malgré les politiques et stratégie de lutte contre le travail des enfants, le taux d'enfants au travail s'est réduit légèrement, 40,3% en 2022 contre 41,1% au 2006.	Les résultats montrent la nécessité d'évaluer régulièrement les politiques et les programmes, afin d'adapter les actions de lutte.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-développer une stratégie de mobilisation des ressources pour élaborer et évaluer les politiques de lutte contre le travail des enfants</li> <li>-évaluer la SN/PFTE</li> <li>-élaborer un nouveau référentiel de lutte contre le travail des enfants</li> <li>- tenir dans la régularité les enquêtes sur le travail des enfants (chaque 5 ans) et mener des études sectorielles périodiques sur le travail des enfants afin de mettre en place un système de suivi permanent des indicateurs du travail des enfants</li> </ul>	Ministère en charge de la fonction publique/Partenaires.	Fin 2024
31,9% des enfants de 5 à 17 ans sont astreints au travail des enfants. Pire l'ampleur de ce phénomène est plus élevée chez les enfants de 5 à 12 ans. 18,6 % des enfants de 5 à 17 sont astreints aux travaux dangereux.	Une solide législation nationale sur le travail des enfants est la base fondamentale de toute action ; toutefois, elle n'a aucune signification si elle n'est pas appliquée. Les mécanismes d'application doivent donc être revus et leur financement doit être garantie.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer l'application de l'arrêté ministériel 2023/095/MFPTPS/SG/DCPS portant la dérogation à l'âge minimum d'admission à l'emploi et fixer des conditions et modalités d'exercice des travaux légers</li> <li>- Accentuer le contrôle de l'application de la législation du travail des enfants.</li> <li>- Finaliser et opérationnaliser l'application du système de surveillance du travail des enfants (KOLG-KAMBA) et impliquer les autorités coutumières, CVD, autorités administratives, dans la lutte contre le phénomène.</li> </ul>	Ministères en charge de la fonction publique et administration territoriales/ Partenaires.	permanent
Selon le sexe, les filles sont plus astreintes au travail des enfants soit 44,4% contre 36,4% des garçons.	<p>Du fait des pesanteurs sociales (astreinte à la recherche d'eau et de bois), de la vulnérabilité des filles face aux chocs sociaux les filles sont nombreuses à être exposées au phénomène. D'où la nécessité d'adopter des programmes spécifiques à l'endroit de la jeune fille (octroi de bourses, construction de latrines adaptées, amélioration des conditions de vie des ménages etc.)</p> <p>Amélioration des conditions de vie des ménages (systèmes d'adduction d'eau potable, énergie biomasse)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-mettre l'accent sur les programmes de lutte contre le travail des enfants en faveur des filles et mettre en œuvre des programmes spécifiques à l'endroit de la jeune fille</li> <li>- Amélioration des conditions de vie des ménages (systèmes d'adduction d'eau potable, énergie biomasse)</li> </ul>	Gouvernement et partenaires techniques et financiers.	Permanant.
Les enfants sont plus exposés au travail en milieu rural (5/10) plus qu'en milieu urbain (3/10) et la majorité	Une économie très agricole, le secteur primaire, en déclin, est essentiellement de type « exploitation familiale ». Dans une telle conjoncture, bien des parents	Prendre le travail des enfants en compte dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité	Gouvernement et partenaires.	Permanent

(91.6%) des enfants astreints au travail des enfants sont impliqués dans la production pour la consommation personnelle.	ne se voient plus capables de subvenir aux besoins de leur enfants. Le travail de ces derniers peut alors devenir une stratégie de survie pour les ménages.  Renforcer le système de protection sociale et l'adapter aux situations de conflits, catastrophes naturelles et autres crises peut réduire le travail des enfants et faciliter la scolarisation.	<i>de ménages, y inclus la Politique Sectorielle Travail-Emploi-Protection Sociale (TEPS), la stratégie de développement rural (SDR) 2016-2025 et la Politique sectorielle production agro-sylvo-pastorale 2019-2028</i>  <i>Mettre en place un mécanisme de résilience des populations rurales face aux chocs (l'insécurité, conflit) et améliorer les conditions de vie des ménages en milieu rural à travers des AGR</i>  <i>Vulgariser et sensibiliser les parents d'enfants en milieu rural sur les textes juridiques en matière de travail des enfants (décrets sur les travaux légers, dangereux, ...) à travers les organisations paysannes</i>		
Les secteurs de l'agriculture et des services sont les secteurs à fort potentialité de travail des enfants soit un taux de 98,6%		<i>Mettre en place un système de surveillance du travail des enfants dans les secteurs de l'agriculture et des services</i>	<i>MFPTPS/Partenaires</i>	<i>Fin 2025</i>
<i>Les chocs subis par les ménages y inclus les conflits internes, et le statut d'emplois des CM influent sur le travail des enfants,</i>		<i>-Entreprendre une politique de protection sociale élargie aux couches défavorisées, renforçant la CNAMU et mettant en œuvre l'AMU</i> <i>-mener une étude de l'impact de la crise sécuritaire sur le travail des enfants</i>		
Faible taux de fréquentation scolaire est estimé à 69,2% pour l'ensemble des enfants	La scolarisation est un facteur déterminant dans la réduction du travail des enfants et la capacité d'accueil du système en termes d'infrastructures reste faible, d'où l'importance d'assurer efficacement la mesure de gratuité de la scolarité afin que les enfants, quel que soit leur milieu de vie puisse fréquenter les écoles.	<i>- Assurer la mise en œuvre du Plan Sectorielle Education et formation 2017-2030 et de la stratégie nationale de l'éducation en situation d'urgence 2020-2024</i> <i>-Assurer efficacement la mesure de gratuité de la scolarité</i> <i>- Revoir le système scolaire de sorte à intégrer l'apprentissage des métiers</i> <i>- investir dans les infrastructures scolaires (bâtiments et routes).</i> <i>- Vulgariser les cantines dans les écoles</i>	<i>Ministère en charge de l'éducation en collaboration avec le ministère des finances &amp; ministère en charge de l'emploi.</i>	<i>Permanent</i>
<i>18,2% des enfants sont oisifs cad ne sont ni dans les systèmes scolaire ni dans l'activité économique.</i>		<i>-Renforcer les mesures d'application des textes sur la scolarisation obligatoire pour maintenir davantage les enfants à l'école et éviter qu'ils soient sur le marché du travail ou être dans l'oisiveté</i> <i>-Assurer l'interopérabilité des acteurs</i>	<i>Fonction publique, action sociale MENAPLN, Emploi</i>	





- ✓ Akaribo, Freeman Nsoh (2022). Cocoa supply chain and child labour in Ghana. Faculté des bioingénieurs, Université catholique de Louvain ;
- ✓
- ✓ Ballet, J., A. Bhukuth and K. Radja. 2006. 'Child Labour, Human Rights and the Capability Approach ;
- ✓ ,
- ✓ BAMBA S. (2023) « les déterminants socio-économico-culturels de l'exploitation des enfants dans l'hévéaculture : cas de la ville de gabiadji en Côte d'Ivoire », Revue Internationale des Sciences de Gestion ;
- ✓
- ✓ Basu K and Van, 1998, « The Economic of Child Labour », American Economic Review, Vol.88 (3), pp. 412-427.
- ✓
- ✓ BASSE. B W (2023) « Les déterminants du Travail des Enfants des riziculteurs au Sénégal : une analyse à partir du modèle Double Hurdle », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 16 » pp: 797 – 815.
- ✓
- ✓ CONASUR (Mars 2023), Rapport du Conseil National de Secours d'Urgences et de Réhabilitation ;
- ✓
- ✓ Eric V. Edmonds, Nina Pavcnik, « International trade and child labor: Cross-country evidence », Journal of International Economics, Volume 68, Issue 1, 2006, Pages 115-140, ISSN 0022-1996, <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2005.01.003>.
- ✓
- ✓ Ersado, Lire, 2002. "[Child labor and school decisions in urban and rural areas](#)," FCND briefs 145, International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- ✓
- ✓ Ibrahim, Musa (2022), Analysis of the Basic Infrastructures Affecting Child Labour in North-Eastern Nigeria, Applied Journal of Economics, Management, and Social Sciences ;
- ✓
- ✓ INSD (2006), Rapport de l'Enquête Nationale sur le Travail des Enfants, 80 pages
- ✓
- ✓ INSD (2018), Rapport de l'Enquête Harmonisée sur les Condition de Vie des Ménages, 164 pages
- ✓
- ✓ Long Thanh Giang, Van Tuong Nguyen, Tue Dang Nguyen, "Child labor in Vietnam: Issues and policy implications", Children and Youth Services Review, Volume 130, 2021, 106222, ISSN 0190-7409,
- ✓
- ✓ MOUSSA C. et al (2015), les déterminants du travail des enfants en Algérie, Revue Marocaine de recherche en management et marketing ;
- ✓
- ✓ Owusu, V. and Kwarteye, A. (2008) 'An empirical analysis on the determinants of child labor in cocoa production in Ghana', in PEGNet Conference 2008, Assessing

**Development Impact – Learning from Experience, 11– 12 September 2008, Accra, Ghana.**

- ✓
- ✓ **PNDES (2016-2020), Plan National de Développement Economique et Social ;**
- ✓
- ✓ **PNUD (2022), Rapport mondial du Programme des Nations Unies pour le Développement ;**
- ✓
- ✓ **Webbink E, Smits J, de Jong E (2012) Hidden child labor : determinants of housework and family business work of children in 16 developing countries. World Dev 40:631–642. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2011.07.005>;**
- ✓
- ✓ <https://doi.org/10.1016/j.childyouth.2021.106222>.
- ✓ **[http://www.capabilityapproach.com/pubs/3\\_5\\_Child\\_Ballet\\_Bhukuth\\_Radja.pdf](http://www.capabilityapproach.com/pubs/3_5_Child_Ballet_Bhukuth_Radja.pdf),  
accessed 11 octobre 2023**

## XXI. ANNEXES :

### Annexe 1.

Résultat des estimations du modèle probit bivarié des activités des enfants de 5-17 ans au Burkina Faso, ENTE-2022

VARIABLES	TRAVAIL DES ENFANTS		SCOLARISATION DES ENFANTS	
	Coefficients	P> z	Coefficients	P> z
<b>CARACTÉRISTIQUES DE L'ENFANT</b>				
AGE	0,4560364	0,000	0,6396853	0,000
AGE2	-0,0181092	0,000	-0,0300509	0,000
<b>SEXE DE L'ENFANT</b>				
GARÇON	Réf			
FILLE	0,1814771	0,000	-0,0518227	0,228
<b>LIEN DE PARENTE AVEC LE CHEF DE MENAGE</b>				
ENFANTS DU CM	Réf			
AUTRE ENFANTS	0,076556	0,19	-0,3575875	0,000
<b>CARACTÉRISTIQUE DU MÉNAGE</b>				
TAILLE DU MENAGE	-0,021356	0,002	-0,0202514	0,001
NOMBRE D'ENFANTS DE 5 A 17 ANS	0,0166421	0,321	0,049118	0,002
<b>NIVEAU DE VIE DU MENAGE</b>				
TRES PAUVRE	Réf			
PAUVRE	-0,1278194	0,099	0,1177136	0,143
RICHE	-0,1269238	0,052	-0,0735495	0,257
TRES RICHE	-0,3066735	0,000	-0,0774737	0,251
<b>ENDETTEMENT DU MENAGE</b>				
MENAGE ENDETTE	Réf			
MENAGE NON ENDETTE	-0,1892709	0,041	0,0760061	0,397
<b>LIEU DE RESIDENCE DU MENAGE</b>				
URBAIN	Réf			
RURAL	0,5526513	0,000	-0,352006	0,000
<b>CARACTÉRISTIQUES DU CHEF DE MÉNAGE</b>				
<b>SITUATION PROFESSIONNELLE DU CHEF DE MENAGE</b>				
EN EMPLOI	Réf			
SANS EMPLOI	0,0001241	0,998	-0,1916694	0,000
<b>CATEGORIE D'AGE DU CHEF DE MENAGE</b>				
25-35 ANS	Réf			
36-64 ANS	-0,0997756	0,118	0,159477	0,007
65 ANS ET PLUS	-0,0682738	0,457	0,3452037	0,000
<b>SEXE DU CHEF DE MENAGE</b>				
MASCULIN	Réf			
FEMININ	0,1023287	0,132	0,2610315	0,000
<b>ÉDUCATION DU CHEF DE MENAGE</b>				
AUCUN	Réf			
PRIMAIRE	-0,0912391	0,143	0,2957611	0,000

<b>POST-PRIMAIRE</b>	-0,2156186	0,013	0,5310102	0,000
<b>SECONDAIRE</b>	-0,2816854	0,001	0,4347018	0,000
<b>SUPERIEUR</b>	-0,4782777	0,000	0,3949985	0,000
<b>RHO</b>	-0,1585285	0,0304662		
<b>WALD TEST OF RHO=0 CHI2(1) = 26,1713 PROB &gt; CHI2 = 0,0000</b>				

Annexe 2 : Répartition (%) des enfants selon les raisons de redoublement par milieu de résidence

	Urbain	Rural	Ensemble
Ne s'interesse pas à l'école	56,1	63,6	61,4
Changement de résidence des parents en cours d'année scolaire	5,7	1,9	3,0
Ecole trop loin et a raté des leçons	4,7	0,8	1,9
Fréquentation non régulière/ pour frais de scolarité ou autres frais liés impayé	7,5	4,3	5,3
Activités parallèles	0,8	0,7	0,7
Perte d'un des parents	0,4	0,8	0,7
Perte des deux parents	0,3	0,0	0,1
Maladies	4,2	10,7	8,8
Autre (préciser)	21,4	17,6	18,7